

Rapport aux actionnaires

3

La Banque Royale du Canada déclare ses résultats pour le troisième trimestre de 2008

Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent document est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 :

- Bénéfice net de 1 262 millions de dollars, en baisse de 10 % par rapport à 1 395 millions
- Bénéfice dilué par action de 0,92 \$, en baisse de 0,14 \$ par rapport à 1,06 \$
- Revenus de 5 912 millions de dollars, en hausse de 8 % par rapport à 5 480 millions
- Incidence des réductions de valeur
 - Revenus : 498 millions de dollars
 - Bénéfice net : 263 millions de dollars; bénéfice par action : 0,20 \$
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 19,4 %, en baisse de 500 points de base par rapport à 24,4 %
- Ratio du capital de première catégorie de 9,5 %

Neuf premiers mois de 2008 par rapport aux neuf premiers mois de 2007 :

- Bénéfice net de 3 435 millions de dollars, en baisse de 18 % par rapport à 4 168 millions
- Bénéfice dilué par action de 2,57 \$, en baisse de 0,61 \$ par rapport à 3,18 \$
- Revenus de 16 513 millions de dollars, en baisse de 2 % par rapport à 16 847 millions
- Incidence des réductions de valeur
 - Revenus : 1 782 millions de dollars
 - Bénéfice net : 886 millions de dollars; bénéfice par action : 0,68 \$
- Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires de 18,7 %, en baisse de 640 points de base par rapport à 25,1 %

TORONTO, le 28 août 2008 – La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) a annoncé aujourd'hui un bénéfice net de 1 262 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008, en baisse de 133 millions, ou 10 %, par rapport à l'an dernier, mais en hausse de 334 millions, ou 36 %, par rapport au dernier trimestre. De solides résultats ont été enregistrés par les secteurs Services bancaires canadiens, Gestion de patrimoine et Assurances ainsi que par certaines activités du secteur Marchés des Capitaux. Nos résultats comparativement au dernier exercice ont subi l'incidence défavorable des réductions de valeur de 498 millions de dollars avant impôts (263 millions après impôts et écritures de compensation), ainsi que de la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui est principalement liée à nos services bancaires aux États-Unis.

« Nous avons su gérer nos coûts efficacement tout en profitant des occasions de générer des revenus et en investissant de manière à assurer notre croissance future. Les revenus records et le solide rendement que nous avons enregistrés en dépit des conditions difficiles ayant sévi sur le marché témoignent de la vigueur de nos activités diversifiées. Je suis persuadé que les stratégies mises en œuvre et la discipline dont nous faisons preuve se traduiront par notre succès à long terme », a déclaré M. Gordon M. Nixon, président et chef de la direction.

Table des matières

1	Faits saillants du troisième trimestre	15	Questions et contrôles comptables	27	Situation financière
2	Rapport de gestion	15	Résultats des secteurs d'exploitation	27	Principales données figurant au bilan
2	Mise en garde au sujet des déclarations prospectives	16	Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR	28	Gestion du risque
2	Aperçu de la Banque Royale du Canada	18	Services bancaires canadiens	42	Gestion du capital
3	Faits saillants financiers	19	Gestion de patrimoine	46	Arrangements hors bilan
4	Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2008	20	Assurances	47	Opérations entre apparentés
4	Rendement financier	22	Services bancaires internationaux	48	États financiers consolidés intermédiaires
13	Résultats trimestriels et analyse des tendances	23	Marchés des Capitaux	52	Notes complémentaires
		25	Services de soutien généraux	79	Renseignements aux actionnaires
		26	Résultats par secteur géographique		

Rapport de gestion

Le rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour le trimestre et la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent et au trimestre terminé le 30 avril 2008. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et notes complémentaires, ainsi qu'avec notre rapport annuel 2007 aux actionnaires (rapport annuel 2007). Ce rapport de gestion est daté du 28 août 2008. Sauf indication contraire, l'information financière fournie dans le présent rapport est basée sur les états financiers dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada, et les montants y sont libellés en dollars canadiens.

Des renseignements additionnels relatifs à la Banque Royale du Canada, y compris notre notice annuelle 2007, sont disponibles gratuitement sur notre site Web à l'adresse rbc.com/investisseurs, sur le site Web des Autorités canadiennes en valeurs mobilières à l'adresse sedar.com, et sur la section EDGAR du site Web de la Securities and Exchange Commission des États-Unis (SEC) à l'adresse sec.gov.

Mise en garde au sujet des déclarations prospectives

À l'occasion, nous faisons des déclarations prospectives verbalement ou par écrit au sens de certaines lois sur les valeurs mobilières, y compris les règles d'exonération de la *Private Securities Litigation Reform Act of 1995* des États-Unis, et de toute loi sur les valeurs mobilières applicable au Canada. Nous pouvons faire des déclarations prospectives dans le présent communiqué portant sur les résultats, dans d'autres documents déposés auprès des organismes de réglementation canadiens ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, dans des rapports aux actionnaires et dans d'autres communications. Les déclarations prospectives comprennent, sans toutefois s'y limiter, les déclarations concernant nos objectifs à moyen terme et pour 2008, nos objectifs et priorités stratégiques ainsi que les perspectives économiques et commerciales pour nous, pour chacun de nos secteurs d'exploitation et pour les économies canadienne, américaine et internationales. Les mots « croire », « s'attendre », « prévoir », « se proposer », « estimer », « planifier », « projeter », « devoir » et « pouvoir », de même que l'emploi du futur ou du conditionnel ainsi que de mots et d'expressions semblables dénotent généralement des déclarations prospectives.

De par leur nature même, les déclarations prospectives nous obligent à formuler des hypothèses et font l'objet d'incertitudes et de risques intrinsèques qui donnent lieu à la possibilité que nos prédictions, prévisions, projections, attentes et conclusions se révèlent inexactes, que nos hypothèses soient incorrectes et que nous ne réalisons pas nos objectifs ou nos objectifs et priorités stratégiques. Nous avertissons nos lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations étant donné que les résultats réels pourraient différer sensiblement des attentes exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment : les risques de crédit et de marché, le risque d'illiquidité et de financement, ainsi que le risque opérationnel et les autres risques décrits à la rubrique Gestion du risque et dans notre rapport annuel 2007; la conjoncture économique générale au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays où nous exerçons nos activités, y compris l'incidence de la volatilité continue du marché américain des prêts à risque ainsi que des marchés connexes, de même que le manque de liquidités dans divers autres marchés des capitaux; l'incidence des fluctuations du dollar canadien par rapport aux autres devises, notamment le dollar

américain, la livre sterling et l'euro; l'incidence des modifications des politiques gouvernementales, monétaires et autres; les effets de la concurrence dans les marchés où nous exerçons nos activités; l'incidence des modifications apportées aux lois et aux règlements; les décisions judiciaires et réglementaires et les actions en justice; l'exactitude et l'intégralité des renseignements concernant nos clients et contreparties; notre capacité à réussir la mise en œuvre de nos stratégies ainsi qu'à mener à bien des acquisitions stratégiques et des coentreprises et de les intégrer avec succès; les modifications apportées aux normes, conventions et estimations comptables, y compris les modifications apportées à nos estimations relatives aux provisions et dotations aux provisions; notre capacité d'attirer et de conserver des employés et des dirigeants clés; les modifications apportées à nos cotes de crédit; les faits nouveaux ainsi que les activités d'intégration touchant nos réseaux de distribution.

Nous avertissons nos lecteurs que la liste susmentionnée de facteurs importants n'est pas exhaustive et que d'autres facteurs pourraient également avoir une incidence défavorable sur nos résultats. Les investisseurs et autres personnes qui se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions ayant trait à la Banque doivent bien tenir compte de ces facteurs et d'autres incertitudes et événements potentiels. Sauf si la loi l'exige, nous ne nous engageons pas à mettre à jour quelque déclaration prospective que ce soit, verbale ou écrite, que nous pouvons faire ou qui peut être faite pour notre compte à l'occasion.

Des renseignements supplémentaires sur ces facteurs et sur d'autres facteurs sont fournis à la rubrique Gestion du risque ainsi qu'aux rubriques Gestion du risque et Risques additionnels susceptibles d'influer sur les résultats futurs de notre rapport annuel 2007.

L'information fournie dans les sites Web susmentionnés ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie du présent document. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent document sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Aperçu de la Banque Royale du Canada

La Banque Royale du Canada (RY sur TSX et NYSE) et ses filiales exercent leurs activités sous la marque RBC. La Banque Royale du Canada est la plus importante banque du Canada en matière de capitalisation boursière et d'actifs, et elle est l'une des principales sociétés de services financiers diversifiés en Amérique du Nord. Elle offre, à l'échelle mondiale, des services bancaires aux particuliers et aux entreprises, des services de gestion de patrimoine, des services

d'assurance, des services à la grande entreprise et aux marchés des capitaux et des services de traitement des opérations. Nous comptons environ 75 000 employés à plein temps et à temps partiel au service de plus de 17 millions de particuliers, d'entreprises, de clients du secteur public et de clients institutionnels au Canada, aux États-Unis et dans 46 autres pays. Pour de plus amples renseignements, visitez le site rbc.com.

Faits saillants financiers

	Au et pour le trimestre terminé le			Au et pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action, les nombres et les pourcentages)					
Total des revenus	5 912 \$	4 954 \$	5 480 \$	16 513 \$	16 847 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	349	178	976	528
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	553	548	343	1 717	1 536
Frais autres que d'intérêt	3 272	2 970	3 165	9 362	9 380
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 753	1 087	1 794	4 458	5 403
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 395 \$	3 435 \$	4 168 \$
Secteurs – bénéfice net (perte nette)					
Services bancaires canadiens	709 \$	604 \$	596 \$	1 986 \$	1 748 \$
Gestion de patrimoine	186	182	177	549	582
Assurances	137	104	103	330	340
Services bancaires internationaux	(16)	38	87	53	221
Marchés des Capitaux	269	13	360	586	1 106
Services de soutien généraux	(23)	(13)	72	(69)	171
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 395 \$	3 435 \$	4 168 \$
Données financières sommaires					
Bénéfice par action – de base	0,93 \$	0,70 \$	1,07 \$	2,60 \$	3,22 \$
Bénéfice par action – dilué	0,92 \$	0,70 \$	1,06 \$	2,57 \$	3,18 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	19,4 %	15,6 %	24,4 %	18,7 %	25,1 %
Rendement du capital de risque (2)	31,1 %	26,0 %	36,9 %	30,9 %	37,9 %
Marge nette d'intérêt (3)	1,42 %	1,37 %	1,32 %	1,39 %	1,33 %
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,47 %	0,54 %	0,29 %	0,48 %	0,31 %
Montant brut des prêts douteux en pourcentage des prêts et des acceptations	0,76 %	0,70 %	0,38 %	0,76 %	0,38 %
Ratios de capital et coefficients (4)					
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,5 %	9,3 %	9,5 %	9,3 %
Ratio du capital total	11,7 %	11,5 %	11,4 %	11,7 %	11,4 %
Coefficient actif-capital	19,4 X	20,1 X	20,5 X	19,4 X	20,5 X
Principales données figurant au bilan et autres renseignements					
Total de l'actif	636 792 \$	627 471 \$	604 582 \$	636 792 \$	604 582 \$
Valeurs mobilières	176 377	175 352	190 219	176 377	190 219
Prêts de détail	190 669	181 802	165 554	190 669	165 554
Prêts de gros	81 603	77 822	67 245	81 603	67 245
Dépôts	409 091	399 425	376 325	409 091	376 325
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (1)	25 400	23 550	22 250	24 000	21 850
Moyenne du capital de risque (2)	15 750	14 150	14 700	14 550	14 500
Actif ajusté en fonction des risques (4)	254 189	249 242	250 197	254 189	250 197
Biens sous gestion	248 400	173 100	159 900	248 400	159 900
Biens administrés – RBC (5)	649 600	612 800	627 500	649 600	627 500
– RBC Dexia IS (6)	2 803 900	2 697 000	2 843 400	2 803 900	2 843 400
Information sur les actions ordinaires					
Actions en circulation (en milliers) – moyenne (de base)	1 323 293	1 287 245	1 272 913	1 294 946	1 273 246
– moyenne (diluée)	1 340 239	1 298 069	1 288 227	1 308 387	1 289 947
– à la fin	1 338 308	1 294 084	1 275 780	1 338 308	1 275 780
Dividendes déclarés par action	0,50 \$	0,50 \$	0,46 \$	1,50 \$	1,32 \$
Rendement de l'action	4,4 %	4,2 %	3,2 %	4,2 %	3,2 %
Cours de clôture de l'action ordinaire (RY sur TSX) – à la fin	47,25 \$	48,02 \$	54,09 \$	47,25 \$	54,09 \$
Capitalisation boursière (TSX)	63 235	62 142	69 007	63 235	69 007
Renseignements généraux					
Nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps) (7)	73 773	66 748	65 537	73 773	65 537
Nombre de succursales	1 729	1 648	1 524	1 729	1 524
Nombre de guichets automatiques bancaires	4 897	4 634	4 377	4 897	4 377
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (8)	0,988 \$	0,994 \$	0,937 \$	0,994 \$	0,889 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,977	0,993	0,937	0,977	0,937

(1) La moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont calculés à l'aide des soldes de fin de mois pour la période.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Pour une analyse plus détaillée sur la moyenne du capital de risque et le rendement du capital de risque, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif. La moyenne de l'actif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques sont calculés selon les lignes directrices publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (BSIF), lesquelles sont formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II. Les ratios de capital et l'actif ajusté en fonction des risques des périodes précédentes sont calculés selon les lignes directrices publiées par le BSIF, lesquelles sont formulées conformément au cadre de l'accord de Bâle I. Avec prise d'effet au deuxième trimestre de 2008, le BSIF a modifié le traitement de la provision générale aux fins du calcul du coefficient actif-capital selon le cadre de l'accord de Bâle II. Les coefficients des périodes précédentes n'ont pas été révisés. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée à la rubrique Gestion du capital.

(5) Le poste Biens administrés – RBC a été révisé au premier trimestre de 2008 de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales canadien. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été retraités pour tenir compte de ce changement.

(6) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 juin 2008, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(7) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, nous n'avons pas tenu compte de la rémunération pour les jours fériés versée aux employés à temps partiel pour calculer le nombre d'employés (équivalent de travail à plein temps), conformément à notre cadre d'information de gestion. Tous les chiffres correspondants des périodes précédentes reflètent ce changement dans le calcul.

(8) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Examen de la conjoncture économique et des marchés et perspectives pour 2008

Canada

Le Canada a continué d'afficher une croissance économique modérée au cours du trimestre civil. Le faible taux de chômage et le fait que la croissance des salaires s'est avérée supérieure au taux d'inflation ont continué de soutenir les dépenses de consommation et les dépenses en immobilisations des entreprises. La croissance des prêts à la consommation et des prêts aux entreprises a ralenti au cours de la première partie de l'année, en raison de la volatilité des marchés financiers et du resserrement des conditions de crédit. Le dollar canadien a subi une faible dépréciation au cours du trimestre. La Banque du Canada a maintenu le taux de financement à un jour à 3,0 %, en raison des préoccupations concernant l'inflation.

L'économie canadienne devrait afficher un rendement supérieur à l'économie américaine d'ici la fin de l'année civile 2008, situation qui tient au fait que la croissance des revenus découlant des prix élevés des marchandises devrait neutraliser en partie la faible croissance des volumes d'exportation aux États-Unis. La croissance modérée des salaires devrait continuer de soutenir les dépenses de consommation au Canada. Nous prévoyons que la Banque du Canada maintiendra le taux de financement à un jour d'ici la fin de 2008, en raison des préoccupations grandissantes concernant l'inflation. Nous nous attendons à ce que le dollar canadien soit légèrement sous la parité avec le dollar américain, car la Réserve fédérale américaine semble être sur le point de mettre fin à son cycle de réduction des taux. Nous prévoyons maintenant un taux de croissance de l'économie canadienne de 1,2 % en 2008, en baisse comparativement au taux de 1,6 % que nous avons prévu le 29 mai 2008, au taux de 1,7 % que nous avons prévu le 29 février 2008 et au taux de 2,2 % que nous avons prévu le 29 novembre 2007, et par rapport à la croissance réelle de 2,7 % en 2007, car nous nous attendons à une détérioration continue des exportations nettes en raison de la faiblesse de l'économie américaine.

États-Unis

Au cours du deuxième trimestre civil, l'économie américaine a affiché une croissance modérée, en raison principalement du plan de relance économique mis en œuvre pour injecter des liquidités dans le système financier aux États-Unis. L'économie américaine a toutefois continué de subir les contrecoups du resserrement des conditions de crédit, et l'économie a semblé plus vulnérable, en raison des pertes d'emplois, de la morosité du marché de l'habitation, des échecs d'ordre financier, de l'inflation et des faibles dépenses de consommation. La Réserve fédérale américaine a maintenu le taux des fonds fédéraux à 2,0 %.

Nous prévoyons que l'économie américaine demeurera faible d'ici la fin de 2008, en raison du resserrement des conditions de crédit et de la faiblesse continue du marché de l'habitation. Nous nous attendons à ce que la Réserve fédérale américaine maintienne ses taux d'intérêt, car une faible croissance de l'économie aide à contrer les pressions inflationnistes découlant des prix à la hausse des marchandises. Nous prévoyons maintenant un taux de croissance de l'économie américaine de 1,5 % en 2008, en hausse comparativement au taux de 1,2 % que nous avons prévu le 29 mai 2008 et au taux de 1,4 % que nous avons prévu le 29 février 2008, et en baisse par rapport au taux de 2,2 % que nous avons prévu le 29 novembre 2007 ainsi que comparativement à la croissance réelle de 2,0 % en 2007.

Autres économies mondiales

La croissance dans certaines autres économies mondiales a ralenti au cours du trimestre civil, situation qui tient en partie à l'affaiblissement de la demande aux États-Unis, ainsi qu'au resserrement des conditions de crédit découlant de la faiblesse continue des marchés financiers mondiaux. La plupart des principaux marchés boursiers sont demeurés volatils en raison du resserrement des conditions de crédit et des faibles perspectives de croissance, situation qui tient aux réductions de valeur et aux pertes auxquelles les prêts hypothécaires à risque aux États-Unis et les produits connexes ont continué de donner lieu.

La croissance de l'économie mondiale devrait ralentir cette année, en raison de l'incidence de la volatilité continue des marchés financiers et de l'affaiblissement de la demande aux États-Unis. Nous ne nous attendons toutefois qu'à un léger ralentissement de la croissance des nouvelles économies, en raison de la forte demande intérieure, laquelle est étayée par une solide conjoncture dans ces économies.

Volatilité des marchés financiers

Les marchés financiers au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays demeureront probablement volatils d'ici la fin de l'année civile, reflétant les préoccupations continues liées à la stabilité du marché de l'habitation aux États-Unis et aux actifs financiers connexes tels que les prêts hypothécaires à risque. De plus, il existe toujours une grande incertitude quant aux fluctuations à court terme des taux d'intérêt, situation qui tient au fait qu'un grand nombre de banques centrales doivent composer avec des pressions inflationnistes croissantes et avec un ralentissement de la croissance économique.

Rendement financier

Nous avons déclaré un bénéfice net de 1 262 millions de dollars pour le troisième trimestre terminé le 31 juillet 2008, en baisse de 133 millions ou 10 % par rapport à l'an dernier. Le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,92 \$, en baisse de 13 % comparativement à la période correspondante de l'an dernier. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est élevé à 19,4 %, par rapport à 24,4 % l'an dernier. Nos résultats ont été touchés par des réductions de valeur de 498 millions de dollars liées à nos secteurs Marchés des Capitaux, Services de soutien généraux et Services bancaires internationaux, pour lesquelles une analyse détaillée est fournie ci-après dans la section Incidence des conditions du marché. Les réductions de valeur ont été neutralisées en partie par une réduction de 130 millions de dollars de la charge d'impôts et par des écritures de compensation connexes de 105 millions, qui se sont traduites par une baisse de 263 millions du bénéfice net (bénéfice par action de 0,20 \$). La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui est principalement liée à nos services bancaires aux États-Unis, et l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance des activités ont également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance des revenus tirés de certaines activités sur les marchés financiers, laquelle tient à la volatilité accrue des marchés et à la baisse des taux d'intérêt, ainsi que par la solide croissance des volumes liés à nos services bancaires, dont l'incidence a été partiellement neutralisée par la compression des écarts.

Comparativement aux neuf premiers mois de 2007, le bénéfice net s'est établi à 3 435 millions de dollars, en baisse de 733 millions ou 18 %, et le bénéfice dilué par action pour les neuf premiers mois s'est établi à 2,57 \$, en baisse de 0,61 \$ ou 19 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 18,7 % pour les neuf premiers mois, par rapport à 25,1 %. Nos résultats reflètent principalement les réductions de valeur de 1 782 millions de dollars constatées et ils ont été neutralisés en partie par une réduction de 483 millions de la charge d'impôts et par des écritures de compensation connexes de 413 millions, résultats qui se sont traduits par une baisse de 886 millions du bénéfice net (bénéfice par action de 0,68 \$). La hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, qui est principalement liée à nos services bancaires aux États-Unis, a également contribué à la diminution. Ces facteurs ont été contrebalancés en partie par la croissance de certaines activités sur les marchés financiers et par la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires, dont l'incidence a été partiellement neutralisée par la compression des écarts.

Comparativement au deuxième trimestre de 2008, le bénéfice net s'est élevé à 1 262 millions de dollars, en hausse de 334 millions ou de 36 %, et le bénéfice dilué par action s'est établi à 0,92 \$, en hausse de 0,22 \$ ou 31 %. Le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires s'est établi à 19,4 %, par rapport à 15,6 %. Nos

résultats reflètent en grande partie les réductions de valeur moins importantes que nous avons constatées relativement aux secteurs Marchés des Capitaux et Services de soutien généraux, ainsi que la forte

croissance des volumes liés à nos services bancaires, résultats neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités.

Incidence des conditions du marché

La faiblesse des marchés s'est maintenue au cours du troisième trimestre de 2008, situation qui a entraîné la comptabilisation d'une réduction de valeur de 498 millions de dollars (263 millions après impôts et écritures de compensation connexes). La réduction de valeur tenait compte de pertes liées à certains portefeuilles de titres détenus à des fins de transaction ainsi que de la réduction à la juste valeur de titres disponibles à la vente ayant subi une perte de valeur jugée durable. Une tranche de 342 millions de dollars (153 millions après impôts et écritures de compensation connexes) de ce montant est liée au secteur Marchés des Capitaux, une tranche de 103 millions (77 millions après impôts), au secteur Services de soutien généraux, lequel comprend nos activités de trésorerie, et une tranche de 53 millions (33 millions après impôts), au secteur Services bancaires internationaux.

Les réductions de valeur sont liées aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain ainsi qu'aux titres adossés à des actifs sur les marchés américains autres que le marché des prêts à risque, et elles sont également liées aux pertes au titre des polices d'assurance vie détenues par une banque que nous détenons dans le cadre de nos activités visant la prestation de solutions d'assurance et

de retraite aux États-Unis. Les réductions de valeur ont été quelque peu contrebalancées par des gains découlant de l'augmentation de la juste valeur de nos passifs désignés comme détenus à des fins de transaction, en raison de l'élargissement de nos écarts de taux au deuxième trimestre.

Lorsque nous acquérons des titres, nous les classons soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Dans le cas des titres détenus à des fins de transaction, nous reflétons les variations non réalisées de la juste valeur au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation. Dans le cas des titres disponibles à la vente, nous reflétons les variations non réalisées de la juste valeur au poste Cumul des autres éléments du résultat étendu, une composante des capitaux propres. Si les variations sont réalisées ou si nous jugeons que des pertes de valeur durables se sont produites, nous reflétons les variations de la juste valeur au poste Revenus autres que d'intérêt – (Perte nette) gain net sur les titres disponibles à la vente. Généralement, une fois que les titres sont classés comme des titres détenus à des fins de transaction ou disponibles à la vente, leur classement ne peut pas être modifié.

Sommaire des réductions de valeur

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 janvier 2008	31 juillet 2008
Marchés des Capitaux				
Prêts à risque sur le marché américain				
Couverts par MBIA	173 \$	204 \$	79 \$	456 \$
TGC liés à des TAA, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres	97	87	209	393
Titres à enchères sur le marché américain	25	184	28	237
Contrats de placement garanti (CPG) sur le marché municipal américain	27	142	92	261
Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain	12	21	22	55
Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain	8	76	–	84
	342 \$	714 \$	430 \$	1 486 \$
Services de soutien généraux				
Prêts à risque, prêts de catégorie Alt-A et autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles sur le marché américain	103	140	–	243
Services bancaires internationaux				
Prêts de catégorie Alt-A et titres privilégiés d'agences sur le marché américain	53	–	–	53
Total avant impôts et écritures de compensation connexes	498 \$	854 \$	430 \$	1 782 \$
Écritures de compensation	105	176	132	413
Impôts	130	242	111	483
Total après impôts et écritures de compensation	263 \$	436 \$	187 \$	886 \$

Marchés des Capitaux

Prêts à risque sur le marché américain – couverts par MBIA

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2008				Réductions de valeur		
	Risque sous-jacent		Protection de crédit fournie par des swaps sur défaillance		Juste valeur de la protection fournie par MBIA, déduction faite des réductions de valeur (2)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur	Garantis par des espèces	Assurés par MBIA (1)			
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	1 108 \$	438 \$					
Titres garantis par des créances (TGC) liés à des titres adossés à des actifs (TAA) à risque	1 077	17					
Titres non adossés à des prêts à risque (TGC de sociétés)	2 757	2 350					
Total	4 942 \$	2 805 \$	583 \$	4 420 \$	1 035 \$	173 \$	456 \$

(1) La contrepartie est une filiale de MBIA Inc., un assureur spécialisé auquel Moody's Investors Services a accordé la cote A2 (avec perspective négative) le 19 juin 2008, et auquel Standard & Poor's a accordé la cote AA (avec perspective négative) le 14 août 2008, relativement à sa capacité financière.

(2) La juste valeur est comprise dans le poste Autres – Dérivés.

Les réductions de valeur de 173 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre sont imputables à la diminution de la juste valeur des swaps sur défaillance conclus avec MBIA Inc., un assureur spécialisé, lesquels représentent la protection de crédit acquise pour couvrir notre exposition au risque de crédit lié aux tranches de premier rang supérieur (« AAA ») liées à nos activités de crédit structuré, les taux de recouvrement prévus liés aux actifs sous-

jacents, ainsi que d'autres paramètres d'entrée. Comme il est illustré dans le tableau ci-dessus, la protection de crédit fournie par MBIA couvre à la fois des actifs liés aux prêts à risque et non liés aux prêts à risque. Se reporter à la rubrique Forum sur la stabilité financière pour des informations sur la protection fournie par l'assureur spécialisé relativement aux actifs liés aux prêts autres que les prêts à risque.

Prêts à risque sur le marché américain – TGC liés à des TAA, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et autres

	Au 31 juillet 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital/valeur nominale	Juste valeur (1), (2)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)				
TGC liés à des TAA	735 \$	121 \$	45 \$	384 \$
Autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	(140)	61	52	9
Total	595 \$	182 \$	97 \$	393 \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres du compte de négociation et Autres – Dérivés.

(2) Montant net des titres liés aux activités de négociation figurant au bilan.

Les réductions de valeur de 97 millions de dollars liées aux Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre découlent de la diminution de la juste valeur des TGC liés à des TAA et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque. Ces titres comprennent des tranches des TGC commandités par RBC d'une valeur nominale de 460 millions de dollars qui bénéficient pour la plupart d'une cote AAA et qui sont couverts par ACA Capital Holdings Inc. (ACA), un assureur spécialisé. Étant donné que la juste valeur du contrat d'assurance

conclu avec ACA a été réduite à une valeur nominale au premier trimestre de 2008, les risques sous-jacents relatifs aux TGC liés à des TAA couverts par ACA sont maintenant présentés à titre d'expositions aux TGC liés à des TAA dans le tableau ci-dessus. Le montant en capital/la valeur nominale des autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque correspond à une position courte nette (passif).

Titres à enchères sur le marché américain

	Au 31 juillet 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Titres à enchères liés à des prêts aux étudiants	3 554 \$	3 354 \$	25 \$	237 \$
Fonds d'investissement à capital fixe et titres à enchères de municipalités	175	175	–	–
Total	3 729 \$	3 529 \$	25 \$	237 \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres du compte de négociation.

Les réductions de valeur de 25 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre découlent de la diminution de la juste valeur de nos positions liées aux activités de négociation de titres à enchères, selon les prix du marché et une méthode d'évaluation fondée sur des modèles.

Les titres à enchères sur le marché américain sont émis sur les marchés financiers aux États-Unis par l'entremise de fiduciaires désignées comme des entités à détenteurs de droits variables (EDDV). Les EDDV détiennent des actifs à long terme et elles les financent au moyen de titres de créance à long terme négociés selon les prix de titres de créance à court terme; le taux d'intérêt est révisé sur des périodes allant de une semaine à 35 jours. Ces titres sont émis par des municipalités, par des autorités responsables de l'octroi de prêts aux étudiants et par d'autres commanditaires, dans le cadre d'enchères gérées par des banques. Nous participons à titre d'agent de revente au marché des titres à enchères.

Au 31 juillet 2008, la juste valeur des titres à enchères figurant à notre bilan était de 3,5 milliards de dollars, et une tranche de 3,4 milliards de ce montant était garantie par des prêts aux étudiants. Le rendement moyen des titres que nous détenons est supérieur aux coûts de financement. Environ 90 % des titres en portefeuille sont assortis de cotes AAA. En ce qui concerne les titres à enchères liés à des prêts aux étudiants que nous détenons, environ 88 % des prêts aux étudiants servant de sûreté sont garantis en vertu du Federal Family Education Loan Program du gouvernement américain.

Outre les montants qui sont présentés dans le tableau ci-dessus, nous avons vendu des titres à enchères de 1,5 milliard de dollars détenus dans notre portefeuille de négociation à des structures d'accueil hors bilan auxquelles nous avons consenti des facilités de liquidités au cours des deuxième et troisième trimestres de 2008. Une tranche de 465 millions de dollars de ce montant a été vendue au troisième trimestre; l'achat des titres à enchères par les structures d'accueil a été financé au moyen d'un prêt que nous avons consenti, et ce prêt est garanti par les divers actifs des structures d'accueil. Ces opérations sont présentées à la juste valeur et elles ne sont pas prises en compte dans les montants figurant au tableau ci-dessus. Pour de plus amples renseignements sur les EDDV, se reporter à la section EDDV de financement structuré, à la rubrique Arrangements hors bilan, ainsi qu'à la note 9 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Outre les titres à enchères décrits ci-dessus, certains de nos clients des services de détail détiennent des titres à enchères dans leurs comptes. Nous sommes actuellement en pourparlers avec les autorités de réglementation aux États-Unis afin d'essayer de parer au manque de liquidité lié aux titres à enchères détenus dans certains comptes des clients, et d'élaborer et de mettre en œuvre un programme visant à assurer ou à améliorer la liquidité de ces titres. Nous poursuivons notre examen et notre évaluation des répercussions découlant de ces faits nouveaux.

Activités de CPG sur le marché municipal américain

	Au 31 juillet 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Titres adossés à des créances hypothécaires garantis par une agence (2)	2 078 \$	2 011 \$	(3) \$	103 \$
Billets et obligations à escompte garantis par une agence	547	550	1	(1)
Titres adossés à des créances hypothécaires non garantis par une agence (AAA ou Alt-A)	271	197	(2)	60
Obligations fédérales, municipales et de sociétés	206	177	2	27
	3 102 \$	2 935 \$	(2) \$	189 \$
Obligation au titre des CPG et gains et pertes de couverture			29	72
Total			27 \$	261 \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Valeurs mobilières – Titres du compte de négociation.

(2) Comprend la Federal Home Loan Mortgage Corporation (Freddie Mac) et la Federal National Mortgage Association (Fannie Mae).

En ce qui concerne nos activités de CPG sur le marché municipal américain, nous émettons des CPG au titre des espèces reçues de municipalités, le plus souvent dans des situations où une municipalité a émis des titres de créance et n'a pas immédiatement besoin du produit découlant de l'émission. La durée des obligations au titre des CPG varie, la durée moyenne étant d'environ 18 mois, et les paiements font l'objet d'un swap à un taux variable. Nous investissons ensuite les espèces reçues de municipalités principalement dans des titres adossés à des créances hypothécaires garantis par des agences et non garantis par des agences (se reporter au tableau précédent).

Les réductions de valeur de 27 millions de dollars liées au secteur Marchés des Capitaux comptabilisées ce trimestre découlent des pertes liées principalement à nos obligations au titre des CPG et aux couvertures connexes. Au 31 juillet 2008, la juste valeur de notre portefeuille de placement pour nos activités de CPG sur le marché municipal américain s'élevait à 2,9 milliards de dollars, en baisse par rapport à 3,3 milliards au 30 avril 2008. Cette baisse tient au montant net des titres arrivés à échéance et des ventes ainsi qu'à la diminution de la valeur de certaines positions.

Titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain

	Au 31 juillet 2008		Réductions de valeur	
	Montant en capital	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Prêts aux grandes entreprises et titres adossés à des créances hypothécaires commerciales	795 \$	732 \$	12 \$	55 \$

(1) La juste valeur est comprise dans le poste Prêts – Prêts de gros.

Dans le cadre de nos activités liées à des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales sur le marché américain, nous effectuons le montage de prêts hypothécaires commerciaux aux États-Unis et les conservons jusqu'à ce que nous ayons l'occasion de les titriser moyennant une commission en émettant des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales, ou l'occasion de les vendre sur le marché des prêts de gros. Les prêts montés que nous comptons titriser sont classés comme détenus à des fins de transaction, et ceux que nous prévoyons vendre sur le marché des prêts de gros sont classés

à titre de prêts et créances et comptabilisés au coût après amortissement.

Le secteur Marché des Capitaux a comptabilisé une perte de 12 millions de dollars ce trimestre, en raison de la détérioration des marchés du crédit et de la réduction des liquidités sur le marché de l'émission de titres adossés à des créances hypothécaires commerciales. Au 31 juillet 2008, la valeur de marché des titres que nous détenons s'élevait à 732 millions de dollars.

Solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain

	Au 31 juillet 2008		Réductions de valeur	
	Valeur nominale (1)	Juste valeur (1)	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque	8 073 \$	6 703 \$	8 \$	84 \$

(1) La valeur nominale représente le montant total des placements protégés en vertu de contrats à valeur stable et est présentée à titre de produits à valeur stable à la note 14 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés. La juste valeur représente la juste valeur estimative actuelle des placements auxquels les contrats à valeur stable font référence.

Nos solutions d'assurance et de retraite sur les marchés des capitaux aux États-Unis fournissent des polices à valeur stable liées aux polices d'assurance vie détenues par une banque que les banques souscrivent relativement à des groupes d'employés admissibles. L'entité qui souscrit ce type de police verse les primes à la société d'assurance, et ces primes sont ensuite investies dans un portefeuille d'actifs admissibles. Lorsque l'assurance est en vigueur, l'entité qui a souscrit l'assurance touche un bénéfice exonéré d'impôt qui est lié au rendement des actifs sous-jacents, et il touche également un capital-décès lorsque survient le décès d'un assuré.

Les contrats à valeur stable fournis dans le cadre de nos solutions d'assurance et de retraite sur le marché américain réduisent la volatilité

des flux de rentrées stables exonérés d'impôt liés aux actifs de la police que touchent les entités ayant souscrit une police d'assurance vie détenue par une banque. Si l'entité annule sa police avant qu'elle n'arrive à échéance, nous sommes généralement tenus, en vertu des modalités de la police à valeur stable, de suppléer l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur des actifs sous-jacents. L'entité recevra un paiement représentant cet écart de valeur, mais elle devra payer des impôts sur la valeur de rachat, elle renoncera aux flux de rentrées stables exonérés d'impôt tirés de la police, et elle pourrait être exposée à des passifs d'impôts reportés à long terme non couverts.

Au 31 juillet 2008, l'écart entre la valeur nominale et la juste valeur de nos polices d'assurance détenues par une banque se chiffrait à 1 370 millions de dollars (1 141 millions au 30 avril 2008). Ce montant représente la perte qui serait constatée si toutes les polices d'assurance étaient rachetées à cette date. Le secteur Marchés des Capitaux a

comptabilisé des réductions de valeur de 8 millions de dollars ce trimestre, lesquelles reflètent à la fois la valeur des actifs qui sous-tendent les portefeuilles de placement liés aux polices ainsi que notre estimation du nombre de titulaires de polices qui résilient leurs polices.

Autres secteurs d'activité ⁽¹⁾

Prêts à risque, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A, autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et titres privilégiés d'agences sur le marché américain

	Au 31 juillet 2008		Réductions de valeur	
	Valeur nominale	Juste valeur	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008	Pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)				
Détenus à des fins de transaction				
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A et autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles	519 \$	425 \$	15 \$	88 \$
Disponibles à la vente				
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	346	201	23	81
Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	1 250	931	79	88
Titres privilégiés d'agences	77	36	39	39
Total	2 192 \$	1 593 \$	156 \$	296 \$
Par secteur				
Services de soutien généraux ⁽²⁾	1 461 \$	1 031 \$	103 \$	243 \$
Services bancaires internationaux ⁽³⁾	731	562	53	53
Total	2 192 \$	1 593 \$	156 \$	296 \$

(1) Les autres secteurs d'activité comprennent les Services de soutien généraux et les Services bancaires internationaux.

(2) Les Services de soutien généraux comprennent les valeurs en capital suivantes : titres détenus à des fins de transaction de 519 millions de dollars, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque disponibles à la vente de 243 millions et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A disponibles à la vente de 699 millions.

(3) Les Services bancaires internationaux comprennent les valeurs en capital suivantes : titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque disponibles à la vente de 103 millions de dollars, titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A disponibles à la vente de 551 millions et titres privilégiés d'agences de 77 millions.

Les Services de soutien généraux et les Services bancaires internationaux détiennent divers titres dans leurs portefeuilles de négociation et de placement (titres disponibles à la vente) à l'appui de leurs activités et de leurs objectifs respectifs en matière de trésorerie. Ces portefeuilles se composent de titres qui représentent principalement des tranches de premier rang supérieur (AAA) de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque, de titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A et d'autres titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles non garantis par une agence sur le marché américain, ainsi que des titres privilégiés de Freddie Mac et de Fannie Mae. Au cours du trimestre, nous n'avons acheté ou vendu aucun de ces titres.

Les réductions de valeur de 156 millions de dollars comptabilisées au cours du trimestre reflètent essentiellement la réduction de 102 millions de dollars à la juste valeur de plusieurs titres adossés à

des créances hypothécaires résidentielles à risque et titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A disponibles à la vente, qui sont considérés comme ayant subi une perte de valeur durable. Cette perte de valeur a été déterminée au moyen d'une analyse quantitative et de la prise en compte d'autres facteurs propres au marché et aux titres. La réduction de valeur se composait également d'un montant de 39 millions de dollars lié aux titres privilégiés d'agences détenus par les Services bancaires internationaux, ainsi que d'une perte de 15 millions, laquelle reflète l'évaluation à la valeur de marché des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles détenus à des fins de transaction que les Services de soutien généraux détiennent. Se reporter à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour de plus amples renseignements sur le total des pertes de valeur comptabilisées.

Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Comme il est expliqué en détail à la note 3 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, les montants bruts des gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente s'élevaient à 431 millions de dollars et à 977 millions, respectivement, au 31 juillet 2008. Ces résultats sont pris en compte dans la perte non réalisée nette de 397 millions de dollars après impôts sur les titres disponibles à la vente, laquelle a été portée en déduction des capitaux propres. Nos portefeuilles de titres disponibles à la vente comprennent des créances du gouvernement (principalement des créances des gouvernements canadien et américain et autres créances de gouvernements de pays

membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques), des titres d'emprunt de sociétés et autres créances, des titres adossés à des créances hypothécaires, des titres de participation, des titres adossés à des créances mobilières et des titres de substitut de prêt ayant un coût non amorti totalisant 39 425 millions de dollars et une juste valeur de 38 879 millions. Se reporter à nos états consolidés du résultat étendu (non vérifiés) et à nos états consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifiés), respectivement, pour de plus amples renseignements sur les autres éléments du résultat étendu et sur le cumul des autres éléments du résultat étendu.

Rendement par rapport aux objectifs établis pour 2008

Nous avons établi nos objectifs pour 2008 en novembre 2007, en fonction de nos perspectives économiques et commerciales pour 2008. Nous étions conscients du fait que le début de 2008 serait difficile, en raison de la volatilité continue des marchés et du ralentissement de la croissance économique, mais nous ne nous attendions pas à ce que ces conditions se maintiennent aussi longtemps, ni à ce qu'elles aient de si vastes répercussions.

Les progrès réalisés relativement à l'atteinte de nos objectifs pour l'exercice à ce jour ont été touchés principalement par les réductions de valeur constatées, par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances liée à nos services bancaires aux États-Unis, et par la compression des écarts. Notre situation de capital demeure solide, le ratio du capital de première catégorie s'étant chiffré à 9,5 %, soit un résultat de loin supérieur à l'objectif de plus de 8 %.

Pour 2008, nous nous attendons à ce que notre ratio de capital de première catégorie demeure de loin supérieur à notre objectif de plus de 8 %. Les conditions des marchés ont eu une incidence importante sur notre capacité à atteindre nos autres objectifs de rendement, et les marchés continuent de refléter les pressions sur les liquidités et les prix. Nous détenons des actifs à des fins de négociation ainsi que certains actifs à des fins de placement; nous les comptabilisons à la juste valeur, laquelle est calculée au moyen des prix du marché ou de modèles d'évaluation qui reposent sur les hypothèses concernant les conditions du marché. Par conséquent, la juste valeur de ces actifs et son incidence sur nos résultats financiers seront fonction des faits touchant le marché qui surviendront dans l'avenir. Nous devons composer avec des défis à court terme, mais nos efforts demeurent centrés sur l'atteinte d'une croissance à long terme pour nos actionnaires.

	Objectifs pour 2008	Rendement pour les neuf premiers mois
1. Croissance du bénéfice dilué par action	7 % – 10 %	(19)%
2. Levier d'exploitation défini (1)	> 3 %	(1,8)%
3. Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	20 % +	18,7 %
4. Ratio du capital de première catégorie (2)	8 % +	9,5 %
5. Ratio de distribution	40 % – 50 %	58 %

(1) Notre levier d'exploitation défini constitue une mesure hors PCGR et il représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Pour de plus amples renseignements, veuillez vous reporter à la section Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR.

(2) Calculé en fonction des lignes directrices du BSIF formulées conformément au nouveau cadre de l'accord de Bâle II.

Principaux événements de 2008

Alabama National Bancorporation (ANB) : Le 22 février 2008, le secteur Services bancaires internationaux a conclu l'acquisition d'ANB, qui a donné lieu à l'ajout de 103 succursales à notre réseau de services de détail et renforcé ce réseau en portant à plus de 430 le nombre de nos succursales dans le sud-est des États-Unis. Nos résultats du troisième trimestre tiennent compte des résultats d'ANB sur un trimestre complet.

Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N) : Le 1^{er} mai 2008, le secteur Gestion de patrimoine a conclu l'acquisition de PH&N, opération qui a donné lieu à une augmentation de 68 milliards de dollars des biens sous gestion. Nos résultats du troisième trimestre tiennent compte des résultats de PH&N pour le trimestre complet.

Nouveau secteur Assurances : Avec prise d'effet le 1^{er} mai 2008, nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités faisaient auparavant partie du secteur Services bancaires canadiens. Le secteur Assurances comprend toutes nos activités d'assurance à l'échelle mondiale, dans le cadre desquelles nous offrons un vaste éventail de produits et services d'assurance vie et d'assurances crédit, maladie, voyage, habitation et automobile aux particuliers et aux entreprises faisant partie de notre clientèle au Canada et aux États-Unis, ainsi que des services de réassurance à l'échelle mondiale. Dans le cadre de ce réalignement, nous avons changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux, qui est maintenant connu sous le nom de Services bancaires internationaux.

RBTT Financial Group (RBTT) : Le 16 juin 2008, le secteur Services bancaires internationaux a conclu l'acquisition de RBTT, qui a donné lieu à l'ajout de 82 succursales ainsi qu'à l'expansion de nos services bancaires de détail dans les Antilles. Étant donné qu'il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBTT, nos résultats du troisième trimestre tiennent compte des résultats de RBTT pour la période du 16 juin 2008 au 30 juin 2008.

Ferris, Baker Watts, Incorporated (FBW) : Le 20 juin 2008, le secteur Gestion de patrimoine a conclu l'acquisition de FBW, une société de banque d'investissement et de courtage en valeurs mobilières de plein exercice comptant environ 330 conseillers financiers et 42 succursales situés dans huit États américains et dans le District de Columbia. Nos résultats du troisième trimestre tiennent compte des résultats de FBW pour la période du 20 juin 2008 au 31 juillet 2008.

Événement postérieur à la fin du trimestre

Richardson Barr & Co. : Le 5 août 2008, le secteur Marchés des Capitaux a conclu l'acquisition de Richardson Barr & Co., une importante société de conseils en matière d'énergie établie à Houston et spécialisée dans les acquisitions et les désinvestissements dans le secteur de l'exploration et de la production.

Premier appel public à l'épargne effectué par Visa Inc.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons constaté une perte nette de 20 millions de dollars (17 millions après impôts) au titre des actions de Visa Inc. que nous détenons, y compris celles qui étaient assujetties à un rachat obligatoire au moment du premier appel public à l'épargne effectué par Visa ce trimestre. La perte comprend une perte nette de 35 millions de dollars (29 millions après impôts) constatée dans le secteur Services bancaires canadiens au titre des actions qui étaient assujetties à un rachat obligatoire, laquelle représente l'écart entre le prix auquel nous avons comptabilisé les actions au moment où nous les avons reçues le 3 octobre 2007, lors de la restructuration de Visa Canada, et le prix de ces actions en vertu du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Le secteur Services bancaires internationaux a constaté un gain de 15 millions de dollars relativement aux actions détenues lors du premier appel public à l'épargne effectué par Visa. À l'heure actuelle, nous détenons environ 2,9 millions d'actions de Visa Inc. de deux catégories différentes, qui sont comptabilisées au coût initial et qui continueront de l'être jusqu'à ce que les restrictions en matière de vente et de cession qui leur sont liées arrivent à échéance, soit trois ans après le premier appel public à l'épargne effectué par Visa. Nous avons comptabilisé ces actions comme des titres disponibles à la vente, pour un coût moyen d'environ 52 \$ US.

Incidence du taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien

Les fluctuations des taux de change entre le dollar américain et le dollar canadien influent sur nos résultats consolidés libellés en dollars américains.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié de 5 % en moyenne par rapport au troisième trimestre de 2007. Cette appréciation a eu une incidence minime sur la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains.

Le taux de change du dollar canadien s'est apprécié en moyenne de 12 % par rapport aux neuf premiers mois de 2007, ce qui a donné lieu à une baisse de 5 millions de dollars de la valeur de conversion du bénéfice net libellé en dollars américains.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	Variation au cours du trimestre	Variation au cours des neuf premiers mois
	Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007	Neuf premiers mois de 2008 par rapport aux neuf premiers mois de 2007
Taux de change du dollar canadien par rapport au dollar américain (moyenne)		
31 juillet 2008	0,988	0,994
31 juillet 2007	0,937	0,889
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (1)	5 %	12 %
Total des revenus, en hausse (en baisse)	(55) \$	(340) \$
Frais autres que d'intérêt, en hausse (en baisse)	(50)	(305)
Bénéfice net, en hausse (en baisse)	–	(5)
Bénéfice par action de base, en hausse (en baisse)	– \$	– \$
Bénéfice par action dilué, en hausse (en baisse)	– \$	– \$

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide du cours au comptant à la fin du mois pour la période.

Les fluctuations des taux de change du dollar américain, de l'euro et de la livre sterling influent également sur les résultats de certains secteurs d'exploitation. Pour une analyse plus détaillée, se reporter à la rubrique Résultats des secteurs d'exploitation.

Total des revenus

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Intérêts créditeurs	5 910 \$	6 375 \$	6 745 \$	19 076 \$	19 766 \$
Intérêts débiteurs	3 609	4 166	4 780	12 425	14 062
Revenu net d'intérêt	2 301 \$	2 209 \$	1 965 \$	6 651 \$	5 704 \$
Services de placement (1)	1 209 \$	1 121 \$	1 156 \$	3 471 \$	3 296 \$
Activités d'assurance (2)	857	800	590	2 498	2 265
Activités de négociation	148	(273)	546	241	1 924
Services bancaires (3)	787	690	701	2 234	2 034
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils	243	163	309	622	916
Autres (4)	367	244	213	796	708
Revenus autres que d'intérêt	3 611 \$	2 745 \$	3 515 \$	9 862 \$	11 143 \$
Total des revenus	5 912 \$	4 954 \$	5 480 \$	16 513 \$	16 847 \$
Renseignements supplémentaires					
Total des revenus tirés des activités de négociation (5)					
Revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation	226 \$	242 \$	(31) \$	530 \$	(213) \$
Revenus autres que d'intérêt – revenus tirés des activités de négociation	148	(273)	546	241	1 924
Total	374 \$	(31) \$	515 \$	771 \$	1 711 \$
Total des revenus tirés des activités de négociation par produit					
Produits liés aux taux d'intérêt et produits de crédit	84 \$	(328) \$	284 \$	(112) \$	880 \$
Titres de participation	181	191	153	516	586
Opérations de change et contrats de négociation de marchandises	109	106	78	367	245
Total	374 \$	(31) \$	515 \$	771 \$	1 711 \$

(1) Comprend les commissions de courtage en valeurs mobilières, les commissions de gestion de placements et de services de garde et les revenus tirés des fonds communs de placement.

(2) Comprend les primes d'assurance, le revenu de placement et le revenu provenant de services tarifés.

(3) Comprend les frais bancaires, les revenus de change autres que ceux tirés des activités de négociation, les frais de gestion des cartes et les commissions de crédit.

(4) Comprend les revenus autres que d'intérêt, (la perte nette) le gain net sur les titres disponibles à la vente et les revenus tirés des opérations de titrisation.

(5) Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les postes Revenu net d'intérêt et Revenus autres que d'intérêt. Le total des revenus tirés des activités de négociation comprend les revenus tirés des titres liquides et des dérivés sous-jacents.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le total des revenus a augmenté de 432 millions de dollars ou 8 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des revenus liés aux activités d'assurance et de la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires, laquelle tient à la mise en œuvre fructueuse de nos initiatives visant la croissance et à la poursuite de nos activités à des fins d'expansion, y compris les acquisitions. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur imputables au contexte actuel du marché.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 336 millions de dollars ou 17 %, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance enregistrée et à la baisse des coûts de financement sur certaines positions liées aux activités de négociation, ainsi qu'à la forte croissance des prêts et des dépôts, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 53 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement de l'acquisition de PH&N et de FBW et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel, laquelle reflète le faible niveau des nouvelles émissions découlant des conditions du marché.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 267 millions de dollars ou 45 % par rapport à l'an dernier. Pour une analyse détaillée des revenus du troisième trimestre de 2008, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont subi une baisse de 398 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 374 millions de dollars, en baisse de 141 millions ou 27 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie aux réductions de valeur découlant du contexte actuel du marché. La baisse tient compte d'un ajustement cumulatif lié aux gains sur les variations de la juste valeur du passif au titre des dépôts désignés comme détenus à des fins de transaction, en raison de l'élargissement des écarts de taux. Cet ajustement a trait aux améliorations apportées à nos modèles d'évaluation, lesquelles reflètent les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses. La baisse a été neutralisée en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, qui tiennent à la plus grande volatilité des marchés et aux taux d'intérêt à la baisse. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur constatées au troisième trimestre de 2008, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 86 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat découle principalement de l'amélioration des résultats liés à nos activités de syndication de prêts, de l'augmentation des revenus tirés des opérations de change attribuable aux volumes de transactions à la hausse, et de l'augmentation des frais bancaires.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont reculé de 66 millions de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement du faible niveau des activités de montage de titres de participation ainsi que de la diminution des activités de fusion et d'acquisition.

Les *autres* revenus se sont accrus de 154 millions de dollars ou 72 %. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques, aux gains plus élevés sur les contrats de dérivés de crédit qui sont comptabilisés à la juste valeur et servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, ainsi qu'aux gains liés aux activités de titrisation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur dans les secteurs Services de soutien généraux et Services bancaires internationaux.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le total des revenus a diminué de 334 millions de dollars ou 2 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur découlant du contexte actuel du marché. Ce résultat à la baisse est aussi imputable au faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts et à l'incidence défavorable de la forte appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos revenus libellés en dollars américains. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les résultats à la hausse tirés de certaines activités sur les marchés financiers découlant de la volatilité accrue des marchés et des taux d'intérêt à la baisse, par la forte croissance des volumes liés à nos activités bancaires et par l'augmentation des revenus liés aux activités d'assurance.

Le *revenu net d'intérêt* a augmenté de 947 millions de dollars ou 17 %, résultat qui tient en grande partie à la forte croissance enregistrée et à la baisse des coûts de financement sur certaines positions liées aux activités de négociation, ainsi qu'à la croissance des prêts et des dépôts, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

Les revenus liés aux *activités de placement* se sont accrus de 175 millions de dollars ou 5 %, en raison principalement de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète les ventes nettes plus élevées ainsi que l'embauche de conseillers chevronnés, des acquisitions effectuées et de l'accroissement des services de garde et des activités de prêts de titres. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la baisse des volumes de transactions effectuées dans le cadre de nos services de courtage traditionnel, laquelle tient à la faiblesse des conditions du marché.

Les revenus liés aux *activités d'assurance* ont augmenté de 233 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète la forte croissance de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada, et l'incidence, depuis le début de l'exercice, d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni ce trimestre et ayant prise d'effet le 1^{er} janvier 2008. Les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie ont également contribué à l'augmentation, mais ce facteur a été essentiellement contrebalancé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des ventes de rentes aux États-Unis.

Les revenus tirés des *activités de négociation* ont subi une baisse de 1 683 millions de dollars comparativement à l'an dernier. Le total des revenus tirés des activités de négociation s'est établi à 771 millions de dollars, en baisse de 940 millions ou 55 %. Ce résultat tient en grande partie aux réductions de valeur découlant du contexte actuel du marché. La baisse a été neutralisée en partie par les résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, ainsi que par les gains sur la variation de la juste valeur de nos passifs au titre des dépôts désignés comme détenus à des fins de transaction. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur comptabilisées depuis le début de l'exercice, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Les revenus tirés des *services bancaires* ont progressé de 200 millions de dollars ou 10 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement la hausse des revenus tirés des opérations de change découlant en grande partie de l'accroissement des volumes de transactions et de l'amélioration des résultats liés aux activités de syndication de prêts.

Les *commissions de prise ferme et autres honoraires tirés des services-conseils* ont reculé de 294 millions de dollars ou 32 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement du faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts.

Les *autres* revenus ont augmenté de 88 millions de dollars ou 12 %. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés à des couvertures économiques, aux gains plus élevés sur les contrats de dérivés de crédit qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et aux gains découlant de la hausse de la juste valeur de nos passifs liés au financement à terme et des débetures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, en raison de l'élargissement de nos écarts de taux.

La hausse des *autres* revenus a été neutralisée en partie par les réductions de valeur liées aux Services de soutien généraux et aux Services bancaires internationaux, par la baisse des distributions sur les placements privés, par un écart de conversion lié à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains, et par une diminution découlant de la variation de la juste valeur de

certaines titres ayant servi de couverture économique à notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est compensée en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt).

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le total des revenus a augmenté de 958 millions de dollars ou 19 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des réductions de valeur moins importantes, des gains sur les contrats de dérivés de crédit qui sont comptabilisés à la juste valeur et qui servent de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et de la croissance des revenus tirés de nos services bancaires au Canada, laquelle reflète l'incidence favorable de facteurs saisonniers tels que le fait que les résultats portent sur deux jours de plus ce trimestre, ainsi que de la croissance continue des volumes.

Dotation à la provision pour pertes sur créances

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334 \$	349 \$	178 \$	976 \$	528 \$

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 156 millions de dollars ou 88 % par rapport à l'an dernier. Pour une analyse détaillée de nos résultats du troisième trimestre, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit, à la rubrique Risque de crédit.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 448 millions de dollars ou 85 % par rapport à l'an dernier. Pour une analyse détaillée de nos résultats depuis le début de l'exercice, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit, à la rubrique Risque de crédit.

Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Indemnités et sinistres liés aux polices d'assurance	413 \$	374 \$	189 \$	1 259 \$	1 082 \$
Coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	140	174	154	458	454
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	553 \$	548 \$	343 \$	1 717 \$	1 536 \$

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 210 millions de dollars ou 61 % par rapport à l'an dernier. Pour une analyse détaillée de nos résultats du troisième trimestre, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 181 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier. Pour une analyse détaillée de nos résultats depuis le début de l'exercice, se reporter à la rubrique concernant le secteur Assurances.

Frais autres que d'intérêt

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Salaires	966 \$	924 \$	899 \$	2 781 \$	2 643 \$
Rémunération variable	763	535	755	2 064	2 350
Avantages sociaux et rémunération au titre de la conservation du personnel	292	297	294	883	883
Rémunération à base d'actions	12	44	44	97	145
Ressources humaines	2 033 \$	1 800 \$	1 992 \$	5 825 \$	6 021 \$
Autres charges	1 239	1 170	1 173	3 537	3 359
Frais autres que d'intérêt	3 272 \$	2 970 \$	3 165 \$	9 362 \$	9 380 \$

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 107 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les acquisitions effectuées et les investissements dans des infrastructures. Cette augmentation a été neutralisée en partie par l'incidence favorable du

raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos charges libellées en dollars américains, ainsi que par la baisse de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos activités de courtage aux États-Unis, laquelle tient à l'évaluation à la valeur de marché favorable de notre passif au titre de la rémunération.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Les frais autres que d'intérêt ont diminué de 18 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos charges libellées en dollars américains, la réduction des frais au titre de la rémunération variable découlant des réductions de valeur, et la baisse de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos activités de courtage aux États-Unis, laquelle tient à l'évaluation à la valeur de marché favorable de notre passif au titre de la rémunération. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris les acquisitions effectuées, les investissements dans des infrastructures, l'augmentation des frais liés aux équipes de vente et de service de notre

réseau de succursales bancaires et de *RBC Dexia IS*, ainsi que l'ouverture de bureaux internationaux.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 302 millions de dollars ou 10 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités, l'augmentation des coûts à l'appui de la croissance, y compris les acquisitions effectuées et les investissements dans des infrastructures. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la diminution de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos activités de courtage aux États-Unis, laquelle tient à l'évaluation à la valeur de marché favorable de notre passif au titre de la rémunération.

Impôts

	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Bénéfice net avant impôts	1 753 \$	1 087 \$	1 794 \$	4 458 \$	5 403 \$
Charge d'impôts	442	156	349	941	1 137
Taux d'imposition effectif (1)	25,2 %	14,4 %	19,5 %	21,1 %	21,0 %

(1) Charge d'impôts en pourcentage du bénéfice net avant la charge d'impôts.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

La charge d'impôts a augmenté de 93 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, malgré la baisse du bénéfice avant impôts. La hausse du taux d'imposition effectif tient principalement à la plus grande proportion du bénéfice provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés en 2008. Ce facteur a été neutralisé en partie par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes. Le taux d'imposition en 2007 reflétait également le règlement favorable d'une vérification fiscale.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

La charge d'impôts a diminué de 196 millions de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, en raison de la baisse du bénéfice avant impôts. Le taux d'imposition est demeuré inchangé, résultat qui reflète la plus grande proportion du bénéfice provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés en 2008, facteur neutralisé par la plus

grande proportion du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) en 2008, et par la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes. Le taux d'imposition en 2007 reflétait également le règlement favorable d'une vérification fiscale.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La charge d'impôts a augmenté de 286 millions de dollars ou 183 % par rapport au trimestre précédent, en raison de la hausse du bénéfice avant impôts. L'augmentation du taux d'imposition effectif tient principalement à la plus grande proportion du bénéfice provenant de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés au troisième trimestre de 2008, comparativement aux pertes et aux réductions de valeur enregistrées au deuxième trimestre de 2008 dans des territoires où les taux d'imposition sont plus élevés.

Résultats trimestriels et analyse des tendances

Notre bénéfice, nos revenus et nos charges trimestriels sont touchés par un certain nombre de tendances et de facteurs récurrents, qui comprennent les fluctuations saisonnières, la conjoncture générale et

les conditions du marché. Plus de détails sont fournis aux pages 51 et 52 de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant présente un sommaire de nos résultats pour les huit derniers trimestres.

(en millions de dollars canadiens, sauf les montants par action)	2008			2007				2006
	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4
Revenu net d'intérêt	2 301 \$	2 209 \$	2 141 \$	1 998 \$	1 965 \$	1 889 \$	1 850 \$	1 731 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 611	2 745	3 506	3 617	3 515	3 780	3 848	3 618
Total des revenus	5 912 \$	4 954 \$	5 647 \$	5 615 \$	5 480 \$	5 669 \$	5 698 \$	5 349 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	349	293	263	178	188	162	159
Frais autres que d'intérêt	3 272	2 970	3 120	3 093	3 165	3 148	3 067	2 955
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	553	548	616	637	343	677	516	611
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 753 \$	1 087 \$	1 618 \$	1 622 \$	1 794 \$	1 656 \$	1 953 \$	1 624 \$
Impôts sur les bénéfices	442	156	343	255	349	353	435	342
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	49	3	30	43	50	24	24	19
Bénéfice net tiré des activités poursuivies	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 263 \$
Perte nette liée aux activités abandonnées (1)	–	–	–	–	–	–	–	(1)
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 245 \$	1 324 \$	1 395 \$	1 279 \$	1 494 \$	1 262 \$
Bénéfice par action – de base	0,93 \$	0,70 \$	0,96 \$	1,02 \$	1,07 \$	0,99 \$	1,16 \$	0,97 \$
– dilué	0,92 \$	0,70 \$	0,95 \$	1,01 \$	1,06 \$	0,98 \$	1,14 \$	0,96 \$
Moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains pour la période (2)	0,988 \$	0,994 \$	1,002 \$	1,001 \$	0,937 \$	0,874 \$	0,861 \$	0,897 \$
Équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains à la fin de la période	0,977	0,993	0,996	1,059	0,937	0,901	0,850	0,890

(1) Représente les activités abandonnées de RBC Mortgage Company.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Analyse des tendances

Notre bénéfice net consolidé a été touché de façon défavorable par les réductions de valeur constatées au cours des quatre derniers trimestres en raison de la faiblesse des marchés. Nos revenus au cours des huit derniers trimestres ont de façon générale affiché une tendance à la hausse, sauf au deuxième trimestre de 2008, au cours duquel nous avons comptabilisé des réductions de valeur importantes. Les résultats ce trimestre ont été touchés de façon favorable par la hausse des placements et des revenus tirés des placements et des activités d'assurance ainsi que par la forte croissance des volumes liés à nos services bancaires, malgré les réductions de valeur constatées. Les revenus au quatrième trimestre de 2007 tenaient compte d'un gain au titre de la restructuration de Visa Inc. et de la hausse du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Les revenus ont aussi été touchés de façon défavorable par la diminution de la valeur de conversion des revenus libellés en devises, laquelle découle de la forte appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain pendant presque toute la période, et plus particulièrement au cours des plus récents trimestres.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a affiché une tendance à la hausse au cours des huit derniers trimestres, après être demeurée à un creux cyclique en 2006, résultat qui reflète principalement un environnement de crédit généralement favorable et des recouvrements favorables au titre des prêts aux grandes entreprises. La croissance des portefeuilles ainsi que l'augmentation des taux de pertes et du nombre de prêts douteux ont contribué à la tendance vers des résultats qui tendent à se rapprocher des moyennes historiques. Depuis le quatrième trimestre de 2007, la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté, en raison de la hausse du nombre de prêts douteux découlant principalement du repli du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'augmentation des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont de façon générale augmenté au cours de la période, sauf au deuxième trimestre de 2008 et au quatrième trimestre de 2007. Les baisses enregistrées au cours de ces trimestres tiennent principalement à la diminution des frais au titre de la

rémunération variable découlant des faibles résultats enregistrés. La diminution des frais autres que d'intérêt au cours des trois trimestres les plus récents tient aussi à l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos charges libellées en dollars américains. Sauf au cours du deuxième trimestre de 2008 et du quatrième trimestre de 2007, les frais autres que d'intérêt ont augmenté, résultat qui tient principalement à l'accroissement des coûts imputable à l'augmentation des activités, aux acquisitions récentes et aux dépenses plus élevées engagées à l'appui de nos initiatives visant la croissance.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont fluctué considérablement au cours de la période. Bien que la croissance sous-jacente des activités se soit de façon générale traduite par une augmentation des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, une volatilité importante peut se produire au cours d'un trimestre donné, en raison des répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant les obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, des résultats techniques et des ajustements de la provision actuarielle. L'incidence des normes comptables concernant les instruments financiers adoptées au premier trimestre de 2007 a augmenté la volatilité de ces produits. Sauf en ce qui concerne les résultats techniques et les ajustements de la provision actuarielle, ces éléments sont en grande partie contrebalancés par les revenus liés aux activités d'assurance.

Le taux d'imposition effectif a dans l'ensemble affiché une tendance à la baisse au cours de la période, sauf pour le trimestre considéré au cours duquel une plus grande proportion du bénéfice généré provenait de territoires où les taux d'imposition sont plus élevés. La diminution de notre taux d'imposition effectif tient en grande partie à la plus grande proportion du bénéfice provenant de sources présentant des avantages fiscaux et à la réduction des taux d'imposition des sociétés canadiennes en 2008, par rapport à 2007. La baisse du taux d'imposition au titre du gain lié à la restructuration de Visa Inc. comptabilisé au quatrième trimestre de 2007, lequel a été imposé à un taux sur les gains en capital moins élevé, a également contribué à la diminution de notre taux d'imposition effectif.

La part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales a fluctué au cours de la période. Cela reflète le bénéfice net attribué aux tiers investisseurs dans les entités que nous sommes tenus

de consolider, mais dans lesquelles nous ne détenons pas une participation de 100 %.

Questions et contrôles comptables

Conventions comptables et estimations critiques

Nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été dressés conformément aux PCGR du Canada. Nos principales conventions comptables sont présentées à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés, ainsi qu'à la note 1 de notre rapport annuel 2007. Nos conventions comptables critiques et nos estimations sont présentées en détail aux pages 38 à 42 de notre rapport annuel 2007.

Modifications des conventions comptables ou des estimations

Informations à fournir sur le capital et instruments financiers – comptabilisation et évaluation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes comptables publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535 du *Manuel*, intitulé *Informations à fournir sur le capital*, en vertu duquel nous devons fournir aux utilisateurs des

informations qui leur permettent d'évaluer nos objectifs, nos processus et nos procédures de gestion du capital, ainsi que le chapitre 3862 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir*, et le chapitre 3863 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – présentation*, en vertu desquels nous sommes tenus de présenter davantage d'informations sur la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et sur la façon dont nous gérons ces risques. Une analyse de ces normes est fournie à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Durant le trimestre terminé le 31 juillet 2008, nous n'avons apporté aucun changement à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière ayant eu une incidence importante, ou susceptible d'avoir une incidence importante, sur nos activités de contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Résultats des secteurs d'exploitation

La présente section fournit un aperçu de la façon dont nous évaluons le rendement et présentons les résultats de nos secteurs d'exploitation.

Nous transférons périodiquement certaines activités ou certaines filiales d'un secteur à l'autre, de manière à les aligner plus étroitement

sur notre structure organisationnelle et nos priorités stratégiques. Lorsque ces transferts sont jugés importants, nous retraitions les chiffres correspondants des périodes précédentes.

Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation

Notre cadre d'information de gestion vise à évaluer le rendement de chacun de nos secteurs d'exploitation comme si ceux-ci exerçaient leurs activités sur une base autonome, et il reflète la façon dont nous gérons nos secteurs d'exploitation. Cette démarche vise à s'assurer que les résultats de nos secteurs d'exploitation tiennent compte de tous les revenus et de toutes les charges pertinents qui sont liés à la conduite des activités des secteurs et reflète la perception qu'a la direction des résultats des secteurs d'exploitation.

Les principales méthodes et hypothèses que nous utilisons aux fins de notre cadre d'information de gestion, à savoir l'attribution des charges, l'attribution du capital, les prix de cession interne des fonds et la majoration au montant imposable équivalent aux fins de la constatation des revenus, sont décrites à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2007. La direction revoit régulièrement ces méthodes et ces hypothèses afin de s'assurer de leur validité.

Changements effectués au cours des neuf premiers mois de 2008

Les informations suivantes mettent en évidence les principaux changements que nous avons apportés à notre cadre d'information de gestion et à nos secteurs d'exploitation au cours des neuf premiers mois de 2008. Sauf indication contraire, les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés et ces changements n'ont eu aucune incidence sur nos résultats consolidés.

Au troisième trimestre de 2008, nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités faisaient auparavant partie du secteur Services bancaires canadiens, et nous avons changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux, qui est maintenant connu sous le nom de Services bancaires internationaux. L'information financière sectorielle historique a été retraitée de manière à refléter la restructuration de nos secteurs d'exploitation. L'information financière sectorielle historique retraitée qui porte sur les Services bancaires canadiens et sur le secteur Assurances n'a eu aucune incidence sur l'information financière consolidée présentée précédemment.

Au troisième trimestre de 2008, nous avons reclassé, du poste Revenu net d'intérêt – Intérêts créditeurs, au poste Revenus autres que

d'intérêts – Autres, certains revenus tirés des activités de négociation des Marchés des Capitaux déclarés au quatrième trimestre de 2007, au premier trimestre de 2008 et au deuxième trimestre de 2008. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des revenus.

Au troisième trimestre de 2008, nous avons révisé le calcul du ratio de couverture concernant les radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations au Canada, aux États-Unis et dans les autres pays par rapport aux radiations nettes divisées par la moyenne du montant net des prêts et des acceptations dans chacun de ces secteurs géographiques. Auparavant, nous calculions le ratio de couverture au moyen du total de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations.

Au troisième trimestre de 2008, nous avons révisé le montant brut des prêts douteux liés à nos portefeuilles de prêts de gros, de prêts aux entreprises et de prêts au secteur immobilier et aux secteurs connexes, de manière à ne pas tenir compte de certains biens saisis. Le montant brut des prêts douteux, le montant net des prêts douteux, la provision spécifique pour pertes sur créances en pourcentage du montant brut des prêts douteux et les ratios de condition connexes liés à notre portefeuille de prêts de gros aux États-Unis ont été révisés pour tenir compte de ce changement.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons révisé les soldes des primes d'assurance brutes et des dépôts liés au secteur Assurances, de manière à y inclure les dépôts des fonds distincts, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons transféré aux Services de soutien généraux la supervision des activités de gestion du portefeuille américain de prêts à risque et de titres garantis par des créances disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine, car les Services de soutien généraux possèdent une plus grande expertise en matière de gestion de ces types de placements, particulièrement compte tenu du contexte actuel du marché. Nous n'avons pas révisés les résultats sectoriels correspondants des périodes précédentes pour tenir compte de ce changement au chapitre de la supervision, car ce changement a eu une incidence négligeable sur les périodes précédentes.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons revu et reclassé, du poste Valeurs mobilières – Titres détenus à des fins de négociation au poste Valeurs mobilières – Titres disponibles à la vente, certains titres d'emprunt municipaux américains détenus dans le cadre de nos programmes d'obligations encaissables par anticipation. Le reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des valeurs mobilières. Il a eu une incidence négligeable sur le bénéfice net et sur le cumul des autres éléments du résultat étendu, qui a été prise en compte au deuxième trimestre de 2008.

Au deuxième trimestre de 2008, nous avons reclassé certains prêts du poste Prêts de gros – Banques – Canada au poste Prêts de gros – Services financiers autres que ceux fournis par des banques – autres pays. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des prêts et des acceptations ni sur le bénéfice net.

Au premier trimestre de 2008, nous avons révisé le calcul des biens administrés du secteur Services bancaires canadiens, de manière qu'il reflète la prise en compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada.

Au premier trimestre de 2008, nous avons amélioré les méthodes et paramètres utilisés pour déterminer le capital économique. Cela a donné principalement lieu à une réduction du capital lié au risque de marché relatif aux activités autres que de négociation attribué à nos secteurs d'exploitation et à une augmentation du capital lié au risque de crédit attribué au secteur Marchés des Capitaux.

Au premier trimestre de 2008, nous avons reclassé i) le montant des nouveaux prêts douteux et le montant brut des prêts douteux, ii) le montant net des prêts douteux et iii) la provision pour pertes sur créances et la dotation à la provision pour pertes sur créances, pour le trimestre et la période de 12 mois terminés le 31 octobre 2007, qui ont été surévaluées de 30 millions de dollars, de 22 millions et de 8 millions, respectivement, au titre du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels de détail aux États-Unis, et qui ont été sous-évalués de 30 millions, de 22 millions et de 8 millions, respectivement, au titre du portefeuille de prêts de gros lié au secteur Immobilier et secteurs connexes aux États-Unis. Les montants totaux relatifs aux nouveaux prêts douteux, au montant brut des prêts douteux, au montant net des prêts douteux, à la provision pour pertes sur créances et à la dotation à la provision pour pertes sur créances demeurent inchangés. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur notre bénéfice net consolidé ni sur notre bilan.

Au premier trimestre de 2008, nous avons reclassé dans le revenu net d'intérêt certains revenus tirés des activités de négociation comptabilisés au quatrième trimestre de 2007 sous le poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux afin de mieux refléter leur nature. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des revenus tirés des activités de négociation.

Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR

Principales mesures du rendement

Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et rendement du capital de risque

Nous mesurons et évaluons le rendement de nos activités consolidées et de chacun de nos secteurs d'exploitation en fonction d'un certain nombre de mesures, y compris le bénéfice net, le rendement de la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement de la moyenne du capital de risque. Nous utilisons le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et le rendement du capital de risque à titre de mesures du

rendement du total du capital investi dans nos secteurs. Le rendement du capital de risque n'a aucune définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable aux mesures analogues présentées par d'autres institutions financières. Pour plus de détails, se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR de notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant présente un sommaire des calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque.

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour le trimestre terminé le							Pour le trimestre terminé le	
	31 juillet 2008							30 avril 2008	31 juillet 2007
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	702 \$	182 \$	136 \$	(22)\$	263 \$	(26)\$	1 235 \$	905 \$	1 369 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 150 \$	1 050 \$	1 100 \$	2 300 \$	5 050 \$	1 100 \$	15 750 \$	14 150 \$	14 700 \$
Ajouter : capital non attribué	–	–	–	–	–	1 250	1 250	2 950	1 800
Écart d'acquisition et capital incorporel	1 750	2 400	100	3 300	850	–	8 400	6 450	5 750
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	6 900 \$	3 450 \$	1 200 \$	5 600 \$	5 900 \$	2 350 \$	25 400 \$	23 550 \$	22 250 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	40,4 %	21,0 %	44,6 %	(1,6)%	17,7 %	(4,6)%	19,4 %	15,6 %	24,4 %
Rendement du capital de risque	54,1 %	69,5 %	50,1 %	(3,8)%	20,8 %	n.s.	31,1 %	26,0 %	36,9 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages) (1), (2)	Pour les neuf mois terminés le							Pour les neuf mois terminés le
	31 juillet 2008							31 juillet 2007
	Services bancaires canadiens	Gestion de patrimoine	Assurances	Services bancaires internationaux	Marchés des Capitaux	Services de soutien généraux	Total	Total
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 965 \$	541 \$	327 \$	39 \$	570 \$	(81)\$	3 361 \$	4 104 \$
Moyenne du capital de risque (2)	5 000 \$	1 000 \$	1 050 \$	2 050 \$	4 350 \$	1 100 \$	14 550 \$	14 500 \$
Ajouter : capital non attribué	–	–	–	–	–	2 600	2 600	1 750
Écart d'acquisition et capital incorporel	1 850	1 550	150	2 400	900	–	6 850	5 600
Moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (3)	6 850 \$	2 550 \$	1 200 \$	4 450 \$	5 250 \$	3 700 \$	24 000 \$	21 850 \$
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	38,3 %	28,6 %	37,0 %	1,2 %	14,6 %	(2,9)%	18,7 %	25,1 %
Rendement du capital de risque	52,6 %	72,7 %	41,6 %	2,5 %	17,5 %	n.s.	30,9 %	37,9 %

- (1) Les chiffres ayant trait à la moyenne du capital de risque, à l'écart d'acquisition et au capital incorporel ainsi qu'à la moyenne des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires sont arrondis. Ces montants sont calculés à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Les calculs du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et du rendement du capital de risque sont fondés sur les soldes réels avant leur arrondissement.
- (2) La moyenne du capital de risque comprend le capital de risque lié au risque de crédit, au risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation), au risque d'assurance, au risque opérationnel, au risque commercial et au risque lié aux immobilisations corporelles. Se reporter à la section Gestion du capital pour plus de détails à ce sujet.
- (3) Les montants se rapportant aux différents secteurs d'exploitation sont également désignés à titre de capital attribué.
- n.s. : non significatif

Mesures hors PCGR

Levier d'exploitation défini

Conformément à notre cadre de gestion, nous utilisons et présentons le levier d'exploitation défini, qui n'a pas de définition normalisée en vertu des PCGR et n'est pas nécessairement comparable à des renseignements semblables présentés par d'autres institutions financières.

Le levier d'exploitation défini représente la différence entre le taux de croissance des revenus (ajusté) et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt (ajusté). Les revenus sont présentés en fonction de la majoration au montant imposable équivalent, et l'incidence des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) consolidées n'est pas

prise en compte, car celles-ci n'influent pas de manière importante sur nos résultats. Les revenus en 2007 excluent également les ajustements comptables liés à l'adoption des normes concernant les instruments financiers. Les résultats des activités d'assurance sont exclus, car certaines variations des revenus peuvent être en grande partie contrebalancées par les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance, qui ne sont pas compris dans nos calculs du levier d'exploitation défini.

Le tableau suivant illustre le calcul du levier d'exploitation défini :

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentage)	Pour les neuf mois terminés le		
	31 juillet 2008	31 juillet 2007	Variation
Total des revenus	16 513 \$	16 847 \$	
Ajouter : ajustement lié au montant imposable équivalent	308	215	
Déduire : revenus liés aux EDDV	7	32	
Déduire : revenus tirés des activités d'assurance	2 499	2 305	
Déduire : incidence des normes comptables concernant les instruments financiers (1)	–	88	
Total des revenus (ajusté)	14 315 \$	14 637 \$	(2,2)%
Frais autres que d'intérêt	9 362 \$	9 380 \$	
Déduire : frais autres que d'intérêt liés aux activités d'assurance	422	400	
Frais autres que d'intérêt (ajusté)	8 940 \$	8 980 \$	(0,4)%
Levier d'exploitation défini pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008			(1,8)%

- (1) Exclut l'incidence, sur les revenus tirés des activités d'assurance, de l'adoption des normes comptables concernant les instruments financiers.

Services bancaires canadiens

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêt	1 694 \$	1 636 \$	1 605 \$	5 017 \$	4 711 \$
Revenus autres que d'intérêt	749	650	712	2 120	2 052
Total des revenus	2 443 \$	2 286 \$	2 317 \$	7 137 \$	6 763 \$
Dotation à la provision pour pertes sur créances	204 \$	224 \$	190 \$	642 \$	576 \$
Frais autres que d'intérêt	1 186	1 156	1 219	3 538	3 526
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	1 053 \$	906 \$	908 \$	2 957 \$	2 661 \$
Bénéfice net	709 \$	604 \$	596 \$	1 986 \$	1 748 \$
Revenus par division					
Particuliers clients	1 351 \$	1 308 \$	1 284 \$	3 992 \$	3 783 \$
Services financiers à l'entreprise	607	584	585	1 811	1 692
Solutions cartes et paiements	485	394	448	1 334	1 288
Principales données moyennes et autres renseignements (1)					
Rendement des capitaux propres (2)	40,4 %	35,8 %	32,2 %	38,3 %	32,2 %
Rendement du capital de risque (2)	54,1 %	49,5 %	44,4 %	52,6 %	44,7 %
Marge nette d'intérêt (3)	2,95 %	3,00 %	3,15 %	3,01 %	3,19 %
Levier d'exploitation (4)	8,1 %	3,0 %	(0,9)%	5,2 %	5,0 %
Total des actifs productifs (1), (5)	228 100 \$	221 800 \$	202 200 \$	222 700 \$	197 200 \$
Prêts et acceptations (1), (5)	228 000	220 600	201 600	221 500	195 800
Dépôts (1)	154 900	152 800	147 200	153 500	146 100
Biens administrés (6)	123 700	124 300	115 600	123 700	115 600

(1) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(3) La marge nette d'intérêt représente le revenu net d'intérêt divisé par la moyenne de l'actif productif. La moyenne de l'actif productif est calculée à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(4) Le levier d'exploitation correspond à la différence entre le taux de croissance des revenus et le taux de croissance des frais autres que d'intérêt.

(5) Le total des actifs productifs et les prêts et les acceptations comprennent la moyenne des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts sur cartes de crédit titrisés, laquelle, pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, s'est établie à 22 milliards de dollars et à 4 milliards, respectivement (20 milliards et 5 milliards au 30 avril 2008; 19 milliards et 4 milliards au 31 juillet 2007).

(6) Avec prise d'effet au premier trimestre de 2008, le poste Biens administrés a été révisé de manière à tenir compte des fonds communs de placement vendus par l'entremise de notre réseau de succursales au Canada. Les chiffres correspondants des périodes précédentes ont été révisés pour tenir compte de ce changement.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 113 millions de dollars ou 19 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète la forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et notre gestion des coûts efficace, facteurs neutralisés en partie par la compression des écarts.

Le total des revenus a progressé de 126 millions de dollars ou 5 % comparativement à l'an dernier.

Les revenus tirés des services *Particuliers clients* ont augmenté de 67 millions de dollars ou 5 %. L'augmentation reflète en grande partie la forte croissance des volumes liés au financement aux fins d'accession à la propriété et aux dépôts des particuliers, l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement et la hausse des frais bancaires. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts liés aux dépôts et par la diminution des commissions de courtage en valeurs mobilières, laquelle reflète la nature concurrentielle des commissions liées à nos services de courtage autogéré.

Les revenus tirés des *Services financiers à l'entreprise* ont augmenté de 22 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement de la croissance des volumes de dépôts et de prêts, laquelle a été neutralisée en partie par la réduction des écarts liés aux dépôts.

Les revenus tirés des *Solutions cartes et paiements* ont augmenté de 37 millions de dollars ou 8 %, résultat qui est en grande partie attribuable à la forte croissance des soldes et des volumes de transactions, ainsi qu'à un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la réduction des écarts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 20 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'incidence des modifications apportées à la gamme de produits de détail, qui est attribuable à la plus forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété et notre compte d'épargne à intérêt élevé, aux taux d'intérêt à la baisse et au maintien des pressions concurrentielles.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 14 millions de dollars ou 7 %, résultat qui reflète en grande partie la croissance du portefeuille.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 33 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier. Ce recul tient principalement à la gestion efficace des coûts et à la diminution des frais liés aux services de soutien opérationnel et aux infrastructures. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des frais liés aux équipes de vente et de service.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net s'est accru de 238 millions de dollars ou 14 % par rapport à l'an dernier. La forte croissance des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité et notre gestion efficace des coûts ont été neutralisées en partie par la réduction des écarts et par l'accroissement de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le total des revenus a progressé de 374 millions de dollars ou 6 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation reflète la forte croissance continue des volumes enregistrée dans tous les secteurs d'activité, l'augmentation des frais de placement liés aux fonds communs de placement et la hausse des revenus tirés des opérations de change, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la compression des écarts.

La marge nette d'intérêt a diminué de 18 points de base par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement aux facteurs mentionnés ci-dessus.

La dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 66 millions de dollars ou 11 %, résultat qui reflète la croissance des portefeuilles et l'augmentation des taux de pertes liés aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts aux particuliers, qui se situent dans notre fourchette de résultats historiques.

Les frais autres que d'intérêt se sont chiffrés à 3 538 millions de dollars, comparativement à 3 526 millions l'an dernier. Ce résultat tient au fait que la hausse des frais liés aux équipes de vente et de service et des frais d'occupation a été en grande partie neutralisée par la diminution des frais liés aux services de soutien opérationnel et aux infrastructures.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 105 millions de dollars ou 17 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète l'incidence favorable

de facteurs saisonniers, y compris la prise en compte des résultats portant sur deux jours de plus, et la hausse des volumes de transactions liés aux prêts sur cartes de crédit. Les résultats ce trimestre tiennent également compte de l'accroissement des volumes au sein de tous les secteurs d'activité et d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, tandis que les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêt	110 \$	113 \$	106 \$	335 \$	318 \$
Revenus autres que d'intérêt					
Revenus tirés des services tarifés	599	542	545	1 680	1 571
Revenus tirés des transactions et autres revenus	310	335	355	947	1 117
Total des revenus	1 019 \$	990 \$	1 006 \$	2 962 \$	3 006 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	1 \$	– \$	– \$	1 \$	– \$
Frais autres que d'intérêt	758	732	747	2 178	2 171
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	260 \$	258 \$	259 \$	783 \$	835 \$
Bénéfice net	186 \$	182 \$	177 \$	549 \$	582 \$
Revenus par division					
Gestion de patrimoine – Canada	383 \$	359 \$	369 \$	1 105 \$	1 091 \$
Gestion de patrimoine – États-Unis et International	451	490	493	1 386	1 509
Gestion mondiale d'actifs	185	141	144	471	406
Autres renseignements					
Rendement des capitaux propres (1)	21,0 %	34,8 %	29,4 %	28,6 %	32,7 %
Rendement du capital de risque (1)	69,5 %	72,4 %	58,6 %	72,7 %	65,9 %
Biens administrés	509 200 \$	481 500 \$	505 100 \$	509 200 \$	505 100 \$
Biens sous gestion	243 700	172 800	159 600	243 700	159 600

	Variation au cours du trimestre	Variation au cours des neuf premiers mois
	Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007	Neuf premiers mois de 2008 par rapport aux neuf premiers mois de 2007
Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains		
Total des revenus : augmentation (diminution)	(18)\$	(128)\$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(16)	(103)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(2)	(20)
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (2)	5 %	12 %

(1) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours de change au comptant à la fin du mois pour l'exercice.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 9 millions de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des actifs liés aux services tarifés des clients et de l'acquisition de PH&N conclue le 1^{er} mai 2008. Le résultat l'an dernier reflétait l'incidence favorable d'un gain de change de 9 millions de dollars (7 millions après impôts) au titre de certains dépôts. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse de 2 millions de dollars du bénéfice comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus a augmenté de 13 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – Canada* ont augmenté de 14 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement de la prise en compte des résultats de PH&N et de la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, laquelle reflète la hausse des ventes nettes ainsi que l'embauche de conseillers chevronnés. Cette augmentation a été neutralisée en partie par la diminution des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel, laquelle tient au faible niveau des nouvelles émissions imputable aux conditions du marché.

Les revenus tirés de la *Gestion de patrimoine – États-Unis et International* ont subi une baisse de 42 millions de dollars ou 9 %. Libellés en dollars américains, les revenus ont reculé de 17 millions de dollars ou 4 %, en raison principalement de la diminution des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel découlant de la faiblesse des conditions du marché, de la baisse découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique à notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage aux États-Unis (qui est compensée en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt), et de la constatation, à l'exercice précédent, d'un gain de change sur certains dépôts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la prise en compte, pour une période de six semaines, des résultats de FBW, une société que nous avons acquise, ainsi que par la croissance des dépôts et des prêts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays, laquelle reflète la mise en œuvre fructueuse continue de nos initiatives visant notre croissance à l'échelle internationale.

Les revenus tirés de la *Gestion mondiale d'actifs* ont augmenté de 41 millions de dollars ou 28 %, résultat qui reflète principalement la croissance des biens sous gestion découlant de la prise en compte des biens sous gestion de PH&N, ainsi que le maintien de ventes nettes élevées de fonds communs de placement. Cette croissance a été touchée par la baisse des revenus tirés de nos services de gestion d'actifs aux États-Unis, ainsi que par le fait que les clients ont favorisé les fonds du marché monétaire, lesquels génèrent des rendements plus faibles en raison de la faiblesse des conditions du marché.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 11 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse des coûts à l'appui de la croissance des activités, y compris l'acquisition de PH&N et de FBW. Ces résultats ont été neutralisés en partie par l'incidence favorable de 16 millions de dollars de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, ainsi que par la réduction de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos services de courtage aux États-Unis, laquelle tient à l'évaluation à la valeur de marché favorable de notre passif au titre de la rémunération.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a reculé de 33 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier principalement en raison de la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel. Cette baisse a été en partie contrebalancée par l'apport des acquisitions de PH&N et de J.B. Hanauer & Co. ainsi que par la forte croissance des actifs liés aux

services tarifés des clients. Le résultat l'an dernier a été touché de façon favorable par un gain de change de 36 millions de dollars (29 millions après impôts) au titre de certains dépôts. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse de 20 millions de dollars du bénéfice comparativement à l'an dernier.

Le total des revenus a diminué de 44 millions de dollars ou 1 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient en grande partie à la baisse des volumes de transactions liés à nos services de courtage traditionnel découlant de la faiblesse des conditions du marché, et à la réduction découlant de la variation de la juste valeur de certains titres ayant servi de couverture économique à notre régime de rémunération à base d'actions lié à nos activités de courtage traditionnel aux États-Unis (qui est contrebalancé en partie par une baisse de la charge de rémunération à base d'actions inscrite dans les frais autres que d'intérêt). De plus, l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain a entraîné une baisse des revenus de 128 millions de dollars. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients, par l'acquisition de J.B. Hanauer & Co., de PH&N et de FBW, par la hausse des revenus découlant des ventes de fonds du marché monétaire, par la croissance des dépôts et des prêts, ainsi que par l'élargissement des écarts liés à nos activités de gestion de patrimoine dans les autres pays.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 7 millions de dollars par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement les coûts liés à l'effectif et les coûts d'occupation découlant des acquisitions effectuées, ainsi que l'ouverture de bureaux internationaux. Ce résultat à la hausse a été neutralisé en grande partie par l'incidence favorable de 103 millions de dollars de l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain, par la baisse de la charge de rémunération à base d'actions liée à nos activités de courtage traditionnel aux États-Unis, qui tient à l'évaluation à la valeur de marché favorable de notre passif au titre de la rémunération, ainsi que par la réduction des frais au titre de la rémunération variable découlant de la diminution des revenus tirés des commissions au cours de la période.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net s'est établi à 186 millions de dollars, en hausse de 4 millions ou 2 % par rapport au trimestre précédent. Ce résultat tient essentiellement à la prise en compte de l'acquisition de PH&N ainsi qu'à la croissance des actifs liés aux services tarifés des clients. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par l'accroissement des investissements dans des infrastructures et dans la technologie, à l'appui principalement de nos initiatives visant la croissance.

Assurances

	Au et pour le trimestre terminé le			Au et pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)					
Revenus autres que d'intérêt					
Primes acquises, montant net	761 \$	689 \$	660 \$	2 112 \$	1 957 \$
Revenu de placement	49	63	(97)	239	200
Honoraires	48	49	27	148	148
Total des revenus	858 \$	801 \$	590 \$	2 499 \$	2 305 \$
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	553 \$	548 \$	343 \$	1 717 \$	1 536 \$
Frais autres que d'intérêt	145	142	137	422	400
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	160 \$	111 \$	110 \$	360 \$	369 \$
Bénéfice net	137 \$	104 \$	103 \$	330 \$	340 \$
Principales données moyennes et autres renseignements					
Rendement des capitaux propres (1)	44,6 %	34,1 %	28,7 %	37,0 %	31,8 %
Rendement du capital de risque (1)	50,1 %	38,1 %	31,9 %	41,6 %	35,5 %
Primes d'assurance brutes et dépôts (2)	1 014 \$	898 \$	889 \$	2 857 \$	2 600 \$

(1) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(2) Le poste Primes d'assurance brutes et dépôts comprend les primes liées aux produits d'assurance et de rente fondés sur le risque, ainsi que les dépôts des fonds distincts individuels et collectifs, conformément aux pratiques du secteur de l'assurance.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net a augmenté de 34 millions de dollars ou 33 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des ajustements actuariels favorables plus importants, qui reflètent les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, de l'amélioration des résultats techniques liés aux polices d'assurance vie universelle ainsi que de la croissance des activités, principalement nos activités de réassurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux sinistres en matière d'invalidité.

Le total des revenus a progressé de 268 millions de dollars ou 45 % comparativement à l'an dernier. L'augmentation reflète les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements garantissant nos obligations au titre des polices d'assurances vie et maladie, facteur qui a été essentiellement contrebalancé par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. La croissance des revenus reflète également l'incidence, depuis le début de l'exercice, d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni, ainsi que la croissance de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont augmenté de 210 millions de dollars ou 61 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète principalement les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché des investissements dont il est fait mention ci-dessus, lesquelles ont été en grande partie neutralisées par l'incidence depuis le début de l'exercice d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni. L'augmentation reflète également la croissance de nos activités de réassurance et de nos activités au Canada, ainsi que la hausse des coûts liés aux sinistres en matière d'invalidité, et elle a été neutralisée en partie par les plus importants ajustements actuariels nets favorables constatés ce trimestre.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 8 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'accroissement des volumes d'activités et nos investissements aux fins de l'expansion des succursales de détail.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 10 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier. Les résultats l'an dernier ont été touchés de façon favorable par un ajustement de 40 millions de dollars (avant et après impôts) lié à la réaffectation de capitaux de placements étrangers, montant qui avait soutenu nos activités de réassurance contre les catastrophes. Ces facteurs ont été neutralisés en grande partie par les plus importants ajustements actuariels nets favorables constatés et par la croissance des activités de réassurance.

Le total des revenus a augmenté de 194 millions de dollars ou 8 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète essentiellement la forte croissance de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada ainsi que l'incidence depuis le début de l'exercice d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni. Les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché sur les investissements dont il est fait mention ci-dessus ont également contribué à la croissance, mais elles ont été neutralisées en grande partie par les indemnités et les sinistres liés aux polices d'assurance. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la constatation, l'an dernier, de l'ajustement de 40 millions de dollars (avant et après impôts) dont il est fait mention ci-dessus, par la diminution des ventes de rentes aux États-Unis et par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains.

Les indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance ont progressé de 181 millions de dollars ou 12 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation reflète la croissance de nos activités de réassurance et de nos activités d'assurance au Canada, l'incidence depuis le début de l'exercice d'un nouveau contrat de réassurance de rentes conclu au Royaume-Uni et les répercussions de l'évaluation à la valeur de marché sur les investissements dont il est fait mention ci-dessus, laquelle a été neutralisée en grande partie par les revenus, ainsi que la hausse des coûts liés aux sinistres en matière d'invalidité ce trimestre. La croissance des indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance a été neutralisée en partie par les plus importants ajustements actuariels nets favorables constatés, par l'incidence de l'appréciation du dollar canadien sur la valeur de conversion des obligations libellées en dollars américains, et par la diminution des ventes de rentes aux États-Unis.

Les frais autres que d'intérêt se sont accrus de 22 millions de dollars ou 6 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète l'augmentation des volumes d'activités, la hausse des investissements dans des infrastructures à l'appui de nos initiatives visant la croissance des activités et l'expansion de nos succursales de détail. Cette augmentation a été neutralisée en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des charges libellées en dollars américains.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 33 millions de dollars ou 32 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des plus importants ajustements actuariels favorables constatés, qui reflètent les mesures prises par la direction et les modifications apportées aux hypothèses, ainsi que les résultats techniques liés aux polices d'assurance vie universelle. L'augmentation a été neutralisée en partie par les gains à la valeur de marché sur les placements en titres de capitaux propres comptabilisés au trimestre précédent.

Services bancaires internationaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au et pour le trimestre terminé le			Au et pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêt	347 \$	298 \$	263 \$	893 \$	792 \$
Revenus autres que d'intérêt	233	266	259	736	668
Total des revenus	580 \$	564 \$	522 \$	1 629 \$	1 460 \$
Dotations à la provision pour pertes sur créances	137 \$	91 \$	17 \$	299 \$	37 \$
Frais autres que d'intérêt	485	428	389	1 291	1 118
Bénéfice net (perte nette) avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	(42)\$	45 \$	116 \$	39 \$	305 \$
Bénéfice net (perte nette)	(16)\$	38 \$	87 \$	53 \$	221 \$
Revenus par division					
Services bancaires	341 \$	349 \$	302 \$	965 \$	887 \$
RBC Dexia IS (1)	239	215	220	664	573
Principales données moyennes et autres renseignements (2)					
Rendement des capitaux propres (3)	(1,6)%	3,0 %	9,0 %	1,2 %	8,4 %
Rendement du capital de risque (3)	(3,8)%	6,3 %	15,5 %	2,5 %	14,2 %
Prêts et acceptations	28 000 \$	25 000 \$	23 800 \$	24 700 \$	22 900 \$
Dépôts	42 500	40 700	35 100	39 400	34 100
Biens administrés – RBC (4)	10 300	–	–	10 300	–
RBC Dexia IS (5)	2 803 900	2 697 000	2 843 400	2 803 900	2 843 400
Biens sous gestion – RBC (6)	4 400	–	–	4 400	–

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en euros (1)	Variation au cours du trimestre	Variation au cours des neuf premiers mois
	Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007	Neuf premiers mois de 2008 par rapport aux neuf premiers mois de 2007
Total des revenus : (augmentation) diminution	3 \$	(79)\$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	–	(60)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	5	2
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (7)	5 %	12 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en euros (7)	(9)%	(2)%

(1) Il existe un décalage de un mois dans la présentation des résultats de RBC Dexia IS et de RBTT.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Le poste Biens administrés – RBC représente les biens administrés de RBTT au 30 juin 2008.

(5) Le poste Biens administrés – RBC Dexia IS représente le total des biens administrés de la coentreprise au 30 juin 2008, dans laquelle nous détenons une participation de 50 %.

(6) Le poste Biens sous gestion – RBC représente les biens sous gestion de RBTT au 30 juin 2008.

(7) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

La perte nette se chiffre à 16 millions de dollars, par rapport à un bénéfice net de 87 millions l'an dernier. Ce résultat à la baisse est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et aux réductions de valeur de 53 millions de dollars (33 millions après impôts) du portefeuille de placements lié à nos services bancaires aux États-Unis, comme il est mentionné à la section Incidence du contexte des marchés, à la rubrique Rendement financier. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la prise en compte, pour le trimestre complet, des résultats de ANB, et par la prise en compte, pour deux semaines, des résultats de RBTT, ainsi que par la croissance des activités de RBC Dexia IS.

Le total des revenus a augmenté de 58 millions de dollars ou 11 % comparativement à l'an dernier.

Les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 39 millions de dollars ou 13 %. Libellés en dollars américains, les revenus tirés des Services bancaires ont augmenté de 55 millions de dollars ou 19 %, en raison principalement de la croissance de 40 % des prêts et de la croissance de 35 % des dépôts, résultats qui reflètent principalement l'acquisition d'ANB et de RBTT. L'augmentation a été neutralisée en partie par les réductions de valeur du portefeuille de

placements lié à nos services bancaires aux États-Unis, ainsi que par la compression des écarts, qui reflète la réduction des taux d'intérêt aux États-Unis et le nombre plus élevé de prêts douteux.

Les revenus de RBC Dexia IS ont augmenté de 19 millions de dollars ou 9 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement de l'appréciation de l'euro par rapport au dollar canadien. L'augmentation reflète également la hausse du revenu net d'intérêt tiré des soldes de caisse des clients.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 137 millions de dollars, en hausse de 120 millions comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement au nombre plus élevé de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à nos portefeuilles de prêts commerciaux et de prêts de détail, résultats qui reflètent le repli du marché de l'habitation aux États-Unis et le ralentissement de l'économie américaine. Pour de plus amples renseignements sur la dotation à la provision pour pertes sur créances, se reporter à la section Rendement au chapitre de la qualité du crédit, à la rubrique Risque de crédit.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 96 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète

principalement l'acquisition d'ANB et de RBTT, ainsi que la hausse des coûts liés à l'effectif de *RBC Dexia IS* engagés à l'appui de la croissance des activités.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a reculé de 168 millions de dollars ou 76 % par rapport à l'an dernier. Ce recul est en grande partie imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances et aux réductions de valeur liées au portefeuille de placements. Le recul a été neutralisé en partie par l'acquisition d'ANB et de RBTT ainsi que par la croissance des activités de *RBC Dexia IS*.

Le total des revenus a augmenté de 169 millions de dollars ou 12 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la hausse des revenus tirés des services bancaires découlant de l'acquisition d'ANB, et la croissance des activités de *RBC Dexia IS*. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les réductions de valeur liées au portefeuille de placements, par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et par la réduction des écarts liés aux services bancaires, laquelle découle du nombre plus élevé de prêts douteux et de la baisse des taux d'intérêt.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 299 millions de dollars, en hausse de 262 millions comparativement à l'an dernier, en raison principalement des facteurs dont il est fait mention ci-dessus.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 173 millions de dollars ou 15 % par rapport à l'an dernier. Ce résultat reflète principalement l'acquisition d'ANB ainsi que la hausse des coûts de traitement et des coûts liés à l'effectif de *RBC Dexia IS* engagés à l'appui de la croissance des activités. Ces facteurs ont été en partie neutralisés par l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos charges libellées en dollars américains.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La perte nette s'est élevée à 16 millions de dollars, comparativement à un bénéfice net de 38 millions au trimestre précédent. Ce résultat à la baisse est principalement imputable à la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, aux réductions de valeur liées au portefeuille de placements, ainsi qu'à la prise en compte, au trimestre précédent, du gain découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa, facteurs neutralisés en partie par la prise en compte de l'acquisition de RBTT, ainsi que par la hausse saisonnière des activités de *RBC Dexia IS*.

Marchés des Capitaux

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au et pour le trimestre terminé le			Au et pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêt (1)	452 \$	421 \$	175 \$	1 191 \$	400 \$
Revenus autres que d'intérêt	681	59	983	1 554	3 170
Total des revenus (1)	1 133 \$	480 \$	1 158 \$	2 745 \$	3 570 \$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	20 \$	58 \$	(7) \$	106 \$	(20) \$
Frais autres que d'intérêt	717	546	693	1 997	2 185
Bénéfice net avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	396 \$	(124) \$	472 \$	642 \$	1 405 \$
Bénéfice net	269 \$	13 \$	360 \$	586 \$	1 106 \$
Revenus par division					
Marchés mondiaux	630 \$	131 \$	609 \$	1 357 \$	2 070 \$
Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers	375	329	471	1 142	1 318
Autres	128	20	78	246	182
Principales données moyennes et autres renseignements (2)					
Rendement des capitaux propres (3)	17,7 %	0,7 %	29,3 %	14,6 %	30,2 %
Rendement du capital de risque (3)	20,8 %	0,8 %	35,9 %	17,5 %	36,7 %
Titres du compte de négociation	138 700 \$	143 700 \$	154 300 \$	142 400 \$	155 000 \$
Prêts et acceptations	37 900	36 800	28 100	37 100	27 800
Dépôts	131 100	137 200	124 700	131 800	127 000

Incidence de la conversion en dollars canadiens de certaines opérations libellées en dollars américains et en livres sterling	Variation au cours du trimestre	Variation au cours des neuf premiers mois
	Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007	Neuf premiers mois de 2008 par rapport aux neuf premiers mois de 2007
Total des revenus : augmentation (diminution)	(33) \$	(119) \$
Frais autres que d'intérêt : augmentation (diminution)	(22)	(142)
Bénéfice net : augmentation (diminution)	(6)	16
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en dollars américains (4)	5 %	12 %
Variation en pourcentage de la moyenne de l'équivalent de 1,00 \$ CA en livres sterling (4)	7 %	11 %

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation de notre rapport annuel 2007.

(2) Les moyennes sont calculées à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(3) Le rendement des capitaux propres est calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période. Se reporter à la rubrique Principales mesures du rendement et mesures hors PCGR pour une analyse plus détaillée du rendement des capitaux propres et du rendement du capital de risque.

(4) Les moyennes sont calculées à l'aide des cours du change au comptant à la fin du mois pour la période.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net a diminué de 91 millions de dollars ou 25 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de réductions de valeur de 342 millions découlant de la détérioration continue des marchés du crédit aux États-Unis. Ces réductions de valeur ont entraîné une baisse de 153 millions de dollars du bénéfice net après impôts et écritures de compensation connexes. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur constatées au troisième trimestre de 2008, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Le total des revenus a diminué de 25 millions de dollars ou 2 % comparativement à l'an dernier.

Les revenus des *Marchés mondiaux* ont augmenté de 21 millions de dollars ou 3 %, en raison principalement des résultats à la hausse tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, qui tiennent à la volatilité accrue des marchés et aux taux d'intérêt à la baisse, facteurs neutralisés en grande partie par les réductions de valeur dont il est fait mention ci-dessus.

Les revenus des *Services mondiaux de banque d'investissement et marchés boursiers* ont reculé de 96 millions de dollars ou 20 %, par rapport au résultat solide enregistré l'an dernier. Le recul est en grande partie imputable au faible niveau des activités de montage de titres de participation, à la baisse des distributions sur les placements privés et à la réduction des activités de fusion et d'acquisition. Le recul a été neutralisé en partie par les résultats à la hausse tirés de nos activités de financement par syndicat et de nos activités de négociation d'actions aux États-Unis.

Les revenus tirés des *Autres services* ont augmenté de 50 millions de dollars ou 64 % par rapport à l'an dernier, résultat qui tient principalement aux gains plus élevés sur les contrats de dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, car les écarts de taux liés aux comptes de contreparties ont augmenté au cours du trimestre.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 20 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 7 millions l'an dernier, et elle a principalement trait à un compte du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont augmenté de 24 millions de dollars ou 3 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les investissements dans les infrastructures liées à certaines activités.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net a diminué de 520 millions de dollars ou 47 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur de 1 486 millions découlant de la détérioration continue des marchés du crédit aux États-Unis. Ces réductions de valeur ont entraîné une baisse de 663 millions de dollars du bénéfice net après impôts et écritures de compensation connexes. Pour une analyse détaillée des

réductions de valeur constatées depuis le début de l'exercice, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Le total des revenus a diminué de 825 millions de dollars ou 23 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des réductions de valeur dont il est fait mention ci-dessus, du faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts, de l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des revenus libellés en dollars américains et en livres sterling, et de la baisse des distributions sur les placements privés. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés de certaines activités de négociation de titres à revenu fixe, activités de négociation de dérivés sur actions et opérations de change, ainsi que par l'amélioration des résultats tirés de nos activités de négociation d'actions et de nos activités de prêt aux États-Unis. L'augmentation tient aussi aux gains à la hausse sur les contrats de dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et aux gains sur la variation de la juste valeur de nos passifs au titre des dépôts désignés comme détenus à des fins de transaction, qui tiennent à l'élargissement des écarts de taux.

La dotation à la provision pour pertes sur créances s'est établie à 106 millions de dollars, comparativement à un recouvrement de 20 millions l'an dernier. Ce montant inclut une tranche de 35 millions de dollars ayant trait aux prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) administrés par RBC et comptabilisée au deuxième trimestre, et il comprend des provisions liées à quelques comptes du portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Les frais autres que d'intérêt ont reculé de 188 millions de dollars ou 9 %, en raison principalement de la baisse des frais au titre de la rémunération variable découlant essentiellement des réductions de valeur, et de l'incidence favorable du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion de nos charges libellées en dollars américains et en livres sterling, facteurs qui ont été neutralisés en partie par la hausse des coûts liés aux investissements dans les infrastructures liées à certaines activités.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net a augmenté de 256 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement des réductions de valeur moins importantes liées à certaines de nos activités de négociation de titres à revenu fixe, des gains sur les contrats de dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, de l'accroissement des activités de montage de prêts et des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que de la baisse de la dotation à la provision pour pertes sur créances. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des frais au titre de la rémunération variable découlant du rendement accru des activités.

Services de soutien généraux

Compte tenu de la nature des activités et des ajustements de consolidation présentés dans ce secteur, nous sommes d'avis qu'une analyse des tendances d'une période à l'autre n'est pas pertinente. Les

renseignements qui suivent portent sur les éléments importants qui ont eu une incidence sur les résultats présentés pour chaque période.

(en millions de dollars canadiens)	Au et pour le trimestre terminé le			Au et pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêt (1)	(302)\$	(259)\$	(184)\$	(785)\$	(517)\$
Revenus autres que d'intérêt	181	92	71	326	260
Total des revenus (1)	(121)\$	(167)\$	(113)\$	(459)\$	(257)\$
Dotation à la provision pour (recouvrement de) pertes sur créances	(28)	(24)	(22)	(72)	(65)
Frais autres que d'intérêt	(19)	(34)	(20)	(64)	(20)
Perte nette avant impôts et part des actionnaires sans contrôle dans les filiales (1)	(74)\$	(109)\$	(71)\$	(323)\$	(172)\$
(Perte nette) bénéfice net	(23)\$	(13)\$	72 \$	(69)\$	171 \$
Titrisation					
Total des créances titrisées et vendues en cours (2)	18 832 \$	18 939 \$	17 812 \$	18 832 \$	17 812 \$
Nouvelles opérations de titrisation au cours de la période (3)	1 699	2 306	1 434	3 987	3 534

(1) Majoration au montant imposable équivalent. Une analyse plus détaillée est présentée à la section Évaluation et présentation des secteurs d'exploitation. Ces montants tiennent compte de l'écriture d'élimination des ajustements liés à certains revenus avantageux sur le plan fiscal (dividendes imposables de sociétés canadiennes) comptabilisés dans le secteur Marchés des Capitaux. Le montant pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 s'est établi à 86 millions de dollars (90 millions au 30 avril 2008; 79 millions au 31 juillet 2007). Le montant pour les neuf mois terminés le 31 juillet 2008 s'est établi à 308 millions de dollars (215 millions au 31 juillet 2007).

(2) Le total des créances titrisées et vendues en cours se compose de créances liées aux prêts sur cartes de crédit et aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada.

(3) Les nouvelles opérations de titrisation se composent des créances liées aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada et aux prêts sur cartes de crédit titrisées et vendues au cours de la période. Se reporter à la note 5 des Notes complémentaires des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour plus de détails à ce sujet. Ce montant ne tient pas compte des activités de titrisation de prêts hypothécaires résidentiels au Canada et de prêts hypothécaires commerciaux du secteur Marchés des Capitaux.

Troisième trimestre de 2008

La perte nette de 23 millions de dollars comprend des réductions de valeur de 103 millions (77 millions après impôts) au titre de notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, dont une tranche de 88 millions concerne les titres disponibles à la vente, et une tranche de 15 millions, les titres détenus à des fins de transaction. Ces réductions de valeur ont été neutralisées en partie par les gains liés à la variation de la juste valeur des dérivés ayant servi de couverture économique, par les montants d'impôts liés aux activités de financement de l'entreprise qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi que par les gains nets liés à l'augmentation de la juste valeur de nos passifs liés aux opérations de financement à terme et des débentures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, en raison principalement de l'élargissement des écarts de taux. Pour une analyse détaillée des réductions de valeur constatées au troisième trimestre et depuis le début de l'exercice, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Deuxième trimestre de 2008

La perte nette de 13 millions de dollars comprend des réductions de valeur de 140 millions (113 millions après impôts) au titre de notre exposition aux prêts à risque et aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A sur le marché américain, dont une tranche de 67 millions concerne les titres disponibles à la vente (un montant de 58 millions étant lié au transfert du portefeuille de titres disponibles à la vente qui faisait auparavant partie de la Gestion de patrimoine), et une tranche de 73 millions, comme détenue à des fins de transaction. Ces pertes ont été en grande partie neutralisées par les montants d'impôts qui avaient trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, par les gains liés aux activités de titrisation et par les gains découlant de la variation de la juste valeur de certains dérivés liés aux couvertures économiques. Au cours du trimestre, nous avons également réalisés des gains liés à la variation de la juste valeur de nos passifs liés aux opérations de financement à terme et des débentures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, en raison de l'élargissement des écarts de taux.

Troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net de 72 millions de dollars reflète principalement des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, ainsi qu'un règlement fiscal favorable ayant trait à des exercices antérieurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes liées aux activités de titrisation au cours du trimestre considéré.

Troisième trimestre de 2008 (résultats sur neuf mois)

La perte nette de 69 millions de dollars comprend des réductions de valeur de 243 millions (190 millions après impôts) au titre de notre exposition aux titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, dont une tranche de 155 millions concerne les titres disponibles à la vente, et une tranche de 88 millions, les titres détenus à des fins de transaction, ainsi qu'un écart de conversion lié à nos dépôts libellés en dollars américains utilisés pour financer certains titres disponibles à la vente libellés en dollars américains. Ces réductions de valeur et l'ajustement ont été neutralisées en partie par les montants d'impôts qui sont liés aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, par les gains liés à la variation de la juste valeur des dérivés ayant servi de couverture économique, par les gains nets liés à l'augmentation de la juste valeur de nos passifs liés aux opérations de financement à terme et des débentures subordonnées désignées comme détenues à des fins de transaction, en raison principalement de l'élargissement des écarts de taux, et par les gains liés aux activités de titrisation.

Troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net de 171 millions de dollars pour la période tient compte des montants d'impôts qui avaient essentiellement trait aux activités de financement de l'entreprise et qui n'ont pas été attribués aux secteurs d'exploitation, et du règlement favorable de vérifications fiscales ayant trait à des exercices antérieurs. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les pertes à la valeur de marché sur les dérivés liés à certaines couvertures économiques ainsi que par un ajustement cumulatif au titre des pertes résultant de l'évaluation à la juste valeur de certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture.

Résultats par secteur géographique (1)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le											
	31 juillet 2008				30 avril 2008				31 juillet 2007			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	3 980 \$	1 173 \$	759 \$	5 912 \$	3 683 \$	705 \$	566 \$	4 954 \$	3 595 \$	1 108 \$	777 \$	5 480 \$
Bénéfice net	1 051 \$	118 \$	93 \$	1 262 \$	1 006 \$	(136) \$	58 \$	928 \$	937 \$	207 \$	251 \$	1 395 \$

(en millions de dollars canadiens)	Pour les neuf mois terminés le							
	31 juillet 2008				31 juillet 2007			
	Canada	États-Unis	Autres pays	Total	Canada	États-Unis	Autres pays	Total
Total des revenus	11 603 \$	2 948 \$	1 962 \$	16 513 \$	10 941 \$	3 565 \$	2 341 \$	16 847 \$
Bénéfice net	3 072 \$	66 \$	297 \$	3 435 \$	2 687 \$	637 \$	844 \$	4 168 \$

(1) Aux fins de la présentation des résultats par secteur géographique, nos activités sont regroupées dans les colonnes Canada, États-Unis et Autres pays. Pour plus de détails sur la présentation des résultats par secteur géographique, se reporter à la note 30 de notre rapport annuel 2007.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 1 051 millions de dollars, en hausse de 114 millions ou 12 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la croissance des soldes des clients liés à nos activités bancaires et de gestion de patrimoine. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le faible niveau des activités de montage de titres de participation et des activités de fusion et d'acquisition, ainsi que par la compression des écarts.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 118 millions de dollars, en baisse de 89 millions ou 43 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse reflète les réductions de valeur constatées, la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances découlant de l'augmentation des provisions au titre des prêts de gros liés à nos services bancaires aux États-Unis, qui touche principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, et des provisions au titre des prêts commerciaux, la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation et la baisse des activités de fusion et d'acquisition. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la croissance de certaines activités de négociation et par la hausse des gains liés aux contrats de dérivés de crédit qui ont été comptabilisés à la juste valeur et qui ont servi de couverture économique à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 93 millions de dollars, en baisse de 158 millions ou 63 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse tient principalement à la diminution des revenus, laquelle reflète les réductions de valeur constatées. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus découlant des acquisitions effectuées récemment et de *RBC Dexia IS* ainsi que par la croissance des activités de fusion et d'acquisition.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)

Le bénéfice net au Canada s'est établi à 3 072 millions de dollars, en hausse de 385 millions ou 14 % comparativement à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement à la croissance des volumes liés à nos services bancaires et à la diminution des frais au titre de la rémunération variable découlant de la baisse des revenus tirés des activités sur les marchés financiers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la compression des écarts, par le faible niveau des activités de montage de titres de participation et de prêts, par la diminution des activités de fusion et d'acquisition, et par la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances.

Le bénéfice net aux États-Unis s'est élevé à 66 millions de dollars, en baisse de 571 millions ou 90 % comparativement à l'an dernier. Cette baisse reflète en grande partie les réductions de valeur plus importantes constatées, la hausse de la dotation à la provision pour pertes sur créances, ainsi que la diminution des activités de montage de prêts et de titres de participation. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des revenus tirés des activités de négociation s'inscrivant dans le cadre de nos activités de négociation d'actions et de nos activités de prêt aux États-Unis.

Le bénéfice net des autres pays s'est chiffré à 297 millions de dollars, en baisse de 547 millions ou 65 % par rapport à l'an dernier. Cette baisse reflète principalement les réductions de valeur constatées relativement à nos activités sur les marchés financiers. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par les gains découlant de la variation de la juste valeur de certains passifs au titre des dépôts et par la hausse des revenus attribuable aux acquisitions effectuées récemment et à *RBC Dexia IS*.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le bénéfice net au Canada a augmenté de 45 millions de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison de l'incidence favorable de facteurs saisonniers tels que la prise en compte des résultats portant sur deux jours de plus, et de la hausse des volumes de transactions liés aux prêts sur cartes de crédit. Les résultats ce trimestre tiennent également compte d'un ajustement favorable du passif au titre de notre programme de fidélisation des clients détenteurs d'une carte de crédit, tandis que les résultats du trimestre précédent ont été touchés de façon défavorable par la perte découlant du premier appel public à l'épargne effectué par Visa.

Le bénéfice net aux États-Unis a augmenté de 254 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement les réductions de valeur moins importantes constatées ainsi que l'apport des acquisitions effectuées.

Le bénéfice net des autres pays a progressé de 35 millions de dollars ou 60 % comparativement au trimestre précédent. L'augmentation est en grande partie attribuable aux réductions de valeur moins importantes constatées, ainsi qu'à l'augmentation des activités de fusion et d'acquisition.

Situation financière

Principales données figurant au bilan

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 326 \$	12 349 \$	10 159 \$
Valeurs mobilières	176 377	175 352	190 219
Biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés	56 207	61 561	77 183
Prêts	272 272	259 624	232 799
Autres actifs	112 898	114 357	90 580
Total de l'actif	636 792	627 471	604 582
Dépôts	409 091	399 425	376 325
Autres passifs	186 991	191 385	194 266
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 355	2 024	1 560
Capitaux propres	28 730	25 988	24 547

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le total de l'actif a augmenté de 32 milliards de dollars ou 5 % par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la forte croissance des prêts et de l'incidence favorable des variations des conditions du marché sur la valeur de marché des dérivés, facteurs neutralisés en partie par la diminution des biens acquis en vertu de conventions de revente et de nos positions sur titres.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques se sont accrus de 3 milliards de dollars ou 31 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement la croissance des activités de RBC Dexia IS ainsi que les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles.

Les valeurs mobilières ont diminué de 14 milliards de dollars ou 7 % comparativement à l'an dernier. Cette diminution est en grande partie imputable à une réduction de nos positions visant à tenir compte de la volatilité continue des marchés financiers, aux réductions de la juste valeur découlant des faibles conditions du marché, ainsi qu'à l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des titres libellés en dollars américains.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont reculé de 21 milliards de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète les activités à la baisse des contreparties découlant de la volatilité des marchés financiers ainsi que la diminution des activités d'emprunt de titres.

Les prêts ont augmenté de 39 milliards de dollars ou 17 % comparativement à l'an dernier, résultat qui reflète la croissance affichée relativement à tous les portefeuilles. La hausse la plus importante est attribuable aux prêts hypothécaires résidentiels au Canada, lesquels se sont accrus de 14 milliards de dollars ou 13 %, et aux prêts aux particuliers, en raison principalement de la forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété découlant du maintien de solides activités sur les marchés de l'habitation au Canada, des taux d'intérêt relativement faibles et du faible taux de chômage. L'augmentation tient aussi à la croissance des prêts aux grandes entreprises à l'échelle mondiale et à l'acquisition d'ANB et de RBTT.

Les autres actifs ont progressé de 22 milliards de dollars ou 25 % comparativement à l'an dernier. Ce résultat à la hausse est en grande partie attribuable à l'augmentation des montants liés aux dérivés, qui reflètent principalement les variations des taux d'intérêt et des écarts de taux sur les positions, ainsi qu'à l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients, facteurs neutralisés en partie par l'incidence du raffermissement du dollar canadien sur la valeur de conversion des positions libellées en devises. La hausse tient également à l'écart d'acquisition lié à RBTT, à ANB et à PH&N.

Les dépôts se sont accrus de 33 milliards de dollars ou 9 % par rapport à l'an dernier. L'augmentation est en grande partie attribuable à l'accroissement des dépôts des entreprises, qui reflète principalement notre émission d'effets et d'obligations foncières aux fins des besoins

de financement. La hausse des dépôts des particuliers découlant en grande partie du maintien de la forte demande visant notre compte d'épargne à intérêt élevé et l'acquisition de RBTT et d'ANB ont également contribué à l'augmentation.

Les autres passifs ont diminué de 7 milliards de dollars ou 4 % comparativement à l'an dernier, en raison principalement des activités à la baisse des contreparties au titre des obligations liées aux conventions de rachat, qui découlent de la volatilité continue des marchés financiers et de la diminution des activités de prêts de titres et de ventes à découvert. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la hausse des montants liés aux dérivés, lesquels reflètent en grande partie les variations des taux d'intérêt et des écarts de taux sur les positions, ainsi que par l'augmentation des activités de négociation et des activités des clients.

Les capitaux propres ont augmenté de 4 milliards de dollars ou 17 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète principalement l'émission de 3 milliards de dollars d'actions ordinaires, laquelle est liée principalement à l'acquisition de PH&N, de RBTT et d'ANB, notre bénéficiaire, déduction faite des dividendes, ainsi que l'émission de 0,2 milliard de dollars d'actions privilégiées depuis l'an dernier.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le total de l'actif a augmenté de 9 milliards de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement du maintien de la forte croissance des prêts. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par la diminution des biens acquis en vertu de conventions de revente.

Les dépôts productifs d'intérêts à des banques ont progressé de 1 milliard de dollars ou 8 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie les modifications apportées à la composition de nos portefeuilles.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 1 milliard de dollars ou 1 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de l'acquisition de RBTT, facteur neutralisé en partie par une réduction de nos positions tenant à la volatilité continue des marchés financiers et par une diminution de la juste valeur imputable aux faibles conditions du marché.

Les biens acquis en vertu de conventions de revente et titres empruntés ont reculé de 5 milliards de dollars ou 9 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète les activités à la baisse des contreparties découlant de la volatilité des marchés financiers ainsi que la diminution des activités d'emprunt de titres.

Les prêts se sont accrus de 13 milliards de dollars ou 5 % comparativement au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'accroissement des prêts hypothécaires résidentiels et des prêts aux particuliers au Canada, ainsi que l'acquisition de RBTT.

Les *autres actifs* ont reculé de 1 milliard de dollars ou 1 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui est principalement imputable à la diminution des montants liés aux dérivés, laquelle reflète essentiellement la réduction des positions de négociation et des positions des clients ainsi que la diminution des sommes à recevoir des courtiers, résultats neutralisés en partie par l'augmentation de l'écart d'acquisition lié à RBTT et à PH&N.

Les *dépôts* ont augmenté de 10 milliards de dollars ou 2 %, par rapport au trimestre précédent, résultat qui est en grande partie attribuable à la hausse des dépôts des entreprises, laquelle reflète essentiellement notre émission d'effets aux fins des besoins de financement liés à la croissance des activités, facteur neutralisé en

partie par la baisse des dépôts bancaires. L'acquisition de RBTT et le maintien de la forte demande visant notre compte d'épargne à intérêt élevé ont également contribué à l'augmentation.

Les *autres passifs* ont diminué de 4 milliards de dollars ou 2 % comparativement au trimestre précédent, en raison principalement de la réduction des montants liés aux dérivés, qui reflète essentiellement la réduction des positions de négociation et des positions des clients.

Les *capitaux propres* ont augmenté de 3 milliards de dollars ou 11 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète en grande partie l'émission de 2 milliards de dollars d'actions ordinaires, laquelle est liée principalement à l'acquisition de PH&N et de RBTT, ainsi que notre bénéfice, déduction faite des dividendes.

Gestion du risque

Nos activités commerciales nous exposent à divers risques, qui touchent presque toutes les facettes de notre exploitation. Nous procédons à la gestion de ces risques afin de nous protéger contre une volatilité inacceptable des résultats, d'une manière qui étaye et facilite les occasions d'affaires.

Se reporter aux pages 80 à 104 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements. Notre approche au chapitre de la gestion du risque n'a pas changé de façon importante par rapport à celle décrite dans notre rapport annuel 2007.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité ou le refus d'une contrepartie à remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'une obligation de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée. Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons le risque de crédit, se reporter aux pages 83 à 91 de notre rapport annuel 2007.

Risque de crédit brut auquel nous sommes exposés

Le risque de crédit auquel nous sommes exposés touche les prêts de détail et de gros, et le risque brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation.

Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs

éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur. Pour obtenir des informations sur l'évaluation des prêts et acceptations ainsi que sur les passifs éventuels, se reporter aux notes 1, 2 et 27 de notre rapport annuel 2007.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation touchent les opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi que des emprunts et prêts de titres, et des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et les conventions de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel. Pour plus de détails sur les conventions de rachat et de revente et sur le risque de crédit lié aux dérivés, se reporter aux notes 1 et 7 de notre rapport annuel 2007.

Risque de crédit par portefeuille et par secteur

(en millions de dollars canadiens)	Au						Au
	31 juillet						30 avril
	2008						2008
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation			Risque total (4)
Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)		
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)					
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	122 197 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	122 199 \$	116 496 \$
Prêts aux particuliers	57 419	42 693	73	–	–	100 185	95 155
Prêts sur cartes de crédit	8 367	18 602	–	–	–	26 969	25 836
Prêts aux petites entreprises (6)	2 686	2 852	48	–	–	5 586	5 490
Prêts de détail	190 669 \$	64 149 \$	121 \$	– \$	– \$	254 939 \$	242 977 \$
Prêts aux entreprises (7)							
Exploitations agricoles	5 321 \$	400 \$	20 \$	– \$	14 \$	5 755 \$	5 836 \$
Industrie automobile	3 877	1 765	123	–	236	6 001	5 814
Biens de consommation	6 362	2 038	401	–	331	9 132	8 785
Énergie	7 146	8 796	2 496	1	2 072	20 511	19 661
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 775	4 885	4 208	67 763	8 789	90 420	93 419
Industrie forestière	1 188	490	113	8	28	1 827	1 892
Produits industriels	4 685	2 197	331	–	150	7 363	6 628
Mines et métaux	2 475	940	561	65	561	4 602	4 602
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 581	3 464	1 312	202	258	26 817	26 774
Technologie et médias	2 602	2 834	583	–	625	6 644	6 855
Transport et environnement	3 363	1 671	553	–	212	5 799	5 727
Autres	23 196	6 288	9 369	2 895	9 440	51 188	56 664
États souverains (8)	2 393	2 274	9 133	1 861	14 761	30 422	30 640
Banques (9)	3 156	4 710	42 643	77 937	25 176	153 622	181 964
Prêts de gros	92 120 \$	42 752 \$	71 846 \$	150 732 \$	62 653 \$	420 103 \$	455 261 \$
Risque total	282 789 \$	106 901 \$	71 967 \$	150 732 \$	62 653 \$	675 042 \$	698 238 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de revente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accession à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(9) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Au 31 juillet 2008, le risque brut auquel nous sommes exposés s'élevait à 675 milliards de dollars. Le risque total a diminué de 23 milliards de dollars ou 3 % par rapport au dernier trimestre, et la diminution a trait principalement au risque lié à la mise en pension de titres ainsi qu'aux lettres de crédit et aux garanties. Le risque de crédit lié aux prêts de détail auquel nous sommes exposés se chiffrait à 255 milliards de dollars, soit 38 % de notre risque total. Les prêts hypothécaires résidentiels ont augmenté de 6 milliards de dollars ou 5 %, et les prêts aux particuliers se sont accrus de 5 milliards de dollars ou 5 %, en raison principalement du maintien de la forte demande visant le financement aux fins d'accession à la propriété au Canada et de l'acquisition de RBTT. Le risque de crédit auquel nous sommes exposés relativement aux prêts de gros s'est élevé à 420 milliards de dollars, soit 62 % de notre risque total. Ce portefeuille a diminué de 35 milliards de dollars ou 8 %, diminution qui a trait principalement au secteur Banques et qui tient à la réduction du risque lié aux mises en pension de titres ainsi qu'aux lettres de crédit et aux garanties, facteur neutralisé en partie par la hausse des prêts et des acceptations en cours découlant de l'acquisition de RBTT.

Notre portefeuille de crédit est demeuré bien diversifié dans tous les secteurs géographiques. La plupart des risques auxquels nous sommes exposés touchent nos activités au Canada, et ensuite nos activités dans les autres pays et aux États-Unis.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive. Les dérivés de crédit et les risques de crédit connexes sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations qui entraînent un risque de crédit. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer la gestion du risque de crédit de contrepartie. Pour une description plus détaillée des types de dérivés de crédit auxquels nous avons recours, se reporter à la note 7 de notre rapport annuel 2007.

Dérivés de crédit émis aux fins de négociation

La plupart de nos positions sur dérivés de crédit sont détenues à des fins de négociation. Ces positions sont généralement réparties également entre la protection achetée et la protection vendue. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation. Plus de 98 % de notre exposition nette aux risques a trait à des contreparties jouissant de cotes de première qualité.

Pour un résumé des faits importants qui sont survenus sur le marché au cours du trimestre et qui ont une incidence sur certaines de nos positions sur dérivés de crédit achetées auprès d'assureurs spécialisés, se reporter à la section Incidence du contexte du marché, à la rubrique Rendement financier.

Dérivés de crédit émis aux fins de négociation

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
Capital nominal	297 105 \$	384 697 \$	377 410 \$
Juste valeur (1)			
Positive	9 863	11 245	6 833
Négative	9 253	9 781	6 213
Coût de remplacement (2)	3 639	3 865	1 760

(1) Juste valeur brute avant la compensation.

(2) Coût de remplacement après la compensation, mais compte non tenu des garanties.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 80,3 milliards de dollars ou 21 % par rapport à l'an dernier. La diminution reflète principalement une réduction stratégique des positions qui soutiennent les opérations structurées. Les justes valeurs positive et négative brutes totales se sont accrues de 3 milliards de dollars dans chaque cas, par rapport à l'an dernier, alors que le coût de remplacement a augmenté de 1,9 milliard de dollars par rapport à l'an dernier. Ces résultats à la hausse tiennent au fait que l'élargissement des écarts de taux a largement neutralisé la réduction des positions.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis aux fins de négociation a diminué de 87,6 milliards de dollars ou 23 % par rapport au trimestre précédent. Les justes valeurs positive et négative brutes totales et le coût de remplacement ont reculé de 1,4 milliard de dollars, de 0,5 milliard, et de 0,2 milliard, respectivement, par rapport au trimestre précédent. Ces diminutions reflètent en grande partie une réduction stratégique de nos positions qui soutiennent les opérations structurées.

Dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation

Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation, de manière à gérer l'ensemble de notre portefeuille de crédit. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons également de la protection sur dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille. La protection sur dérivés de crédit que nous vendons ne constitue pas une portion importante de notre risque de crédit global. Le capital nominal des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation représente le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un versement par les contreparties et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés et aucun de ces contrats ne vise des actifs liés au marché américain des prêts à risque.

Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)

(en millions de dollars canadiens)	Au		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
Capital nominal			
Prêts aux entreprises			
Industrie automobile	415 \$	408 \$	424 \$
Énergie	308	550	716
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	384	484	909
Mines et métaux	527	519	208
Secteur immobilier et secteurs connexes	153	186	65
Technologie et médias	18	18	11
Transport et environnement	238	234	402
Autres	471	469	479
États souverains (2)	250	348	243
Banques (3)	266	728	869
Protection achetée, montant net	3 030 \$	3 944 \$	4 326 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	20	20	294
Protection achetée, montant brut	3 050 \$	3 964 \$	4 620 \$
Protection vendue, montant net (4)	132 \$	130 \$	209 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	20	20	294
Protection vendue, montant brut	152 \$	150 \$	503 \$
Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)	3 202 \$	4 114 \$	5 123 \$
Juste valeur (5)			
Positive	159 \$	85 \$	36 \$
Négative	27	43	46

(1) Comprend les swaps sur défaillance.

(2) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) La protection vendue au 31 juillet 2008 visait le poste Autres, 132 millions de dollars (130 millions pour le poste Autres au 30 avril 2008; 209 millions pour le poste Autres au 31 juillet 2007).

(5) Juste valeur brute avant la compensation.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

La valeur nominale brute des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a régressé de 1,9 milliard de dollars ou 37 % par rapport à l'an dernier, essentiellement en raison d'une réduction stratégique de nos positions et de l'échéance de contrats. Le total de la protection achetée a diminué de 1,6 milliard de dollars ou 34 % comparativement à l'exercice précédent. Cette diminution a particulièrement touché les risques liés aux secteurs Banques, Services financiers autres que ceux fournis par des banques, Énergie et Transport et environnement. Elle a été en partie contrebalancée par une augmentation des risques liés aux Mines et métaux et au poste Secteur immobilier et secteurs connexes. Le total de la protection vendue a diminué de 351 millions de dollars ou 70 % en raison principalement d'une réduction stratégique de nos positions.

La juste valeur positive brute totale s'est accrue de 123 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent, en raison essentiellement de l'élargissement continu des écarts de taux. La juste valeur négative brute totale a affiché une baisse de 19 millions de dollars ou 41 %

comparativement à l'an dernier, résultat qui tient principalement à l'échéance de contrats.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

La valeur nominale totale des dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation a baissé de 0,9 milliard de dollars ou 22 % par rapport au trimestre précédent, résultat qui reflète principalement l'échéance de contrats liés aux secteurs Banques, Énergie, Services financiers autres que ceux fournis par des banques et États souverains. La protection sur dérivés de crédit vendue a augmenté de 2 millions de dollars ou 1 % comparativement au trimestre précédent.

La juste valeur positive brute totale a progressé de 74 millions de dollars ou 87 % par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de l'élargissement des écarts de taux. La juste valeur négative brute totale a reculé de 16 millions de dollars ou 37 % comparativement au trimestre précédent, résultat qui tient essentiellement à l'échéance de contrats.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Pour le trimestre terminé le			Pour les neuf mois terminés le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Dotation à la provision pour pertes sur créances					
Prêts hypothécaires résidentiels	– \$	3 \$	– \$	6 \$	3 \$
Prêts aux particuliers	99	110	79	319	266
Prêts sur cartes de crédit	67	66	58	198	166
Prêts aux petites entreprises (1)	11	12	10	32	25
Prêts de détail	177	191	147	555	460
Prêts aux entreprises (2)	148	159	28	401	72
Prêts aux États souverains (3)	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (4)	–	–	–	–	–
Prêts de gros	148	159	28	401	72
Dotations aux provisions spécifiques	325 \$	350 \$	175 \$	956 \$	532 \$
Dotation à la provision générale	9	(1)	3	20	(4)
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334 \$	349 \$	178 \$	976 \$	528 \$
Canada	175 \$	206 \$	167 \$	584 \$	505 \$
États-Unis	145	140	8	359	25
Autres pays	5	4	–	13	2
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances (5)	325 \$	350 \$	175 \$	956 \$	532 \$
Dotation aux provisions spécifiques pour pertes sur créances en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,47 %	0,54 %	0,29 %	0,48 %	0,31 %

(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentages)	Au		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
Montant brut des prêts douteux (5)			
Canada	378 \$	380 \$	318 \$
États-Unis	98	69	23
Autres pays	132	65	45
Prêts de détail	608	514	386
Canada	366	414	354
États-Unis	1 065	922	156
Autres pays	117	35	33
Prêts de gros	1 548	1 371	543
Total du montant brut des prêts douteux	2 156 \$	1 885 \$	929 \$
Canada	744	794	672
États-Unis	1 163	991	179
Autres pays	249	100	78
Total du montant brut des prêts douteux	2 156 \$	1 885 \$	929 \$
Provision pour pertes sur créances			
Prêts de détail	174 \$	146 \$	124 \$
Prêts de gros	429	364	175
Provisions spécifiques	603	510	299
Provision générale	1 337	1 300	1 230
Total de la provision pour pertes sur créances	1 940 \$	1 810 \$	1 529 \$
Canada	229 \$	253 \$	246 \$
États-Unis	279	221	22
Autres pays	95	36	31
Provisions spécifiques (5)	603 \$	510 \$	299 \$
Principaux ratios de la qualité du crédit			
Montant brut des prêts douteux en pourcentage du montant des prêts et des acceptations	0,76 %	0,70 %	0,38 %
Total des radiations nettes en pourcentage de la moyenne du montant net des prêts et des acceptations	0,43 %	0,40 %	0,28 %

(1) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(2) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement, y compris les activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis.

(3) Par États souverains, on entend toutes les Administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(4) Par banques, on entend principalement les institutions de dépôt réglementées et les maisons de courtage.

(5) Les données d'ordre géographique s'appuient sur le lieu de résidence de l'emprunteur.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a augmenté de 156 millions de dollars ou 88 % par rapport à l'an dernier. Les provisions au titre des prêts de gros se sont accrues de 120 millions de dollars, résultat qui reflète principalement l'accroissement du nombre de prêts douteux liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et à notre portefeuille de prêts commerciaux, en raison du repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et de la faiblesse de l'économie américaine. L'augmentation reflète aussi la hausse des provisions et la baisse des recouvrements liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises. Une tranche de 30 millions de dollars de cette augmentation est imputable aux provisions au titre des prêts de détail, qui découlent principalement des prêts sur cartes de crédit au Canada et reflètent essentiellement la croissance du portefeuille, ainsi qu'au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts pour l'achat de lots aux États-Unis.

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 1 227 millions de dollars ou 132 % par rapport à l'an dernier. L'accroissement du nombre de prêts de gros classés à titre de prêts douteux tient en grande partie à nos services bancaires aux États-Unis, principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels et notre portefeuille de prêts commerciaux, résultat qui reflète le repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et l'affaiblissement de l'économie américaine. L'accroissement reflète également la hausse du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, résultat qui est en grande partie imputable à l'augmentation de 172 millions de dollars constatée au trimestre précédent relativement aux prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC et garantis par la tranche AAA de TCG liés à des TAA. L'augmentation du nombre de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts de détail tient principalement à la croissance du portefeuille de prêts hypothécaires résidentiels au Canada ainsi qu'au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts pour l'achat de lots aux États-Unis. La hausse du nombre de prêts douteux liés au portefeuille de prêts de détail et de gros dans les autres pays découle de l'acquisition de RBTT.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances a augmenté de 411 millions de dollars ou 27 % par rapport à l'an dernier. La hausse des provisions spécifiques tient principalement au nombre plus élevé de prêts de gros classés à titre de prêts douteux qui sont liés à nos activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, ainsi qu'à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, et à l'acquisition de RBTT. La hausse de la provision générale est en grande partie imputable à l'acquisition de RBTT.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats sur neuf mois)*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances s'est accru de 448 millions de dollars ou 85 % par rapport à l'an dernier, résultat qui reflète en grande partie la hausse des provisions au titre des prêts de gros liés à nos services bancaires aux États-Unis, principalement nos

activités de financement de constructeurs résidentiels, et au titre de notre portefeuille de prêts commerciaux, en raison du repli continu du marché de l'habitation aux États-Unis et de l'affaiblissement de l'économie américaine. L'augmentation reflète également la hausse des provisions au titre de notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises découlant du nombre plus élevé de prêts douteux, et la provision de 35 millions de dollars constatée au trimestre précédent relativement aux prêts consentis en vertu des facilités de liquidités utilisées dans le cadre des programmes de PCAA offerts par des conduits multicédants administrés par RBC, et le nombre moins élevé de recouvrements constaté au cours de la période considérée. L'augmentation tient également à la hausse des provisions au titre des prêts de détail liés à notre portefeuille de prêts sur cartes de crédit au Canada, qui reflète principalement la croissance enregistrée et les taux de pertes, ainsi qu'au financement aux fins d'accession à la propriété et aux prêts pour l'achat de lots aux États-Unis.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008*Dotation à la provision pour pertes sur créances*

Le total de la dotation à la provision pour pertes sur créances a diminué de 15 millions de dollars ou 4 % par rapport au trimestre précédent, en raison principalement de la baisse des provisions au titre des prêts de détail liés à notre portefeuille de prêts aux particuliers au Canada, et de la diminution des provisions au titre des prêts de gros liés à notre portefeuille de prêts aux grandes entreprises, résultat qui reflète la comptabilisation, au trimestre précédent, d'une provision de 35 millions de dollars, pour les raisons dont il est fait mention ci-dessus.

Montant brut des prêts douteux

Le montant brut total des prêts douteux a augmenté de 271 millions de dollars ou 14 % par rapport au trimestre précédent. L'augmentation du nombre de prêts de gros classés à titre de prêts douteux tient principalement à l'acquisition de RBTT et à la hausse du nombre de prêts douteux liés à nos services bancaires aux États-Unis, principalement nos activités de financement de constructeurs résidentiels et notre portefeuille de prêts commerciaux. La hausse du nombre de prêts de détail classés à titre de prêts douteux est en grande partie imputable à l'acquisition de RBTT et au nombre plus élevé de prêts douteux liés à notre portefeuille de prêts de détail aux États-Unis.

Provision pour pertes sur créances

Le total de la provision pour pertes sur créances s'est accru de 130 millions de dollars ou 7 % comparativement au trimestre précédent. L'augmentation du nombre de prêts de gros classés à titre de prêts douteux tient principalement à la baisse des activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis, et la hausse du nombre de prêts de détail classés à titre de prêts douteux est en grande partie imputable à l'acquisition de RBTT. La provision générale a augmenté ce trimestre, en raison principalement de l'acquisition de RBTT.

Services bancaires aux États-Unis

(en millions de dollars américains)	Au	
	31 juillet	2008
Prêts de détail		
Prêts hypothécaires résidentiels	2 431	\$
Financement aux fins d'accession à la propriété	3 434	
Prêts pour l'achat de lots	1 037	
Prêts sur cartes de crédit	154	
Autres	287	
	7 343	\$
Prêts de gros		
Prêts commerciaux et prêts bancaires aux entreprises	12 354	\$
Financement aux constructeurs résidentiels	1 965	
RBC Real Estate Finance Inc. (REFI)	1 193	
Autres	254	
	15 766	
Total des prêts liés aux services bancaires aux États-Unis	23 109	\$

À la fin du troisième trimestre, les prêts liés aux services bancaires aux États-Unis totalisaient 23,1 milliards de dollars, soit 15,8 milliards en prêts de gros et 7,3 milliards en prêts de détail. Se reporter au tableau ci-dessus pour les soldes relatifs à chaque portefeuille. Les activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis se composent d'un montant de 2,0 milliards de dollars au titre de nos activités de financement de constructeurs en cours, et d'un montant de 1,2 milliard relatif à RBC Real Estate Finance Inc. (REFI), une filiale en propriété exclusive créée afin de gérer l'abandon graduel de nos activités de financement de constructeurs résidentiels dans les états suivants : Californie, Washington, Arizona, Utah, Illinois et Colorado (États non compris dans notre réseau), ainsi que de certains autres prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels dans les États compris dans notre réseau.

Environ 85 % du total de la dotation à la provision pour pertes sur créances constatée aux États-Unis ce trimestre concerne les services bancaires aux États-Unis. Environ les deux tiers de ce montant sont imputables aux prêts douteux liés aux activités de financement de constructeurs résidentiels aux États-Unis et touchent principalement le portefeuille de REFI. La tranche restante a trait à des prêts commerciaux et à des prêts bancaires aux entreprises et, dans une mesure moindre, au financement aux fins d'accession à la propriété et à des prêts pour l'achat de lots.

Instruments d'intermédiation bancaire

Les instruments d'intermédiation bancaire se composent de positions dans des instruments financiers qui sont détenus à des fins de placement et qui ne font pas partie du portefeuille de négociation. Ces positions incluent des participations directes et indirectes, avec ou sans droit de vote, dans l'actif et le bénéfice d'une entité, qui ne sont ni

consolidées ni déduites aux fins du capital réglementaire. Les instruments d'intermédiation bancaire se composent d'actions de sociétés ouvertes et de sociétés fermées, de parts de sociétés en commandite, de capital-risque et des instruments dérivés détenus qui sont liés à des titres de capitaux propres.

L'accord de Bâle II définit les risques liés au portefeuille d'intermédiation bancaire en fonction de la substance économique de l'opération plutôt qu'en fonction de la forme juridique ou du traitement comptable lié à l'instrument. Cela donne lieu à des différences au chapitre de l'établissement des titres de capitaux propres détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire et de ceux présentés dans les notes 1 à 3 de notre rapport annuel 2007.

La plupart des instruments d'intermédiation bancaire présentés dans nos bilans consolidés intermédiaires non vérifiés sont classés comme disponibles à la vente, et la tranche restante est classée à titre de placements dans des sociétés liées, aux postes Autres actifs et Titres sans droit de participation (titres de créance).

Les instruments détenus dans le portefeuille d'intermédiation bancaire sont assujettis aux exigences concernant le capital lié au risque de crédit, telles qu'elles sont prescrites par le BSIF en vertu du cadre de l'accord de Bâle II.

Le tableau ci-après illustre les risques liés aux instruments d'intermédiation bancaire auxquels nous sommes exposés ainsi que les pertes nettes non réalisées sur le portefeuille.

(en millions de dollars canadiens)	Au	
	31 juillet	30 avril
	2008	2008
Titres de sociétés ouvertes	1 530	1 570
Titres de sociétés fermées	1 376	1 405
Risque total lié aux instruments d'intermédiation bancaire (1)	2 906	2 975
Pertes nettes non réalisées aux fins de la réglementation, montant cumulé (2)	(112)	(70)

(1) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur.

(2) Ce montant représente les pertes non réalisées, déduction faite des impôts sur les bénéfices.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le risque lié aux instruments d'intermédiation bancaire a diminué de 69 millions de dollars ou 2 % comparativement au trimestre précédent, essentiellement en raison de la variation de la juste valeur du risque lié aux actions de sociétés ouvertes, qui a été partiellement contrebalancée par une hausse de nos placements en titres de capitaux propres ce trimestre. Le montant cumulé des pertes nettes non réalisées a augmenté de 42 millions de dollars, résultat qui tient essentiellement à la variation de la juste valeur du risque lié aux actions de sociétés ouvertes.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché, tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions ou des marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation. Se reporter aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises.

Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR), les analyses de sensibilité et les évaluations des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des activités de négociation. Se reporter aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements. Nos politiques, procédures et méthodes n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2007.

Le tableau suivant illustre la VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification, qui représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008				30 avril 2008		31 juillet 2007	
	Pour le trimestre				Pour le trimestre		Pour le trimestre	
	Au 31 juillet	Haut	Moyenne	Bas	Au 30 avril	Moyenne	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	10 \$	18 \$	11 \$	6 \$	18 \$	14 \$	7 \$	10 \$
Change	1	8	3	1	3	2	3	2
Marchandises	2	6	3	1	4	3	1	1
Taux d'intérêt	23	31	26	22	24	26	19	19
Risque spécifique lié au crédit	7	8	7	5	6	7	4	3
Diversification	(19)	n.s.	(23)	n.s.	(26)	(23)	(15)	(14)
VAR globale	24 \$	33 \$	27 \$	22 \$	29 \$	29 \$	19 \$	21 \$

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008				31 juillet 2007	
	Pour la période de neuf mois				Pour la période de neuf mois	
	Au 31 juillet	Haut	Moyenne	Bas	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	10 \$	28 \$	13 \$	6 \$	7 \$	9 \$
Change	1	8	3	1	3	2
Marchandises	2	6	2	1	1	1
Taux d'intérêt	23	32	24	17	19	18
Risque spécifique lié au crédit	7	9	6	4	4	3
Diversification	(19)	n.s.	(21)	n.s.	(15)	(13)
VAR globale	24 \$	40 \$	27 \$	18 \$	19 \$	20 \$

n.s. : non significatif. Les VAR supérieures et inférieures liées aux facteurs de risque ainsi que la VAR globale se rapportent généralement à diverses dates au cours de la période. L'avantage lié à la diversification, défini comme la somme des VAR liées aux facteurs de risque moins la VAR globale, n'est pas significatif.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 27 millions de dollars, en hausse par rapport à 21 millions l'an dernier. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque de taux d'intérêt découlant de la volatilité accrue des marchés et l'accroissement des activités de négociation et a été neutralisé en partie par l'amélioration de l'effet de diversification, qui s'est établi à 46 %, en hausse par rapport à 40 % l'an dernier.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007 (résultats des neuf premiers mois)

La moyenne de la VAR globale pour les neuf premiers mois s'est chiffrée à 27 millions de dollars, en hausse par rapport à 20 millions l'an dernier. Ce résultat reflète principalement l'augmentation du risque sur actions et du risque de taux d'intérêt découlant de la volatilité accrue

des marchés et de l'accroissement des activités de négociation. Ces résultats à la hausse ont été neutralisés en partie par l'amélioration de l'effet de diversification, qui s'est établi à 44 %, en hausse par rapport à 39 % l'an dernier.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

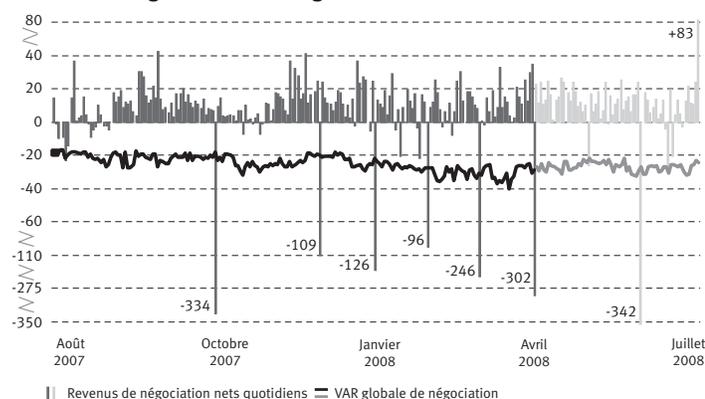
La moyenne de la VAR globale pour le trimestre s'est chiffrée à 27 millions de dollars, en baisse par rapport à 29 millions au trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution du risque sur actions en raison de la baisse des activités de négociation.

La VAR globale à la fin du trimestre se chiffrait à 24 millions de dollars, en baisse par rapport à 29 millions à la fin du trimestre précédent. Ce résultat reflète principalement la diminution du risque sur actions en raison de la baisse des activités de négociation.

Revenus de négociation

Au cours du trimestre, nous avons connu sept séances marquées par des pertes de négociation nettes. Deux des séances marquées par les pertes de négociation nettes les plus importantes, au cours desquelles la VAR globale a été dépassée pour chaque séance, ainsi que la seule séance marquée par un gain important à la fin du trimestre s'expliquent principalement par les ajustements des évaluations à la fin du mois décrites précédemment à la section Incidence de la conjoncture du marché, à la rubrique Rendement financier. Les deux séances restantes marquées par des pertes de négociation nettes importantes tiennent en grande partie à la volatilité considérable des marchés des valeurs mobilières et du crédit au cours du trimestre et aucune n'excédait la VAR globale pour chaque séance.

Revenus de négociation et VAR globale (1) (en millions de dollars canadiens)



(1) Revenus de négociation nets quotidiens majorés au montant imposable équivalent, à l'exclusion des revenus liés aux EDDV consolidées et des portefeuilles aux fins comptables.

Risque de marché lié aux activités autres que de négociation (Gestion de l'actif et du passif)

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante.

Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture proactives pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt, en fonction de la valeur et du bénéfice.

De plus amples renseignements sur nos politiques et procédures aux fins de la gestion du risque de marché lié aux activités bancaires autres que de négociation sont fournis aux pages 92 à 95 de notre rapport annuel 2007. Nos politiques et procédures n'ont pas changé de façon importante par rapport à celles énoncées dans notre rapport annuel 2007.

Le tableau ci-dessous présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Au cours du trimestre, notre exposition au risque de taux d'intérêt s'est située dans les limites de notre objectif.

Évaluation du risque de marché – activités bancaires autres que de négociation

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008						30 avril 2008		31 juillet 2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises				
Incidence avant impôts d'une :										
augmentation des taux de 100 p.b.	(442)\$	(38)\$	(480)\$	10 \$	25 \$	35 \$	(575)\$	9 \$	(307)\$	82 \$
diminution des taux de 100 p.b.	371	26	397	(37)	(20)	(57)	489	(25)	201	(140)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos services bancaires aux États-Unis.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel correspond au risque de subir une perte en raison de l'inadéquation ou de l'échec des processus, des systèmes, de facteurs humains ou de faits externes.

Ce risque est inhérent à toutes nos activités, y compris les pratiques et contrôles utilisés pour gérer les autres risques. Si nous ne gérons pas le risque opérationnel, cela pourrait entraîner une perte financière directe ou indirecte, une atteinte à notre réputation, la

réprobation des organismes de réglementation ou notre incapacité à gérer d'autres risques tels que le risque de crédit ou le risque de marché.

Pour plus de détails sur la façon dont nous gérons le risque opérationnel, se reporter aux pages 95 et 96 de notre rapport annuel 2007.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque qui se produit lorsqu'une institution n'est pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à ses engagements. Notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement est élaboré de manière à nous protéger contre les risques dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Une analyse détaillée de ce cadre de gestion est présentée aux pages 96 à 98 de notre rapport annuel 2007.

Malgré les défis découlant du maintien de la volatilité des marchés mondiaux, notre cadre de gestion du risque d'illiquidité et de financement et les niveaux de risque d'illiquidité et de financement n'ont pas changé de façon importante depuis le 29 novembre 2007. Nous sommes d'avis que notre position de liquidité et de financement est solide et appropriée aux fins de la mise à exécution de notre stratégie. Aucune tendance ou demande connues ni aucun engagement ou événement connus ne sont actuellement susceptibles d'avoir une incidence importante sur cette position.

Cotes de crédit

Le tableau suivant illustre nos principales cotes de crédit au 27 août 2008, lesquelles demeurent inchangées depuis le 28 mai 2008. Au

cours du deuxième trimestre de 2008, Standard & Poor's a modifié la perspective liée à nos cotes de crédit, la faisant passer de positive à stable, en raison de la pression que subit notre bénéfice tiré des activités bancaires de détail aux États-Unis par suite de l'affaiblissement du marché de l'habitation aux États-Unis. Dans l'ensemble, nos cotes de crédit élevées continuent de soutenir notre capacité à accéder aux marchés du financement à court terme et à long terme de façon concurrentielle.

	Au 27 août 2008 (1)		
	Dette à court terme	Dette à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

(1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ni la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de notation en tout temps.

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos affaires, nous concluons des contrats qui donnent lieu à des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme.

Selon la nature de ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

(en millions de dollars canadiens) (1)	31 juillet 2008					30 avril 2008	31 octobre 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total	Total
Financement à long terme non garanti	17 382 \$	25 963 \$	16 340 \$	3 820 \$	63 505 \$	57 107 \$	51 540 \$
Obligations couvertes	–	–	3 195	1 997	5 192	5 111	–
Débitures subordonnées	128	–	–	7 797	7 925	6 952	6 235
	17 510 \$	25 963 \$	19 535 \$	13 614 \$	76 622 \$	69 170 \$	57 775 \$

(1) Représente le capital uniquement et exclut les intérêts courus.

Information supplémentaire – Forum sur la stabilité financière

Le Forum sur la stabilité financière (FSF) réunit des hauts représentants des autorités financières internationales, notamment des banques centrales, des autorités de contrôle et des institutions financières internationales. Le 7 avril 2008, le FSF a présenté aux ministres des pays membres du G7 un rapport sur les conditions actuelles du marché du crédit. Parmi les principales recommandations figurant au rapport, mentionnons le fait que les entreprises doivent publier davantage d'information sur les risques auxquels elles sont exposées, ainsi que sur les méthodes d'évaluation et les réductions de valeur. Les informations que nous présentons sont dans l'ensemble conformes aux recommandations du FSF portant sur les questions qui revêtent de l'importance pour nous.

Nous fournissons des informations dans les rubriques suivantes de notre Rapport aux actionnaires :

- Rendement financier – Incidence du contexte du marché
- Gestion des risques – Risque de crédit et risque de marché
- Arrangements hors bilan
- Politiques et méthodes de détermination des justes valeurs, aux notes 1 et 2 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Risques liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain

Certaines activités et opérations que nous effectuons nous exposent au risque de crédit lié aux prêts à risque et aux créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A sur le marché américain. Les risques figurant au bilan auxquels nous sommes exposés ont trait principalement à nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, dans des TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et dans des prêts hypothécaires (prêts entiers), lesquels constituent des prêts plutôt que des titres. Les titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles et les TGC liés à des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles peuvent être inscrits au bilan soit comme des titres détenus à des fins de transaction, soit comme des titres disponibles à la vente. Les prêts hypothécaires sont comptabilisés au coût non amorti. Le tableau suivant présente la juste valeur de ces placements, déductions faite des opérations de couverture. Les risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain représentaient environ 0,5 % du total de l'actif au 31 juillet 2008.

Risques nets liés aux prêts à risque et aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain découlant des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des TGC et des prêts hypothécaires

	Au 31 juillet 2008			Total
	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles à risque	Titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles de catégorie Alt-A	TGC pouvant comporter des prêts à risque ou de catégorie Alt-A	
(en millions de dollars canadiens)				
Juste valeur des titres, compte non tenu des opérations de couverture	702 \$	1 893 \$	138 \$	2 733 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture				
AAA	116 \$	1 665 \$	— \$	
AA	59	153	—	
A	62	61	—	
BBB	7	5	38	
Inférieur à BBB-	5	9	83	
Total	249 \$	1 893 \$	121 \$	2 263 \$
Juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, par année de montage				
2003 (ou avant)	27 \$	27 \$	— \$	
2004	38	137	—	
2005	170	935	38	
2006	14	519	37	
2007	—	275	46	
Total	249 \$	1 893 \$	121 \$	2 263 \$
Coût après amortissement des prêts hypothécaires à risque et de catégorie Alt-A (prêts entiers)	249 \$	778 \$	— \$	1 027 \$
Risque total lié aux prêts à risque et de catégorie Alt-A, déduction faite des opérations de couverture	498 \$	2 671 \$	121 \$	3 290 \$

Sensibilité de la juste valeur des titres, déduction faite des opérations de couverture, aux modifications des hypothèses :

Augmentation de 100 points de base de l'écart de taux (réparti sur la courbe de référence du swap)	(3)\$	(42)\$	(5)\$
Augmentation de 100 points de base des taux d'intérêt (mouvement parallèle à la hausse sur la courbe de référence)	2	(2)	6
Augmentation de 20 % des taux de défaillance (taux de défaillance sur les hypothèques sous-jacentes détenues en garantie)	(2)	(40)	—
Diminution de 25 % des taux de paiement anticipé (remboursement anticipé du capital sur les hypothèques sous-jacentes détenues en garantie)	(15)	(59)	(3)

(en millions de dollars canadiens)	Juste valeur au 31 juillet 2008
Juste valeur des TGC, déduction faite des opérations de couverture, par type de garantie	
TGC pouvant comprendre des prêts hypothécaires à risque ou de catégorie Alt-A sur le marché américain	121 \$
TGC de sociétés	486
Total des TGC, déduction faite des opérations de couverture	607

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 249 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de 95 % de nos placements connexes présentaient une cote A ou supérieure, et 47 %, une cote AAA, sur une base nette, au 31 juillet 2008. Moins de 6 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis au cours des deux dernières années.

Du total de nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles, des placements ayant une juste valeur de 1 893 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Relativement à ces risques potentiels, plus de

87 % de nos placements connexes présentaient une cote AAA au 31 juillet 2008. Moins de 42 % de ces titres adossés à des créances hypothécaires résidentielles ont été émis au cours des deux dernières années.

Du total de nos placements dans des TGC, des placements de 121 millions de dollars, déduction faite des opérations de couverture, pourraient être exposés aux risques liés aux prêts à risque ou aux prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. Cela représente moins de 20 % du montant total net de nos positions non couvertes sur nos placements directs dans les TGC, qui totalisait 607 millions de dollars.

Comme l'illustre le tableau ci-dessus, les modifications des hypothèses ont des répercussions relativement négligeables sur les risques nets liés à nos placements dans des prêts à risque et prêts de catégorie Alt-A sur le marché américain. La principale incidence tient à une diminution de 25 % des taux de paiement anticipé, qui occasionne une baisse de 3 % ou moins de la juste valeur de nos placements en prêts à risque et de catégorie Alt-A sur le marché américain, déduction faite des opérations de couverture. Une augmentation des taux d'intérêt donne lieu à une hausse des flux de trésorerie disponibles relativement à la tranche de rang supérieur des titres de RBC, qui sont pour la plupart à taux variable. Des augmentations supplémentaires de l'écart de taux ou des taux de défaillance réduisent la juste valeur nette de 2 % ou moins, car la plupart de nos placements sont assortis de cotes AAA ou constituent des titres de premier rang compris dans la structure du capital.

Structures d'accueil

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos affaires, à diverses opérations financières avec des structures d'accueil. Ces dernières sont habituellement créées dans un but unique et distinct, leur durée de vie est souvent limitée, et elles servent à isoler juridiquement les actifs financiers qu'elles détiennent par rapport à l'organisation cédante, qui peut être un de nos clients ou notre organisation. Les structures d'accueil ne sont pas des entités en exploitation et elles n'ont généralement aucun effectif. En vertu des PCGR, nous pouvons comptabiliser ou non les structures d'accueil dans notre bilan. Se

reporter aux pages 77 à 80 de notre rapport annuel 2007 pour une analyse détaillée de nos structures d'accueil hors bilan.

Se reporter à la section Conventions comptables critiques et estimations, à la page 118 de notre rapport annuel 2007 ainsi qu'à la note 6 des Notes complémentaires, qui porte sur les EDDV, aux pages 132 et 133 de ce rapport, pour en savoir davantage sur les EDDV que nous avons consolidées (figurant au bilan) ou sur celles dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs, mais que nous n'avons pas consolidées (hors bilan). Le tableau suivant fournit des renseignements supplémentaires sur ces EDDV au 31 juillet 2008.

(en millions de dollars canadiens)	Total de l'actif au 31 juillet 2008 (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs au 31 juillet 2008 (1), (2)	Total de l'actif par cote de crédit				
			AAA et AA	A	BBB	BB et cote plus faible	Aucune cote
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :							
Conduits multicédants (3)	39 717 \$	40 477 \$	18 690 \$	20 005 \$	1 022 \$	– \$	– \$
Conduits de tiers	5 044	1 066	751	727	59	–	3 507
EDDV de création de produits de crédit	2 547	1 368	1 206	233	153	427	528
Fonds de placement	1 184	332	–	–	–	–	1 184
EDDV de financement structuré	8 836	3 686	7 670	1 166	–	–	–
Autres	180	80	–	–	–	–	180
	57 508 \$	47 009 \$	28 317 \$	22 131 \$	1 234 \$	427 \$	5 399 \$
EDDV consolidées :							
Fonds de placement	1 756 \$		– \$	– \$	– \$	– \$	1 756 \$
EDDV de financement structuré	1 418		454	964	–	–	–
Structures de rémunération	70		–	–	–	–	70
Autres	139		–	–	–	–	139
	3 383 \$		454 \$	964 \$	– \$	– \$	1 965 \$

(en millions de dollars canadiens)	Total de l'actif au 31 juillet 2008 (1)	Montant maximal potentiel des paiements futurs au 31 juillet 2008 (1), (2)	Total de l'actif par durée moyenne jusqu'à l'échéance				Total de l'actif selon l'emplacement géographique des emprunteurs		
			Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Sans objet	Canada	États-Unis	Autres pays
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs :									
Conduits multicédants (3)	39 717 \$	40 477 \$	14 287 \$	23 098 \$	2 332 \$	– \$	11 012 \$	26 732 \$	1 973 \$
Conduits de tiers	5 044	1 066	1 089	23	3 932	–	733	4 311	–
EDDV de création de produits de crédit	2 547	1 368	–	–	2 547	–	–	2 547	–
Fonds de placement	1 184	332	–	15	–	1 169	408	74	702
EDDV de financement structuré	8 836	3 686	–	–	8 836	–	–	8 836	–
Autres	180	80	–	–	–	180	31	141	8
	57 508	47 009 \$	15 376 \$	23 136 \$	17 647 \$	1 349 \$	12 184 \$	42 641 \$	2 683 \$
EDDV consolidées :									
Fonds de placement	1 756 \$		– \$	– \$	– \$	1 756 \$	– \$	820 \$	936 \$
EDDV de financement structuré	1 418		–	–	1 418	–	–	1 418	–
Structures de rémunération	70		–	–	–	70	70	–	–
Autres	139		–	–	135	4	12	36	91
	3 383 \$		– \$	– \$	1 553 \$	1 830 \$	82 \$	2 274 \$	1 027 \$

(1) Le total de l'actif et le risque de perte maximal correspondent aux informations que nous fournissons habituellement à la fin de l'exercice.

(2) Le risque de perte maximal découlant des droits variables significatifs détenus dans ces EDDV est principalement lié aux placements, aux prêts, aux facilités de liquidités, à la juste valeur des dérivés et aux facilités de rehaussement de crédit à l'échelle des programmes. Le risque de perte maximal découlant de nos conduits multicédants pourrait excéder le total de l'actif de ces conduits, car les facilités de liquidités que nous consentons peuvent porter jusqu'à 102 % du total de la valeur des actifs compris dans ces conduits.

(3) Représentent nos conduits multicédants seulement.

La distribution des risques liés aux actifs au sein des EDDV présentée dans le tableau ci-dessus reflète la qualité du crédit des garanties sous-jacentes à ces actifs, tandis que les actifs ou les garanties sous-jacentes liés à certaines EDDV ne sont assortis d'aucune cote. Les actifs qui ne sont assortis d'aucune cote comprennent notamment les dérivés et les parts de fonds communs de placement ou de fonds de couverture.

Plus de 87 % des actifs dans des EDDV hors bilan dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Plus de 41 % des actifs dans des EDDV figurant au bilan sont assortis d'une cote supérieure ou égale à A. Les actifs dans les EDDV figurant au bilan et hors bilan proviennent principalement des États-Unis et ont différentes dates d'échéance.

Conduits multicédants

Les programmes de papier commercial adossé à des actifs offerts par des conduits multicédants (conduits multicédants) que nous

commanditons représentent plus de 69 % du total des actifs des EDDV que nous ne consolidons pas, au 31 juillet 2008, et ils servent principalement à titriser des actifs financiers des clients. Nous administrons ces conduits multicédants en Amérique du Nord.

Nous achetons du papier commercial adossé à des actifs émis par nos conduits multicédants afin de faciliter les liquidités générales du programme. Au 31 juillet 2008, la juste valeur de nos placements s'élevait à 24 millions de dollars. Ces placements sont classés comme détenus à des fins de transaction, et nous les surveillons afin de nous assurer que nous ne serons pas tenus de consolider des conduits multicédants en vertu des PCGR.

Nous fournissons également des facilités de garantie de liquidité et des rehaussements de crédit partiels aux conduits multicédants, comme l'illustre le tableau suivant.

Facilités de liquidités et de rehaussement de crédit

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 juillet 2008			
	Risque de perte maximal			
	Consenties	Facilités de rehaussement de crédit et de liquidités	Prêts en cours (1)	Total
Facilités de garantie de liquidité	40 425 \$	34 654 \$	1 655 \$	36 309 \$
Facilités de rehaussement de crédit	4 168	4 168	–	4 168
Total (2)	44 593 \$	38 822 \$	1 655 \$	40 477 \$

(1) Les prêts en cours sont pris en compte au poste Prêts – Prêts de gros et correspondent au montant brut des prêts moins la dotation à la provision de 36 millions de dollars.

(2) Représentent nos conduits multicédants seulement.

Dans le cas des facilités consenties dont il est fait mention ci-dessus, nos conduits multicédants achètent des actifs financiers jouissant d'une qualité du crédit élevée, principalement auprès de nos clients, et ils financent en majorité ces achats au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des actifs assorti d'une cote élevée et offert à escompte. Il existe, pour les actifs achetés, des facilités de garantie de liquidité sous-jacentes, qui représentent généralement 102 % des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter. Les facilités de garantie de liquidité servent principalement à fournir une autre source de financement advenant le cas où nos conduits multicédants n'auraient pas accès au marché du papier commercial adossé à des actifs. Dans la plupart des cas, nous fournissons la facilité de garantie de liquidité liée à l'opération. Nous

fournissons également une facilité de rehaussement de crédit à l'échelle du programme, qui représente généralement 10 % des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter. Le montant total de l'engagement au titre des facilités de garantie de liquidité et de la facilité de rehaussement de crédit à l'échelle du programme est supérieur au montant des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter. Le risque de perte maximal ne peut pas excéder le montant des actifs que nos conduits multicédants ont achetés ou se sont engagés à acheter; par conséquent, le risque de perte maximal attribuable à nos facilités de garantie de liquidité et de rehaussement de crédit est inférieur au montant total de l'engagement au titre de ces facilités.

Risque de perte maximal par type d'actif des clients

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008
EDDV non consolidées dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs	
Prêts-auto et crédit-bail automobile	10 374 \$
Titres adossés à des actifs	2 421
Prêts à la consommation	1 149
Prêts sur cartes de crédit	14 038
Créances au titre du financement des stocks des concessionnaires	521
Créances liées au marché de l'électricité	306
Créances au titre du matériel	2 107
Primes d'assurance	516
Autres prêts	300
Prêts hypothécaires résidentiels	130
Prêts aux étudiants	3 773
Créances clients	4 558
Prêts pour camions et crédit-bail pour camions	284
Total (1)	40 477 \$

(1) Représente le risque de perte maximal lié à nos conduits multicédants seulement.

PCAA non commandité par des banques

Des facilités de liquidités totalisant 130 millions de dollars, comme il est indiqué à la page précédente et inclus dans le montant des conduits de tiers, sont en place afin de soutenir des conduits multicédants canadiens non administrés par des banques. Ces facilités demeurent inutilisées. Au 31 juillet 2008, nous détenons des placements de 35 millions de dollars en papier commercial de tiers non commandité par des banques, dont une tranche de 5 millions est détenue en vertu de l'Accord de Montréal (valeur nominale de 10 millions); les liquidités sont fonction des perturbations générales sur le marché, et nous ne sommes pas un acteur important dans ce marché, ni en tant que distributeur ni en tant que fournisseur de liquidités. Le marché lié à nos autres placements demeure liquide et actif. Pour des renseignements supplémentaires sur notre participation aux activités de restructuration du papier commercial adossé à des actifs non commandité par des banques, se reporter à la note 14 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Instruments de placement structurés

Au 31 juillet 2008, nous avons des placements directs totalisant 1 million de dollars et des dérivés de taux d'intérêt conclus dans le cours normal de nos activités totalisant 61 millions conclus au moyen d'instruments de placement structurés. Nous estimons qu'aucune de nos positions n'a subi de perte de valeur. Nous ne gérons aucun instrument de placement structuré.

Financement avec endettement

Nos services de financement avec endettement comprennent les activités de financement des infrastructures, des services essentiels et d'autres types d'entités. Ils ne comprennent pas le financement de première qualité et le financement de qualité inférieure relativement auquel nous ne participons pas aux placements privés. Le tableau suivant présente le total de nos engagements de financement émis et non émis par secteur géographique et par secteur d'activité, lequel représente moins de 1 % du total de notre actif.

	Au 31 juillet 2008			Variation par rapport au 30 avril 2008		
	Engagements non émis	Risque lié aux engagements émis	Risque total	Engagements non émis	Risque lié aux engagements émis	Variation nette du risque
(en millions de dollars canadiens)						
Financement avec endettement par secteur géographique						
Canada	270 \$	506 \$	776 \$	(30)\$	(93)\$	(123)\$
États-Unis	1 026	551	1 577	103	260	363
Europe	782	1 200	1 982	213	321	534
	2 078 \$	2 257 \$	4 335 \$	286 \$	488 \$	774 \$
Financement avec endettement par type						
Placements privés dans des infrastructures ou des services essentiels	669 \$	883 \$	1 552 \$	470 \$	(24)\$	446 \$
Placements privés dans d'autres entités	1 409	1 374	2 783	(184)	512	328
	2 078 \$	2 257 \$	4 335 \$	286 \$	488 \$	774 \$

	31 juillet 2008
(en millions de dollars canadiens)	
Risque par secteur d'activité	
Communications/médias/télécommunications	364 \$
Biens de consommation et produits industriels	1 007
Énergie	70
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	200
Soins de santé	713
Infrastructures	1 552
Services publics	429
Total	4 335 \$

Assurance couvrant les actifs non liés au marché des prêts à risque fournie par des assureurs spécialisés

Outre l'assurance décrite à la section Incidence du contexte du marché, nous souscrivons directement et indirectement des polices d'assurance auprès d'assureurs spécialisés, lesquelles couvrent les actifs non liés

au marché des prêts à risque, comme il est décrit dans le tableau et dans les paragraphes qui suivent.

	Au 31 juillet 2008	
	Valeur en capital/nominale	Juste valeur
(en millions de dollars canadiens)		
Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA)	366 \$	51 \$
XL Capital Ltd. (XL Capital)	245	20
AMBAC Financial Group (AMBAC)	189	25
ACA	123	—
Total	923 \$	96 \$

Comme l'illustre le tableau précédent, nous détenions, au 31 juillet 2008, des polices d'assurance totalisant 923 millions de dollars souscrites auprès d'assureurs spécialisés; ces polices couvrent le risque de défaillance par l'émetteur ou la contrepartie relativement aux actifs détenus à des fins de négociation non liés au marché des prêts à risque, qui se composent de TGC ou de titres adossés à des prêts avec flux groupés de sociétés et de swaps de taux. La juste valeur comptabilisée relativement à ces polices d'assurance s'élevait à 96 millions de dollars au 31 juillet 2008.

Nous sommes également exposés à un risque indirect lié aux polices d'assurance souscrites auprès d'assureurs spécialisés, en raison des actifs que nous détenons et des facilités de liquidités que nous fournissons. Les assureurs spécialisés fournissent de l'assurance cautionnement sur les actifs de tiers que nous détenons, tels que les obligations sur le marché municipal américain, les titres à enchères et les CPG, les swaps de taux, les obligations du secteur de l'infrastructure publique et les CPG garantis. Dans de tels cas, nous bénéficions de la

protection fournie par ce contrat. La valeur en capital/nominale de ces actifs s'élevait à 2 510 millions de dollars au 31 juillet 2008. La quasi-totalité de ces actifs sont détenus dans notre portefeuille de négociation, et les variations de la juste valeur sont reflétées au poste Revenus autres que d'intérêt – Revenus tirés des activités de négociation, tandis que la valeur implicite de l'assurance est reflétée dans la juste valeur de l'actif. Nous fournissons par ailleurs des facilités de liquidités de 806 millions de dollars à certains clients au titre de leurs programmes d'émissions d'obligations à l'égard desquels une assurance a été souscrite auprès d'un assureur spécialisé dans le cadre du programme. Ces facilités demeurent inutilisées.

Autres informations sur le FSF

La juste valeur de nos placements directs dans des titres adossés à des créances hypothécaires commerciales s'élevait à 391 millions de dollars au 31 juillet 2008.

Gestion du capital

Cadre de gestion du capital

Nous gérons activement notre bilan afin de maintenir de solides ratios de capital et de conserver des cotes de crédit élevées, tout en fournissant des rendements élevés à nos actionnaires. Notre cadre de gestion du capital prévoit les politiques nécessaires pour établir et évaluer le capital ainsi que pour mobiliser et investir des capitaux sous diverses formes, selon une démarche coordonnée et uniforme. De plus amples renseignements sont présentés aux pages 71 à 77 de notre rapport annuel 2007.

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux.

Accord de Bâle II

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007 et par suite de l'adoption par le BSIF des nouvelles lignes directrices basées sur le document datant de juin 2006, intitulé *The International Convergence of Capital Measurement and Capital Standards : A Revised Framework – Comprehensive Version* (accord de Bâle II), les grandes banques canadiennes sont tenues de calculer et de présenter leurs ratios de capital réglementaire selon les nouvelles normes d'évaluation. L'entité supérieure consolidée à laquelle l'accord de Bâle II s'applique est la Banque Royale du Canada. Conformément à l'accord de Bâle II, nous avons adopté l'approche des notations internes avancées (approche NI avancée) pour le risque de crédit et utilisé initialement l'approche standardisée relativement au risque opérationnel. En ce qui concerne le capital lié au risque de marché, nous continuons d'utiliser tant les modèles que l'approche standardisée conformément à l'accord de Bâle II.

Le BSIF a donné la permission de procéder à l'adoption progressive de l'approche NI avancée en ce qui concerne le risque de crédit, dans le cadre de la transition aux règles de Bâle II. Il a notamment :

- donné une dispense à RBC Bank (USA), auparavant RBC Centura Bank, en vertu de laquelle elle pourra utiliser l'approche standardisée pour le risque de crédit jusqu'à l'exercice 2010;
- accordé une prorogation, en vertu de laquelle nous intégrerons notre quote-part de l'exposition liée à *RBC Dexia IS* selon l'approche NI avancée aussitôt que possible une fois que *RBC Dexia IS* aura commencé la présentation risque selon l'approche NI avancée à l'intention de son propre organisme de supervision, au Luxembourg;
- approuvé des exemptions qui visent les expositions pour lesquelles le risque de crédit est comptabilisé conformément à l'approche standardisée de l'accord de Bâle II (c'est-à-dire celles liées à nos activités bancaires dans les Antilles) puisque les portefeuilles liés à ces activités et les entités dans les territoires applicables n'ont pas d'incidence importante sur RBC (ce qui est défini à l'heure actuelle pour inclure, entre autres critères, une

entité ou un portefeuille représentant moins de 1 % du total du montant figurant au bilan et du montant d'équivalent-crédit et 1 % de l'actif ajusté en fonction des risques selon l'accord de Bâle I; l'ensemble des expositions visées par l'exemption ne doit pas excéder 10 % des seuils précédemment mentionnés).

L'accord de Bâle II a donné lieu à l'établissement de besoins de trésorerie qui diffèrent de ceux que nous avons calculés conformément à l'accord de Bâle I. Cela tient en grande partie aux différentes méthodes de calcul utilisées pour calculer l'actif ajusté en fonction des risques, lesquelles reposaient sur des facteurs de pondération des risques prescrits qui ont été délaissés en faveur de paramètres qui concordent davantage avec nos pratiques internes en matière d'évaluation et de gestion des risques. Étant donné que l'accord de Bâle II a été mis en œuvre sur une base prospective, il pourrait s'avérer difficile d'effectuer des comparaisons avec les données historiques et les ratios de capital établis en vertu de l'accord de Bâle I. Une analyse plus détaillée de l'accord de Bâle II est présentée aux pages 76 et 77 de notre rapport annuel 2007.

Actif ajusté en fonction des risques, capital réglementaire et ratios de capital

Actif ajusté en fonction des risques

L'actif ajusté en fonction des risques calculé selon l'accord de Bâle II ne peut pas être comparé directement à l'actif ajusté en fonction des risques calculé antérieurement en vertu de l'accord de Bâle I, en raison de plusieurs facteurs, notamment les suivants :

- En vertu de l'approche NI avancée pour le risque de crédit prévue par l'accord de Bâle II, les banques se fondent sur leurs estimations internes des composantes du risque pour déterminer leurs besoins de trésorerie et l'actif ajusté en fonction des risques équivalent pour un risque donné. En vertu de l'accord de Bâle I, les banques utilisaient les taux prescrits dans l'industrie.
- L'accord de Bâle II prévoit une charge de capital liée au risque opérationnel, alors que l'accord de Bâle I ne prévoyait aucune charge de ce genre.
- Les définitions des catégories d'actifs ont changé considérablement et elles sont davantage différenciées en vertu de l'accord de Bâle II.

L'accord de Bâle II prévoit un facteur d'ajustement du plancher de capital pendant la période de transition. Une fois que les banques se seront conformées entièrement aux exigences en matière d'application de l'approche NI et de données, sous réserve de l'approbation du BSIF, un facteur d'ajustement du plancher de 90 % lié à Bâle I s'appliquera pendant au moins quatre trimestres, après quoi les banques seront admissibles au facteur d'ajustement du plancher de 80 % lié à Bâle I.

Capital réglementaire et ratios de capital

L'adoption de l'accord de Bâle II a entraîné des changements dans les composantes du capital réglementaire admissible. Les principaux changements sont les suivants :

- La provision générale pour pertes sur créances liée aux portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche standardisée peut être incluse dans le capital de deuxième catégorie, jusqu'à concurrence de 1,25 % de l'actif ajusté en fonction des risques de ces portefeuilles. Dans le cas des portefeuilles pour lesquels nous appliquons l'approche NI avancée, le traitement varie selon que les provisions générales sont supérieures ou inférieures aux pertes prévues. Si ces provisions sont supérieures aux pertes prévues, l'écart est inclus dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,6 % de l'actif ajusté en fonction des risques des

portefeuilles auxquels nous appliquons l'approche NI avancée. Si les provisions générales sont inférieures aux pertes prévues, une moitié de l'écart est déduite du capital de première catégorie et l'autre moitié est déduite du capital de deuxième catégorie. En vertu de l'accord de Bâle I, les provisions générales étaient incluses dans le capital de deuxième catégorie jusqu'à concurrence de 0,875 % du total de l'actif ajusté en fonction des risques.

- Les augmentations des capitaux relatives aux activités de titrisation, notamment les gains à la vente, sont portées en déduction du capital de première catégorie. Pour les autres déductions relatives aux activités de titrisation, 50 % des déductions s'appliquent au capital de première catégorie et 50 %, au capital de deuxième catégorie. Auparavant, ces déductions s'appliquaient au capital total.

Le tableau suivant présente notre capital réglementaire et nos ratios de capital réglementaire. Au 31 juillet 2008, nous étions en conformité avec les cibles en matière de capital établies par le BSIF.

	Accord de Bâle II (1)		Accord de Bâle I (1)	
	Au			
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007
(en millions de dollars canadiens, sauf les pourcentage)				
Capital				
Capital de première catégorie	24 150 \$	23 708 \$	23 383 \$	23 202 \$
Capital total	29 728	28 597	28 571	28 443
Actif ajusté en fonction des risques				
Risque de crédit	205 888 \$	199 523 \$	231 302 \$	231 244 \$
Risque de marché	17 594	19 669	16 333	18 953
Risque opérationnel	30 707	30 050	–	–
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	254 189 \$	249 242 \$	247 635 \$	250 197 \$
Ratios de capital				
Capital de première catégorie	9,5 %	9,5 %	9,4 %	9,3 %
Capital total	11,7 %	11,5 %	11,5 %	11,4 %
Coefficient actif/capital	19,4 X	20,1 X	19,9 X	20,5 X

(1) Comme il est défini dans les lignes directrices établies par le BSIF. Les calculs effectués selon l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II ne peuvent pas être comparés directement.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Au 31 juillet 2008, le ratio du capital de première catégorie était de 9,5 % et le ratio du capital total, de 11,7 %.

Le ratio du capital de première catégorie a augmenté de 20 points de base par rapport à l'an dernier. Cette augmentation tient principalement aux émissions de capital aux fins des acquisitions et au montant des capitaux autogénérés à même le bénéfice, facteurs qui ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation de la déduction au titre de l'écart d'acquisition par suite des acquisitions.

Le ratio du capital total a augmenté de 30 points de base par rapport à l'an dernier, les émissions de capital aux fins des acquisitions et le montant élevé des capitaux autogénérés à même le bénéfice ayant plus que contrebalancé la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et le remboursement de débetures subordonnées au cours du trimestre.

L'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 4 milliards de dollars comparativement à l'exercice précédent, la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques découlant des acquisitions et de la croissance des activités ayant été partiellement contrebalancée par la baisse de l'actif ajusté en fonction des risques lié au risque de marché et par l'incidence de l'adoption de l'approche NI avancée à l'égard du risque de crédit en vertu de l'accord de Bâle II.

Au 31 juillet 2008, notre coefficient actif/capital demeurait en deçà du maximum permis par le BSIF.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au quatrième trimestre de 2007

Le ratio de capital de première catégorie a augmenté de 10 points de base comparativement au quatrième trimestre de 2007. Cette augmentation s'explique principalement par les émissions de capital aux fins des acquisitions et les capitaux générés à même le bénéfice,

partiellement contrebalancés par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et l'augmentation de la déduction au titre de l'écart d'acquisition par suite des acquisitions.

Le ratio du capital total a augmenté de 20 points de base comparativement au quatrième trimestre de 2007 étant donné que les émissions de capital aux fins des acquisitions et les capitaux générés à même le bénéfice ont été partiellement contrebalancés par la hausse de l'actif ajusté en fonction des risques et le remboursement de débetures subordonnées.

Dans l'ensemble, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 6,6 milliards de dollars comparativement au quatrième trimestre de 2007, essentiellement en raison des acquisitions et de la croissance des activités, qui ont été en partie contrebalancées par l'incidence de l'adoption de l'approche NI avancée à l'égard du risque de crédit en vertu de l'accord de Bâle II.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le ratio de capital de première catégorie est demeuré inchangé comparativement au dernier trimestre étant donné que les émissions de capital aux fins des acquisitions et les capitaux générés à même le bénéfice ont été contrebalancés par l'augmentation de la déduction au titre de l'écart d'acquisition et de l'actif ajusté en fonction des risques.

Le ratio du capital total a augmenté de 20 points de base comparativement au trimestre précédent, résultat qui traduit l'émission de débetures subordonnées.

Dans l'ensemble, l'actif ajusté en fonction des risques a augmenté de 4,9 milliards de dollars comparativement au dernier trimestre, essentiellement en raison de l'acquisition de RBTT, qui a été partiellement contrebalancée par la diminution de l'actif ajusté en fonction des risques lié aux dérivés et au risque de marché.

Au 31 juillet 2008, notre coefficient actif/capital avait diminué de 0,7 fois comparativement au deuxième trimestre de 2008, en raison des émissions de capital aux fins des acquisitions et des capitaux générés à même le bénéfice, partiellement contrebalancées par la hausse du solde de l'actif.

Principales activités de gestion du capital

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le	Pour la période de neuf mois terminée le
	31 juillet 2008	31 juillet 2008
Dividendes		
Actions ordinaires	669 \$	1 954 \$
Actions privilégiées	27	74
Actions ordinaires émises (1)	2 123	3 008
Rachat d'actions ordinaires – offre publique de rachat dans le cours normal des activités	–	55
Actions privilégiées émises	–	213
Titres de fiducie de capital émis	–	500
Débetures subordonnées émises	1 000	2 000
Rachat et remboursement par anticipation de débetures subordonnées	–	500

(1) Comprend un montant de 20 millions de dollars (75 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008) correspondant aux montants en espèces reçus à l'égard des options sur actions exercées au cours de la période.

Troisième trimestre de 2008

Capital de première catégorie

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour une durée de un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, un nombre maximal de 20 millions d'actions ordinaires. Au cours du trimestre, nous n'avons racheté aucune action en vertu de notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités étant donné que nous avons accordé la priorité à la préservation du capital afin de maintenir des ratios de capital élevés. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, nous avons racheté 1,1 million d'actions ordinaires au coût de 55 millions de dollars.

Le 22 février 2008, nous avons émis 16,4 millions d'actions ordinaires pour 830 millions de dollars dans le cadre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition d'ANB.

Le 28 avril 2008, nous avons émis des titres de fiducie de capital RBC d'un montant de 500 millions de dollars. De ce montant, une tranche de 206 millions de dollars a été incluse dans le capital de première catégorie, une tranche de 208 millions a été incluse dans le capital de catégorie 2B et la tranche résiduelle de 86 millions n'a pas encore été comptabilisée à titre de capital.

Le 29 avril 2008, nous avons émis des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AH d'un montant de 212,5 millions de dollars au prix de 25 \$ l'action.

Le 1^{er} mai 2008, nous avons émis 20,2 millions d'actions ordinaires d'un montant de 972 millions de dollars et 6,75 millions d'actions d'un montant de 324 millions de dollars à l'intention de RBC PH&N Holdings Inc., lesquelles seront échangeables après trois ans contre des actions ordinaires de RBC à titre de contrepartie versée pour acquérir PH&N.

Le 16 juin 2008, nous avons émis 18,2 millions d'actions ordinaires d'un montant de 899 millions de dollars à titre de contrepartie versée pour acquérir RBTT.

Le 27 juin 2008, nous avons émis 4,7 millions d'actions ordinaires d'un montant de 232 millions de dollars à titre de contrepartie versée pour acquérir FBW.

Capital de deuxième catégorie

Le 22 janvier 2008, nous avons remboursé au pair la totalité du montant de 500 millions de dollars de débetures subordonnées en circulation échéant le 22 janvier 2013, plus les intérêts courus.

Le 11 mars 2008, nous avons émis des débetures subordonnées de série 11 d'un montant de 1 milliard de dollars au moyen de notre programme canadien de billets à moyen terme.

Le 6 juin 2008, nous avons émis des débetures subordonnées de série 12 d'un montant de 1 milliard de dollars au moyen de notre programme canadien de billets à moyen terme.

Après le 31 juillet 2008, l'opération suivante portant sur le capital a été conclue :

Le 22 août 2008, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, à 4,70 %, de série N d'un montant de 300 millions de dollars à 25 \$ l'action. Ce rachat a été financé à même nos fonds généraux.

Pour obtenir plus de détails sur nos activités de gestion du capital, se reporter à la note 10 de nos états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Données concernant les actions et dividendes

(en millions de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions et les montants par action)	Au		
	31 juillet 2008		
	Nombre d'actions (en milliers)	Montant	Dividendes déclarés par action
Actions privilégiées de premier rang (1)			
À dividende non cumulatif, série N	12 000	300 \$	0,29 \$
À dividende non cumulatif, série W	12 000	300	0,31
À dividende non cumulatif, série AA	12 000	300	0,28
À dividende non cumulatif, série AB	12 000	300	0,29
À dividende non cumulatif, série AC	8 000	200	0,29
À dividende non cumulatif, série AD	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AE	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AF	8 000	200	0,28
À dividende non cumulatif, série AG	10 000	250	0,28
À dividende non cumulatif, série AH	8 500	213	0,45
Total des actions privilégiées de premier rang		2 563 \$	
Actions ordinaires en circulation	1 338 308	10 308 \$	0,50 \$
Actions autodétenues – privilégiées	(489)	(10)	
Actions autodétenues – ordinaires	(2 019)	(98)	
Options sur actions			
En cours	24 754		
Pouvant être levées	20 228		

(1) Au 31 juillet 2008, le nombre total d'actions ordinaires pouvant être émises à la conversion des actions privilégiées de premier rang de série N s'élevait à environ 7 202 000. Les actions privilégiées de premier rang de série N ont été rachetées le 22 août 2008. Au 31 juillet 2008, les actions privilégiées de premier rang de série W n'étaient pas encore convertibles. Les autres actions privilégiées ne comportent pas d'option de conversion.

Au 22 août 2008, le nombre d'actions ordinaires et d'options sur actions en circulation ou en cours se chiffrait à 1 338 401 000 et à 24 660 000, respectivement. Au 22 août 2008, le nombre de nos actions privilégiées et ordinaires autodétenues s'établissait à 400 000 et à 2 091 000, respectivement.

Capital économique

Le capital économique représente notre propre quantification des risques liés à nos activités commerciales. Il est attribué à chaque

secteur d'exploitation en fonction des risques évalués pour chacun de ces secteurs. Pour plus de détails, se reporter à la page 75 de notre rapport annuel 2007.

(soldes moyens en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
Risque de crédit	8 350 \$	7 850 \$	6 950 \$
Risque de marché (activités de négociation et autres que de négociation)	1 850	1 750	2 800
Risque opérationnel	3 050	2 400	2 800
Risque commercial et risque lié aux immobilisations corporelles	2 350	2 000	2 000
Risque d'assurance	150	150	150
Capital-risque	15 750 \$	14 150 \$	14 700 \$
Écart d'acquisition et actifs incorporels	8 400	6 450	5 750
Capital économique	24 150 \$	20 600 \$	20 450 \$
Capital non attribué (1)	1 250	2 950	1 800
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	25 400 \$	23 550 \$	22 250 \$

(1) Le capital non attribué est présenté dans les résultats du secteur Services de soutien généraux.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au troisième trimestre de 2007

Le capital économique a augmenté de 3,7 milliards de dollars par rapport à l'an dernier, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et de l'augmentation du capital lié au risque de crédit, partiellement contrebalancée par une diminution du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation). Le capital lié au risque de crédit a augmenté essentiellement en raison des acquisitions d'ANB et de RBTT et de la croissance des activités, alors que l'écart d'acquisition et les actifs incorporels ont augmenté principalement en raison des acquisitions d'ANB, de FBW, de PH&N et de RBTT. La diminution du capital lié au risque de marché (activités autres que de négociation) découle essentiellement des modifications apportées aux méthodes de calcul du risque de taux d'intérêt.

Troisième trimestre de 2008 par rapport au deuxième trimestre de 2008

Le capital économique a augmenté de 3,6 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre, en raison principalement de la hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels et de l'augmentation du capital lié au risque opérationnel et au risque de crédit. La hausse de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels est attribuable aux acquisitions de RBTT, de FBW et de PH&N, alors que l'augmentation du capital lié au risque de crédit opérationnel découle de l'accroissement des revenus bruts. L'augmentation du capital lié au risque de crédit découle de la croissance des activités ainsi que des acquisitions.

Arrangements hors bilan

Nous nous livrons, dans le cours normal de nos activités, à diverses opérations financières qui, conformément aux PCGR, ne sont pas constatées dans nos bilans consolidés. Une analyse complète de ces types d'arrangements, et plus précisément de leur nature, de leur utilisation et de leur importance, est présentée aux pages 77 à 80 de notre rapport annuel 2007.

Opérations de titrisation

Nous procédons périodiquement à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et de créances sur cartes de crédit, principalement afin de diversifier nos sources de financement et d'améliorer notre position de liquidité. Nous procédons aussi à la titrisation de prêts hypothécaires résidentiels et commerciaux dans le cadre de nos activités de vente et de négociation. Nous effectuons aussi des opérations de titrisation synthétique afin de transférer les risques liés à des éléments donnés de nos actifs financiers sans transférer réellement les actifs, par l'entremise de certains instruments financiers. Les paragraphes qui suivent présentent la valeur notionnelle des activités de titrisation qui ont une incidence sur nos bilans consolidés intermédiaires. Pour plus de détails, se reporter à la note 5 des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés.

Troisième trimestre de 2008 (trimestre)

Au cours du troisième trimestre de 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 4,2 milliards de dollars. Une tranche de 2,0 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 2,2 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé des prêts sur cartes de crédit d'un montant de 0,4 milliard de dollars au cours du trimestre.

Troisième trimestre de 2008 (période de neuf mois)

Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 10 milliards de dollars. Une tranche de 4,5 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 5,5 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé des prêts sur cartes de crédit

Capital affecté aux filiales

La gestion du capital consolidé constitue un objectif clé, car le montant du capital affecté à nos filiales a augmenté. Pour plus de renseignements sur notre cadre de gestion du capital affecté aux filiales, se reporter à la page 76 de notre rapport annuel 2007. Le tableau suivant illustre le ratio du capital de première catégorie et le ratio du capital total de notre principale filiale bancaire, RBC Bank (USA).

Ratios de capital de notre principale filiale bancaire

	Au		
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007
RBC Bank (USA) (1), (2)			
Ratio du capital de première catégorie	9,5 %	9,8 %	10,6 %
Ratio du capital total	12,6 %	12,1 %	12,9 %

(1) Calculé selon les lignes directrices publiées par le U.S. Federal Reserve Board et formulées conformément à l'accord de Bâle I, car les États-Unis ne comptent pas adopter l'accord de Bâle II avant 2010.

(2) Étant donné que l'exercice de RBC Bank (USA) s'échelonne du 1^{er} janvier au 31 décembre, les ratios trimestriels illustrés sont présentés au 30 juin 2008, au 31 mars 2008 et au 30 juin 2007, respectivement.

d'un montant de 1,5 milliard de dollars et des prêts hypothécaires commerciaux de 0,2 milliard au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008.

Troisième trimestre de 2008 (période de douze mois)

Au cours de la période de douze mois terminée le 31 juillet 2008, nous avons titrisé des prêts hypothécaires résidentiels d'un montant de 15,4 milliards de dollars. Une tranche de 5,8 milliards de dollars de ce montant a été vendue, et la tranche résiduelle de 9,6 milliards a été conservée. Nous avons également titrisé des prêts sur cartes de crédit d'un montant de 1,5 milliard de dollars et des prêts hypothécaires commerciaux de 0,5 milliard au cours de la période de douze mois terminée le 31 juillet 2008.

Garanties

Dans le cours normal de nos activités, nous fournissons à des tiers des garanties, notamment des dérivés de crédit, des ventes d'options de vente, des garanties pour prêt de titres, des facilités de garantie de liquidité, des lettres de garantie financière, des garanties de bonne fin, des produits à valeur stable, des rehaussements de crédit, des prêts hypothécaires vendus avec recours et certaines ententes d'indemnisation. Au 31 juillet 2008, nous disposons de facilités de garantie de liquidité d'un montant de 36 milliards de dollars relativement à nos programmes de papier commercial adossé à des créances mobilières, dont une tranche correspondant à 98 % était engagée auprès de conduits multicédants gérés par RBC. Se reporter à la note 27 de notre rapport annuel 2007 pour de plus amples renseignements sur les garanties dont il est fait mention ci-dessus et pour une description de nos obligations au titre de certaines ententes d'indemnisation.

Entités à détenteurs de droits variables (EDDV) de financement structuré – titres à enchères américains

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons acheté des titres à enchères américains d'entités qui ont financé leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Certaines de ces entités ne sont pas consolidées.

Au deuxième et au troisième trimestres de 2008, nous avons vendu des titres à enchères d'environ 1,1 milliard de dollars à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme d'obligations encaissables par anticipation est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Tous les titres à enchères vendus au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenus par des lettres de crédit que nous avons émises et sont financés par l'émission de certificats à taux variable à l'intention d'un investisseur à court terme et d'un certificat résiduel à l'intention d'un tiers investisseur. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons des facilités de liquidité à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus. Nous ne sommes

pas exposés à la majeure partie de la variabilité à laquelle les fiducies de rehaussement de crédit et d'obligations encaissables par anticipation sont assujetties; par conséquent, nous ne consolidons pas ces fiducies.

Au cours du troisième trimestre de 2008, nous avons vendu 465 millions de dollars de titres à enchères à la juste valeur de marché à l'intention d'une EDDV non affiliée et non consolidée. L'achat des titres à enchères par cette EDDV a été financé par un prêt que nous avons consenti, et le prêt est garanti par les divers actifs de l'EDDV. Nous sommes l'agent revendeur des titres à enchères. Pour plus de détails, veuillez vous reporter aux informations sur les EDDV, à la note 9, et à la rubrique Incidence de la conjoncture du marché de la section Rendement financier.

Opérations entre apparentés

Nos politiques et procédures liées aux opérations entre apparentés n'ont pas changé de façon importante depuis le 31 octobre 2007. De

plus amples informations sont présentées à la note 29 des Notes complémentaires figurant dans notre rapport annuel 2007.

États financiers consolidés intermédiaires (non vérifié)

Bilans consolidés (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 octobre 2007	31 juillet 2007
Actif				
Encaisse et montants à recevoir de banques	7 571 \$	5 958 \$	4 226 \$	5 091 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	13 326	12 349	11 881	10 159
Valeurs mobilières				
Titres du compte de négociation	137 498	140 516	147 485	163 251
Titres disponibles à la vente	38 879	34 836	30 770	26 968
	176 377	175 352	178 255	190 219
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	56 207	61 561	64 313	77 183
Prêts				
Prêts de détail	190 669	181 802	169 462	165 554
Prêts de gros	81 603	77 822	69 967	67 245
	272 272	259 624	239 429	232 799
Provision pour pertes sur prêts	(1 859)	(1 730)	(1 493)	(1 449)
	270 413	257 894	237 936	231 350
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	10 517	11 257	11 786	10 463
Dérivés	69 099	71 743	66 585	54 279
Locaux et matériel, montant net	2 952	2 643	2 131	2 055
Écart d'acquisition	8 859	6 165	4 752	5 055
Autres actifs incorporels	1 217	671	628	702
Autres actifs	20 254	21 878	17 853	18 026
	112 898	114 357	103 735	90 580
	636 792 \$	627 471 \$	600 346 \$	604 582 \$
Passif et capitaux propres				
Dépôts				
Particuliers	126 140 \$	125 543 \$	116 557 \$	119 405 \$
Entreprises et gouvernements	258 420	238 539	219 886	214 036
Banques	24 531	35 343	28 762	42 884
	409 091	399 425	365 205	376 325
Autres				
Acceptations	10 517	11 257	11 786	10 463
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 696	43 264	44 689	51 157
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	27 815	28 278	37 033	39 842
Dérivés	66 623	71 551	72 010	58 128
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	7 608	7 556	7 283	7 534
Autres passifs	32 732	29 479	28 483	27 142
	186 991	191 385	201 284	194 266
Débetures subordonnées	7 925	6 952	6 235	6 204
Titres de fiducie de capital	1 400	1 397	1 400	1 382
Passifs liés aux actions privilégiées	300	300	300	298
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 355	2 024	1 483	1 560
Capitaux propres				
Actions privilégiées	2 263	2 263	2 050	2 050
Actions ordinaires (émises – 1 338 308 192; 1 294 084 061; 1 276 260 033 et 1 275 779 949)	10 308	8 184	7 300	7 283
Surplus d'apport	251	245	235	235
Actions de trésorerie – privilégiées (détenues – 489 400; 332 044; 248 800 et 121 600)	(10)	(7)	(6)	(3)
– ordinaires (détenues – 2 018 771; 2 117 985; 2 444 320 et 2 743 937)	(98)	(99)	(101)	(116)
Bénéfices non répartis	19 517	18 951	18 167	17 517
Cumul des autres éléments du résultat étendu	(3 501)	(3 549)	(3 206)	(2 419)
	28 730	25 988	24 439	24 547
	636 792 \$	627 471 \$	600 346 \$	604 582 \$

États consolidés des résultats (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu d'intérêt					
Prêts	3 517 \$	3 693 \$	3 755 \$	11 140 \$	10 829 \$
Valeurs mobilières	1 619	1 834	1 893	5 263	5 774
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	674	728	980	2 303	2 766
Dépôts à des banques	100	120	117	370	397
	5 910	6 375	6 745	19 076	19 766
Frais d'intérêt					
Dépôts	2 813	3 061	3 512	9 366	10 202
Autres passifs	704	1 025	1 187	2 806	3 607
Débitures subordonnées	92	80	81	253	253
	3 609	4 166	4 780	12 425	14 062
Revenu net d'intérêt	2 301	2 209	1 965	6 651	5 704
Revenus autres que d'intérêt					
Primes d'assurance revenu de placement et honoraires	857	800	590	2 498	2 265
Commissions de gestion de placements et de services de garde	450	427	403	1 310	1 167
Revenus tirés des fonds communs de placement	414	385	385	1 174	1 100
Revenus tirés des activités de négociation	148	(273)	546	241	1 924
Commissions de courtage en valeurs mobilières	345	309	368	987	1 029
Frais bancaires	349	323	327	996	973
Commissions de prise ferme et autres honoraires tirés de services-conseils	243	163	309	622	916
Revenus de change, autres que ceux tirés des activités de négociation	166	149	138	481	394
Revenus sur cartes	173	134	165	466	448
Commissions de crédit	99	84	71	291	219
Revenus tirés de la titrisation	103	121	34	290	222
(Perte nette) gain net sur les titres disponibles à la vente	(136)	(89)	34	(245)	87
Autres	400	212	145	751	399
Revenus autres que d'intérêt	3 611	2 745	3 515	9 862	11 143
Total des revenus	5 912	4 954	5 480	16 513	16 847
Dotation à la provision pour pertes sur créances	334	349	178	976	528
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	553	548	343	1 717	1 536
Frais autres que d'intérêt					
Ressources humaines	2 033	1 800	1 992	5 825	6 021
Matériel	280	273	251	821	742
Frais d'occupation	231	232	200	677	613
Communications	180	178	186	519	520
Honoraires	132	127	124	393	373
Impartition de services de traitement	77	82	77	236	233
Amortissement des autres actifs incorporels	39	29	25	90	72
Autres	300	249	310	801	806
	3 272	2 970	3 165	9 362	9 380
Bénéfice avant impôts	1 753	1 087	1 794	4 458	5 403
Charge d'impôts	442	156	349	941	1 137
Bénéfice net avant part des actionnaires sans contrôle	1 311	931	1 445	3 517	4 266
Part des actionnaires sans contrôle dans le bénéfice net des filiales	49	3	50	82	98
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 395 \$	3 435 \$	4 168 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(27)	(23)	(26)	(74)	(64)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 235 \$	905 \$	1 369 \$	3 361 \$	4 104 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 323 293	1 287 245	1 272 913	1 294 946	1 273 246
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,93 \$	0,70 \$	1,07 \$	2,60 \$	3,22 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 340 239	1 298 069	1 288 227	1 308 387	1 289 947
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,92 \$	0,70 \$	1,06 \$	2,57 \$	3,18 \$
Dividendes par action (en dollars)	0,50 \$	0,50 \$	0,46 \$	1,50 \$	1,32 \$

États consolidés du résultat étendu (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Résultat étendu					
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 395 \$	3 435 \$	4 168 \$
Autres éléments du résultat étendu, déduction faite des impôts					
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(248)	(215)	(157)	(453)	(141)
Reclassement aux résultats de pertes sur les titres disponibles à la vente	99	12	9	121	18
	(149)	(203)	(148)	(332)	(123)
Gains (pertes) de change non réalisés	434	55	(701)	1 499	(858)
Reclassement aux résultats de gains de change	(1)	(2)	–	(3)	(41)
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(252)	(46)	405	(994)	434
	181	7	(296)	502	(465)
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(11)	(144)	144	(478)	190
Reclassement aux résultats de pertes (gains) liés aux dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	27	(16)	7	13	28
	16	(160)	151	(465)	218
Autres éléments du résultat étendu	48	(356)	(293)	(295)	(370)
Total du résultat étendu	1 310 \$	572 \$	1 102 \$	3 140 \$	3 798 \$

États consolidés de la variation des capitaux propres (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Actions privilégiées					
Solde au début	2 263 \$	2 050 \$	2 050 \$	2 050 \$	1 050 \$
Émises	–	213	–	213	1 150
Rachetées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(150)
Solde à la fin	2 263	2 263	2 050	2 263	2 050
Actions ordinaires					
Solde au début	8 184	7 328	7 250	7 300	7 196
Émises	2 124	856	39	3 014	152
Achetées aux fins d'annulation	–	–	(6)	(6)	(65)
Solde à la fin	10 308	8 184	7 283	10 308	7 283
Surplus d'apport					
Solde au début	245	267	241	235	292
Renonciation aux droits à la plus-value des actions	–	–	(1)	(2)	(5)
Attributions de rémunération à base d'actions	1	(18)	1	10	(48)
Autres	5	(4)	(6)	8	(4)
Solde à la fin	251	245	235	251	235
Actions autodétenues – actions privilégiées					
Solde au début	(7)	(6)	(21)	(6)	(2)
Ventes	2	7	25	13	32
Achats	(5)	(8)	(7)	(17)	(33)
Solde à la fin	(10)	(7)	(3)	(10)	(3)
Actions autodétenues – actions ordinaires					
Solde au début	(99)	(119)	(99)	(101)	(180)
Ventes	3	41	15	51	133
Achats	(2)	(21)	(32)	(48)	(69)
Solde à la fin	(98)	(99)	(116)	(98)	(116)
Bénéfices non répartis					
Solde au début	18 951	18 698	16 786	18 167	15 771
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	–	–	–	–	(86)
Bénéfice net	1 262	928	1 395	3 435	4 168
Dividendes sur actions privilégiées	(27)	(23)	(26)	(74)	(64)
Dividendes sur actions ordinaires	(669)	(647)	(587)	(1 954)	(1 684)
Prime versée sur les actions ordinaires achetées aux fins d'annulation	–	–	(52)	(49)	(566)
Frais d'émission et autres	–	(5)	1	(8)	(22)
Solde à la fin	19 517	18 951	17 517	19 517	17 517
Cumul des autres éléments du résultat étendu					
Ajustement transitoire – instruments financiers (1)	(45)	(45)	(45)	(45)	(45)
Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(397)	(248)	(123)	(397)	(123)
Gains et pertes de change non réalisés, déduction faite des activités de couverture	(2 705)	(2 886)	(2 469)	(2 705)	(2 469)
Gains et pertes sur les dérivés désignés comme couverture des flux de trésorerie	(354)	(370)	218	(354)	218
Solde à la fin	(3 501)	(3 549)	(2 419)	(3 501)	(2 419)
Bénéfices non répartis et cumul des autres éléments du résultat étendu	16 016	15 402	15 098	16 016	15 098
Capitaux propres à la fin	28 730 \$	25 988 \$	24 547 \$	28 730 \$	24 547 \$

(1) L'ajustement transitoire découle de la mise en œuvre des nouvelles normes comptables. Se reporter à la note 1 des états financiers consolidés de notre rapport annuel 2007.

États consolidés des flux de trésorerie (non vérifié)

(en millions de dollars canadiens)	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation					
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 395 \$	3 435 \$	4 168 \$
Ajustements visant à déterminer les flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation					
Dotations à la provision pour pertes sur créances	334	349	178	976	528
Amortissement	135	133	109	389	317
Palements liés au réaligement de l'entreprise	(3)	(2)	(7)	(10)	(33)
Impôts futurs	(9)	(277)	(102)	(469)	(206)
Amortissement des autres actifs incorporels	39	29	25	90	72
Gain à la vente de locaux et de matériel	(4)	(4)	(4)	(12)	(12)
(Gain) perte sur la titrisation de prêts	(25)	(76)	32	(123)	(43)
Gain sur les titres disponibles à la vente	(35)	(12)	(44)	(55)	(121)
Variations de l'actif et du passif d'exploitation					
Sinistres et obligations liées aux indemnités d'assurance	52	(2)	(330)	325	197
Variation nette des intérêts courus à recevoir et à payer	46	66	(130)	211	37
Impôts exigibles	3	(78)	244	(1 610)	372
Actifs dérivés	2 666	1 602	(8 587)	(2 492)	(16 550)
Passifs dérivés	(4 938)	(2 576)	9 468	(5 397)	16 034
Titres du compte de négociation	4 020	11 043	6 012	12 496	(6 407)
Variation nette des montants à payer aux courtiers ou à recevoir de courtiers	(670)	(671)	(381)	75	(269)
Autres	3 971	(3 110)	1 560	(518)	1 886
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	6 844	7 342	9 438	7 311	(30)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Variation des dépôts productifs d'intérêts à des banques	(977)	1 315	(1 647)	(1 445)	343
Variation des prêts déduction faite de la titrisation de prêts	(13 018)	(11 206)	(11 065)	(34 759)	(29 857)
Produit de la titrisation de prêts	2 430	2 846	2 412	6 681	6 353
Produit de la vente de titres disponibles à la vente	930	4 695	2 862	6 613	7 417
Produit de l'arrivée à échéance de titres disponibles à la vente	1 959	4 044	4 814	11 842	11 399
Acquisitions de titres disponibles à la vente	(3 153)	(7 907)	(4 416)	(19 121)	(14 291)
Acquisitions nettes de locaux et de matériel	(218)	(322)	(169)	(807)	(512)
Variation des biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	5 520	14 847	(5 041)	8 261	(17 805)
Encaisse affectée aux acquisitions montant net	(90)	(855)	(90)	(954)	(373)
Flux de trésorerie nets (affectés aux) provenant des activités d'investissement	(6 617)	7 457	(12 340)	(23 689)	(37 326)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Variation des dépôts	3 777	(1 201)	3 597	31 787	28 951
Émission de titres de fiducie de capital RBC (RBC TruCS)	–	500	–	500	–
Remboursement de débentures subordonnées	–	–	(500)	(500)	(989)
Émission de débentures subordonnées	1 000	1 000	87	2 000	87
Émission d'actions privilégiées	–	213	–	213	1 150
Rachat d'actions privilégiées aux fins d'annulation	–	–	–	–	(150)
Frais d'émission	(1)	(5)	–	(6)	(24)
Émission d'actions ordinaires	21	25	36	78	139
Achat d'actions ordinaires aux fins d'annulation	–	–	(58)	(55)	(631)
Actions autodétenues – ventes	5	48	40	64	165
Actions autodétenues – achats	(7)	(29)	(39)	(65)	(102)
Dividendes versés	(669)	(662)	(607)	(1 992)	(1 664)
Dividendes/distributions versés par des filiales aux actionnaires sans contrôle	(1)	(1)	(30)	(32)	(62)
Variation des engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	(1 917)	(11 982)	(1 365)	(10 410)	(1 261)
Variation des engagements afférents à des titres vendus à découvert	(1 578)	(1 048)	2 779	(3 003)	12 904
Variation des emprunts à court terme des filiales	705	99	(153)	965	(403)
Flux de trésorerie nets provenant des (affectés aux) activités de financement	1 335	(13 043)	3 787	19 544	38 110
Incidence de la variation des taux de change sur l'encaisse et les montants à recevoir de banques	51	15	(64)	179	(64)
Variation nette de l'encaisse et des montants à recevoir de banques	1 613	1 771	821	3 345	690
Encaisse et montants à recevoir de banques au début	5 958	4 187	4 270	4 226	4 401
Encaisse et montants à recevoir de banques à la fin	7 571 \$	5 958 \$	5 091 \$	7 571 \$	5 091 \$
Présentation de renseignements supplémentaires relatifs aux flux de trésorerie					
Intérêts versés durant l'exercice	3 713 \$	4 010 \$	4 881 \$	12 614 \$	14 061 \$
Impôts sur les bénéfices payés durant l'exercice	85 \$	312 \$	476 \$	1 901 \$	1 163 \$

Notes complémentaires (non vérifié) (Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars canadiens, sauf les montants liés aux actions et les pourcentages.)

Ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) et en fonction des mêmes conventions et méthodes comptables que celles décrites dans les états financiers consolidés vérifiés de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, à l'exception des renseignements ci-après. En vertu des PCGR du Canada, des renseignements supplémentaires sont exigés dans les états financiers annuels; par conséquent, ces états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés vérifiés et les notes complémentaires de l'exercice terminé le 31 octobre 2007 figurant aux pages 117 à 176 du rapport annuel 2007 (rapport annuel 2007). Selon la direction, tous les ajustements nécessaires à la présentation fidèle des résultats des périodes visées ont été apportés. Sauf indication contraire, ces ajustements se composent uniquement d'ajustements récurrents habituels. Certains chiffres correspondants ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de la période considérée.

Note 1 : Principales conventions comptables**Principales modifications comptables**

Informations à fournir concernant le capital et Instruments financiers – informations à fournir et présentation

Le 1^{er} novembre 2007, nous avons adopté trois nouvelles normes d'information et de présentation publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) : le chapitre 1535 du *Manuel*, intitulé *Informations à fournir concernant le capital* (chapitre 1535), le chapitre 3862, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir* (chapitre 3862), et le chapitre 3863, intitulé *Instruments financiers – présentation* (chapitre 3863).

Le chapitre 1535 précise les informations à fournir à l'égard des éléments suivants : i) les objectifs, les politiques et les procédures de gestion du capital de l'entité; ii) les données quantitatives sur les éléments

que l'entité considère comme du capital; iii) le fait que l'entité se soit conformée aux exigences en matière de capital ou non et iv) si l'entité ne s'est pas conformée aux exigences en question, les conséquences de cette non-conformité.

Les chapitres 3862 et 3863 ont remplacé le chapitre 3861 du *Manuel*, intitulé *Instruments financiers – informations à fournir et présentation*. Ces chapitres modifient et augmentent les exigences en matière d'informations à fournir et reprennent les exigences en matière de présentation. Ces deux nouveaux chapitres accordent une importance accrue aux informations à fournir concernant la nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la façon dont l'entité gère ces risques.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier correspond à la contrepartie contre laquelle ce dernier serait échangé dans le cadre d'une opération sans lien de dépendance conclue entre des parties compétentes agissant en toute liberté dans des conditions de pleine concurrence. La juste valeur est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur cotés, selon le cas, auquel nous avons accès dans le marché actif le plus avantageux pour cet instrument. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ni aucun cours vendeur disponible, nous utilisons le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument, sous réserve des ajustements relatifs à la liquidité dont il est fait mention plus bas. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, nous déterminons la juste valeur selon les cours du marché en vigueur (cours acheteur ou cours vendeur, selon le cas) pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'établissement des prix des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des facteurs de marché observables.

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation, il est nécessaire d'avoir recours à des hypothèses quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces hypothèses, nous nous basons principalement sur des facteurs de marché externes facilement observables tels que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux. Dans certains cas, nous utilisons des paramètres d'entrée qui ne reposent pas sur des facteurs de marché observables que nous ajustons afin de refléter l'incertitude et de nous assurer que les instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur. Selon nos estimations, nous sommes d'avis que le recours à des hypothèses de rechange possibles pour déterminer la juste valeur de ces instruments financiers ne se traduirait pas par des justes valeurs considérablement différentes.

Lorsque les cours du marché de certains instruments financiers ne peuvent être observés en raison de l'insuffisance du volume des opérations ou de l'absence d'opérations récentes au sein d'un marché moins actif ou inactif, les ajustements relatifs à la liquidité sont pris en compte dans la détermination de la juste valeur de ces instruments. Des ajustements relatifs à la liquidité sont également calculés afin de refléter le coût associé au dénouement des positions présentant des risques liés à la taille du marché plus importantes que la normale.

Toutes nos opérations sur dérivés sont comptabilisées à la juste valeur. Nous comptabilisons des ajustements de l'évaluation qui correspondent à la juste valeur du risque de crédit lié à nos portefeuilles de dérivés afin

d'établir la juste valeur de ceux-ci. Ces ajustements tiennent compte de la capacité financière de nos contreparties, de l'évaluation à la valeur de marché actuelle ou future éventuelle des opérations ainsi que de l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit, telles que les accords généraux de compensation et les conventions accessoires. Nous recalculons régulièrement les ajustements de l'évaluation du crédit à l'égard de tous nos portefeuilles de dérivés. Des changements des ajustements de l'évaluation du crédit sont comptabilisés dans le résultat de la période considérée.

Un gain net de 2 millions de dollars, correspondant à un ajustement des justes valeurs estimatives établies à l'aide de techniques d'évaluation reposant sur des paramètres d'entrée qui ne sont pas fondés sur des données de marché observables, a été constaté dans le résultat net du trimestre terminé le 31 juillet 2008 (2 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008).

Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers sont comptabilisés au résultat net uniquement si la juste valeur de l'instrument i) est attestée par les cours du marché sur un marché actif ou par comparaison avec d'autres transactions actuellement observables sur le marché et portant sur un instrument essentiellement identique ou ii) est fondée sur une technique d'évaluation reposant sur des données de marché observables ou iii) lorsque les risques liés au contrat dérivé sont entièrement compensés par d'autres contrats conclus avec des tiers. Les gains et les pertes non réalisés au moment de la comptabilisation initiale constituent la différence entre le prix de transaction et la juste valeur de l'instrument à la date de transaction. Pour les instruments financiers dont la juste valeur n'est pas attestée par les critères ci-dessus ou pour lesquels les risques liés au contrat initial ne sont pas entièrement transférés à un tiers, le gain ou la perte non réalisé au moment de la comptabilisation initiale est reporté. Le gain ou la perte reporté est comptabilisé lorsque i) des données de marché observables peuvent être obtenues et attester la juste valeur de la transaction ou ii) les risques liés au contrat initial sont presque entièrement compensés par d'autres contrats conclus avec des tiers ou iii) le gain ou la perte est réalisé au moyen d'un encaissement ou d'un paiement en espèces ou iv) la transaction se conclut avant son échéance ou à l'échéance.

Nous disposons de politiques internes documentées qui détaillent nos processus d'évaluation de la juste valeur, y compris les méthodes utilisées pour déterminer les ajustements de l'évaluation. Ces méthodes sont appliquées de façon uniforme et font périodiquement l'objet d'un examen par la Gestion des risques du Groupe.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Le tableau suivant illustre les ajustements apportés au montant global des gains et des pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale des instruments financiers pour les trimestres terminés le 31 juillet 2008 et le 30 avril 2008.

	Au et pour le trimestre terminé le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008
Gains non réalisés reportés qui ne sont pas encore comptabilisés dans le résultat net, au début	177 \$	180 \$
Ajouter : gains (pertes) non réalisés reportés survenus au cours de la période	5	(1)
Déduire : gains reportés reclassés au résultat net au cours de la période	2	2
Gains non réalisés reportés, à la fin	180 \$	177 \$

Les gains et les pertes non réalisés reportés au moment de la comptabilisation initiale proviennent principalement des obligations structurées liées à des titres de participation, des dérivés de crédit et de taux d'intérêt structurés et des dérivés liés à des polices d'assurance vie détenues par des banques.

Valeur comptable et juste valeur de certains instruments financiers

Le tableau suivant illustre la comparaison de la valeur comptable et de la juste valeur de chaque type d'instrument financier au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007 :

	Au 31 juillet 2008						Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Valeur comptable et juste valeur					Total de la valeur comptable		
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction (1)	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (2)			
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	118 066 \$	19 432 \$	– \$	– \$	– \$	137 498 \$	137 498 \$	
Titres disponibles à la vente (3)	–	–	37 541	–	1 338	38 879	38 879	
Total des valeurs mobilières	118 066 \$	19 432 \$	37 541 \$	– \$	1 338 \$	176 377 \$	176 377 \$	
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	18 062 \$	– \$	38 145 \$	– \$	56 207 \$	56 207 \$	
Prêts								
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	189 910 \$	– \$	189 910 \$	189 910 \$	
Prêts de gros	–	4 053	–	76 450	–	80 503	80 503	
Total des prêts	– \$	4 053 \$	– \$	266 360 \$	– \$	270 413 \$	270 413 \$	
Autres								
Dérivés (4)	69 099 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	69 099 \$	69 099 \$	
Autres actifs	–	185	–	25 132	–	25 317	25 317	
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	2 325 \$	– \$	123 815 \$	– \$	126 140 \$	126 140 \$	
Entreprises et gouvernements (5)	–	61 704	–	196 716	–	258 420	258 420	
Banques (6)	–	6 660	–	17 871	–	24 531	24 531	
Total des dépôts	– \$	70 689 \$	– \$	338 402 \$	– \$	409 091 \$	409 091 \$	
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	41 696 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	41 696 \$	41 696 \$	
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	15 913	–	11 902	–	27 815	27 815	
Dérivés	66 623	–	–	–	–	66 623	66 623	
Autres passifs	–	–	–	39 195	–	39 195	39 195	
Débitures subordonnées	–	74	–	7 851	–	7 925	7 925	
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 400	–	1 400	1 400	
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300	–	300	300	

(1) Il n'existe pas de différence importante entre la juste valeur et la valeur comptable.

(2) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(3) Les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres disponibles à la vente.

(4) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 3 millions de dollars.

(5) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées, de maisons de courtage, d'entreprises et de gouvernements.

(6) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	Au 31 octobre 2007							
	Valeur comptable et juste valeur			Valeur comptable	Juste valeur	Instruments disponibles à la vente évalués au coût (1)	Total de la valeur comptable	Total de la juste valeur
	Instruments financiers devant être classés comme détenus à des fins de transaction	Instruments financiers désignés comme détenus à des fins de transaction	Instruments disponibles à la vente évalués à la juste valeur	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction	Prêts et créances et passifs autres que détenus à des fins de transaction			
Actifs financiers								
Valeurs mobilières								
Titres détenus à des fins de transaction	128 647 \$	18 838 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	147 485 \$	147 485 \$
Titres disponibles à la vente (2)	–	–	29 572	–	–	1 198	30 770	30 770
Total des valeurs mobilières	128 647 \$	18 838 \$	29 572 \$	– \$	– \$	1 198 \$	178 255 \$	178 255 \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	– \$	25 522 \$	– \$	38 791 \$	38 791 \$	– \$	64 313 \$	64 313 \$
Prêts								
Prêts de détail	– \$	– \$	– \$	168 782 \$	168 375 \$	– \$	168 782 \$	168 375 \$
Prêts de gros	–	3 235	–	65 919	65 910	–	69 154	69 145
Total des prêts	– \$	3 235 \$	– \$	234 701 \$	234 285 \$	– \$	237 936 \$	237 520 \$
Autres								
Dérivés (3)	66 585 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	66 585 \$	66 585 \$
Autres actifs	–	164	–	24 653	24 653	–	24 817	24 817
Passifs financiers								
Dépôts								
Particuliers	– \$	851 \$	– \$	115 706 \$	115 609 \$	– \$	116 557 \$	116 460 \$
Entreprises et gouvernements (4)	1 639	56 751	–	161 496	161 217	–	219 886	219 607
Banques (5)	–	5 668	–	23 094	23 095	–	28 762	28 763
Total des dépôts	1 639 \$	63 270 \$	– \$	300 296 \$	299 921 \$	– \$	365 205 \$	364 830 \$
Autres								
Engagements afférents à des titres vendus à découvert	44 689 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$	44 689 \$	44 689 \$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	–	24 086	–	12 947	12 947	–	37 033	37 033
Dérivés	72 010	–	–	–	–	–	72 010	72 010
Autres passifs	–	–	–	36 232	36 262	–	36 232	36 262
Débiteures subordonnées	–	77	–	6 158	6 427	–	6 235	6 504
Titres de fiducie de capital	–	–	–	1 400	1 476	–	1 400	1 476
Passifs liés aux actions privilégiées	–	–	–	300	300	–	300	300

(1) Comprend la valeur nominale de nos investissements détenus jusqu'à l'échéance, qui sont comptabilisés au coût après amortissement.

(2) Les titres de substitut de prêt ont été classés comme des titres disponibles à la vente.

(3) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 71 millions de dollars.

(4) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées, de maisons de courtage, d'entreprises et de gouvernements.

(5) Les banques désignent les banques réglementées.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

Le tableau suivant présente des renseignements sur les prêts et les créances désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur, le risque maximal de crédit, le degré d'atténuation du risque par les dérivés de crédit et les instruments semblables, ainsi que les variations de la juste valeur de ces actifs au 31 juillet 2008 et au 31 octobre 2007. Les variations de la juste valeur des prêts et des créances désignés comme

détenus à des fins de transaction attribuables aux modifications du risque de crédit se calculent par la différence entre le total des variations de la juste valeur de l'instrument au cours de la période et des variations de la juste valeur calculées en fonction des courbes de rendement sans risque appropriées.

Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	31 juillet 2008						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuables aux modifications du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2007	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 780 \$	3 780 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	18 062	18 062	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	4 053	4 053	(77)	(137)	1 183	(2)	7
Total	25 895 \$	25 895 \$	(77)\$	(137)\$	1 183 \$	(2)\$	7 \$

(1) Les variations cumulatives sont évaluées à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	31 octobre 2007						
	Valeur comptable des prêts et créances désignés comme détenus à des fins de transaction	Risque maximal de crédit	Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2006 attribuables aux modifications du risque de crédit	Variations cumulatives de la juste valeur depuis la comptabilisation initiale attribuables aux modifications du risque de crédit	Degré d'atténuation du risque de crédit par les dérivés de crédit ou des instruments semblables	Variations de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables depuis le 1 ^{er} novembre 2006	Variations cumulatives de la juste valeur des dérivés de crédit ou des instruments semblables (1)
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	4 821 \$	4 821 \$	– \$	– \$	– \$	– \$	– \$
Biens achetés en vertu de conventions de revente et titres empruntés	25 522	25 522	–	–	–	–	–
Prêts – prêts de gros	3 235	3 164	(42)	(21)	1 106	18	–
Total	33 578 \$	33 507 \$	(42)\$	(21)\$	1 106 \$	18 \$	– \$

(1) Les variations cumulatives sont évaluées à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des dérivés de crédit ou des instruments semblables.

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur des passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction selon l'option de la juste valeur ainsi que leur valeur à l'échéance contractuelle et leur valeur comptable. Pour déterminer la variation, au cours d'un trimestre, de la juste valeur d'un passif financier désigné comme détenu à des fins de transaction, nous calculons, au début du trimestre, la valeur actualisée des

flux de trésorerie contractuels de l'instrument au moyen des taux suivants : d'abord, au moyen d'un taux d'actualisation observé qui reflète notre écart de taux et ensuite, au moyen d'un taux qui ne tient pas compte de notre écart de taux. Puis, nous comparons l'écart entre ces valeurs et l'écart entre celles obtenues au moyen des mêmes taux en fin de période.

Note 2 : Juste valeur des instruments financiers (suite)

	31 juillet 2008			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2007 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC	Variations cumulatives de la juste valeur (1)
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle		
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction					
Dépôts à terme					
Particuliers	2 350 \$	2 325 \$	(25)\$	(19)\$	(25)\$
Entreprises et gouvernements (2)	61 880	61 704	(176)	(167)	(241)
Banques (3)	6 661	6 660	(1)	–	(1)
Total des dépôts à terme	70 891 \$	70 689 \$	(202)\$	(186)\$	(267)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	15 917 \$	15 913 \$	(4)\$	– \$	– \$
Débitures subordonnées	95	74	(21)	(16)	(23)
Total	86 903 \$	86 676 \$	(227)\$	(202)\$	(290)\$

(1) Les variations cumulatives attribuables aux modifications de nos écarts de taux sont évaluées à partir du 1^{er} novembre 2006 ou, si cette date est postérieure, à partir de la date de la comptabilisation initiale des passifs désignés comme détenus à des fins de transaction.

(2) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées, de maisons de courtage, d'entreprises et de gouvernements.

(3) Les banques désignent les banques réglementées.

	31 octobre 2007			Variations de la juste valeur depuis le 1 ^{er} novembre 2006 attribuables aux modifications des écarts de taux de RBC
	Valeur à l'échéance contractuelle	Valeur comptable	Écart entre la valeur comptable et la valeur à l'échéance contractuelle	
Passifs désignés comme détenus à des fins de transaction				
Dépôts à terme				
Particuliers	890 \$	851 \$	(39)\$	(6)\$
Entreprises et gouvernements (1)	56 741	56 751	10	(74)
Banques (2)	5 668	5 668	–	(1)
Total des dépôts à terme	63 299 \$	63 270 \$	(29)\$	(81)\$
Engagements afférents à des biens vendus en vertu de conventions de rachat et aux titres prêtés	24 087 \$	24 086 \$	(1)\$	– \$
Débitures subordonnées	82	77	(5)	(7)
Total	87 468 \$	87 433 \$	(35)\$	(88)\$

(1) Le poste Entreprises et gouvernements inclut les dépôts provenant d'institutions de dépôt réglementées qui ne sont pas des banques réglementées, de maisons de courtage, d'entreprises et de gouvernements.

(2) Les banques désignent les banques réglementées.

Le tableau suivant présente les échéances contractuelles des passifs au titre de nos dépôts à vue, à préavis et à terme. L'échéance « Moins de 1 an » comprend les dépôts remboursables à vue et les dépôts remboursables sur préavis. Les dépôts remboursables à vue comprennent tous les dépôts pour

lesquels nous n'avons pas le droit à un avis de retrait : ces dépôts sont principalement des comptes-chèques. Les dépôts remboursables sur préavis comprennent tous les dépôts pour lesquels nous pouvons exiger légalement un avis de retrait. Ces dépôts sont principalement des comptes d'épargne.

Dépôts

	Au	
	31 juillet 2008	31 octobre 2007
Moins de 1 an	332 649 \$	308 708 \$
De 1 an à 2 ans	19 446	17 484
De 2 ans à 3 ans	25 717	15 290
De 3 ans à 4 ans	8 643	9 501
De 4 ans à 5 ans	14 792	8 552
Plus de 5 ans	7 844	5 670
	409 091 \$	365 205 \$

Note 3 : Gains et pertes non réalisés sur les titres disponibles à la vente

Le tableau suivant présente les gains et les pertes non réalisés bruts sur les titres disponibles à la vente.

	Au							
	31 juillet 2008				31 octobre 2007			
	Coût après amortissement	Gains non réalisés bruts	Pertes non réalisées brutes	Juste valeur	Coût après amortissement	Gains non réalisés bruts	Pertes non réalisées brutes	Juste valeur (1)
Créances du gouvernement canadien								
Gouvernement fédéral	11 447 \$	286 \$	(2)\$	11 731 \$	7 732 \$	34 \$	(6)\$	7 760 \$
Provinces et municipalités	465	6	–	471	279	–	(1)	278
Créances du gouvernement américain								
Gouvernement fédéral	26	–	–	26	–	–	–	–
États, municipalités et organismes	3 958	17	(47)	3 928	3 582	14	(52)	3 544
Autres créances de gouvernements de pays membres de l'OCDE (2)	1 124	4	–	1 128	819	1	(2)	818
Titres adossés à des créances hypothécaires	3 212	7	(488)	2 731	3 345	4	(89)	3 260
Titres adossés à des actifs	3 161	–	(86)	3 075	1 812	2	(29)	1 785
Titres d'emprunt de sociétés et autres créances	12 515	78	(154)	12 439	9 855	45	(101)	9 799
Titres de participation	2 861	33	(194)	2 700	2 715	191	(32)	2 874
Titres de substitut de prêt	656	–	(6)	650	656	–	(4)	652
	39 425 \$	431 \$	(977)\$	38 879 \$	30 795 \$	291 \$	(316)\$	30 770 \$

(1) Les justes valeurs correspondantes de la période précédente présentées antérieurement ont été révisées; ces révisions n'ont aucune incidence sur notre bilan consolidé.

(2) OCDE signifie Organisation de coopération et de développements économiques.

Chaque trimestre, ou plus fréquemment lorsque les conditions l'exigent, nous évaluons les titres disponibles à la vente affichant des pertes non réalisées afin de déterminer si ces pertes non réalisées sont durables. Pour ce faire, nous prenons en compte plusieurs facteurs, y compris : i) la période pendant laquelle et la mesure dans laquelle la juste valeur a été inférieure au coût, ii) la situation financière et les perspectives à court terme de l'émetteur et iii) notre intention ou notre capacité de détenir le placement durant une période suffisamment longue pour permettre le recouvrement prévu de la juste valeur.

Au 31 juillet 2008, nous affichions des pertes non réalisées de 488 millions de dollars sur nos placements dans des titres adossés à des créances hypothécaires et de 194 millions sur les titres de participation. Les titres adossés à des créances hypothécaires, notamment les titres non émis par un organisme, y compris les prêts à risque, les prêts de catégorie Alt-A et les autres titres non liés à un organisme, ont subi l'incidence négative de l'élargissement des écarts de taux et des fluctuations des taux d'intérêt. La majeure partie de nos placements sont des créances de premier rang et de cote AAA et disposent d'un soutien du crédit au moyen de la subordination, du surdimensionnement et des écarts de taux excédentaires. Selon les analyses quantitatives et l'examen des facteurs de marché et des facteurs propres aux titres, le crédit sous-jacent est suffisamment solide pour soutenir nos tranches d'investissement. En outre, la courte durée de ces titres atténue le risque de crédit. Une grande partie des titres de participation affichant des pertes non réalisées constituent des actions de banques canadiennes cotées en Bourse que nous détenons à titre de couverture économique. Bien que le prix de leurs actions subisse des pressions compte tenu de la conjoncture des marchés actuelle, ces banques sont bien capitalisées, et elles continuent de générer de solides résultats et de verser des dividendes à leurs actionnaires. En raison des facteurs

mentionnés précédemment, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire au 31 juillet 2008.

Les pertes non réalisées sur les autres titres que nous détenons, y compris les titres adossés à des actifs, les créances gouvernementales, les titres d'emprunt de sociétés et les autres créances s'expliquent principalement par les variations des taux d'intérêt et par l'élargissement des écarts de taux imputables aux perturbations actuelles sur les marchés des capitaux, par l'affaiblissement du marché de l'habitation américain et par l'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain. Cependant, étant donné la qualité du crédit sous-jacent des émetteurs et le fait que certains de ces titres font l'objet d'un surdimensionnement, qu'ils présentent un écart de taux excédentaire afin de soutenir le crédit des obligations ou qu'ils sont assortis d'une cote A ou supérieure, nous croyons que les flux de trésorerie futurs seront suffisants pour nous permettre de recouvrer les coûts après amortissement de ces titres d'ici leur échéance. Par conséquent, au 31 juillet 2008, nous jugeons que la perte de valeur de ces titres est temporaire.

À titre de sûreté pour certains titres disponibles à la vente, nous détenons notamment des hypothèques et d'autres rehaussements de crédit, comme des garanties et des dérivés de crédit.

Pertes de valeur comptabilisées

Lorsque nous déterminons qu'un titre a subi une perte de valeur durable, le coût après amortissement du titre est réduit à la juste valeur, et une perte est comptabilisée dans le résultat net. Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, un montant de 171 millions de dollars au titre des pertes de valeur sur les titres disponibles à la vente que nous avons considérées comme durables a été comptabilisé au résultat net (101 millions au trimestre terminé le 30 avril 2008).

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux**Provision pour pertes sur prêts**

	Au 31 juillet 2008						Au 31 octobre 2007
	Solde au début	Radiations	Recouvrements	Dotation à la provision pour pertes sur créances	Autres ajustements (1)	Solde à la fin	Solde à la fin
Prêts de détail							
Prêts hypothécaires résidentiels	20 \$	(1)\$	– \$	– \$	2 \$	21 \$	15 \$
Prêts aux particuliers	114	(130)	19	99	37	139	96
Prêts sur cartes de crédit	–	(80)	13	67	–	–	–
Prêts aux petites entreprises (2)	12	(10)	2	11	(1)	14	9
	146 \$	(221)\$	34 \$	177 \$	38 \$	174 \$	120 \$
Prêts de gros							
Prêts aux entreprises (3)	364 \$	(113)\$	5 \$	148 \$	25 \$	429 \$	231 \$
Prêts aux organismes souverains (4)	–	–	–	–	–	–	–
Prêts aux banques (5)	–	–	–	–	–	–	–
Provisions spécifiques	510 \$	(334)\$	39 \$	325 \$	63 \$	603 \$	351 \$
Provision générale (6)	1 300	–	–	9	28	1 337	1 221
Total de la provision pour pertes sur créances	1 810 \$	(334)\$	39 \$	334 \$	91 \$	1 940 \$	1 572 \$
Provision pour engagements hors bilan et autres (7)	(80)	–	–	–	(1)	(81)	(79)
Total de la provision pour pertes sur prêts	1 730 \$	(334)\$	39 \$	334 \$	90 \$	1 859 \$	1 493 \$

- (1) Représente principalement l'incidence de la conversion de la provision pour pertes sur prêts libellée en devises. L'ajustement au titre des provisions spécifiques et de la provision générale comprend des montants de 57 millions de dollars et de 25 millions, respectivement, qui ont trait aux prêts acquis dans le cadre de l'acquisition de RBTT Financial Group. Se reporter à la note 7.
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des provisions de 36 millions de dollars (néant au 31 octobre 2007) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (5) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.
- (6) Comprend un montant de 81 millions de dollars lié aux engagements hors bilan et autres (79 millions au 31 octobre 2007).
- (7) La provision pour engagements hors bilan et autres fait l'objet d'une présentation distincte au poste Autres passifs.

Un prêt est considéré comme en souffrance lorsque la contrepartie n'a pas effectué de paiement à la date d'échéance contractuelle. Le tableau suivant présente la valeur comptable des prêts en souffrance qui ne sont pas classés à titre de prêts douteux puisqu'ils sont i) en souffrance depuis moins de 90 jours ou ii) entièrement garantis et qu'il est raisonnable de s'attendre à ce que les efforts de recouvrement donnent lieu à un remboursement. Les soldes de cartes de crédit sont radiés lorsqu'un paiement est en souffrance depuis 180 jours.

Prêts en souffrance mais non douteux

	Au 31 juillet 2008			
	De 1 jour à 29 jours	De 30 à 89 jours	Plus de 90 jours	Total
Prêts de détail	2 953 \$	1 202 \$	300 \$	4 455 \$
Prêts de gros	1 593	592	106	2 291
Total	4 546 \$	1 794 \$	406 \$	6 746 \$

Note 4 : Provision pour pertes sur prêts et prêts douteux (suite)**Prêts douteux (1)**

	Au			
	31 juillet 2008			31 octobre 2007
	Montant brut	Provisions spécifiques	Montant net	Montant net
Prêts de détail				
Prêts hypothécaires résidentiels	283 \$	(21)\$	262 \$	165 \$
Prêts aux particuliers	292	(139)	153	93
Prêts aux petites entreprises (2)	33	(14)	19	10
	608 \$	(174)\$	434 \$	268 \$
Prêts de gros				
Prêts aux entreprises (3), (4)	1 548 \$	(429)\$	1 119 \$	499 \$
Prêts aux organismes souverains (5)	–	–	–	–
Prêts aux banques (6)	–	–	–	–
	1 548 \$	(429)\$	1 119 \$	499 \$
Total	2 156 \$	(603)\$	1 553 \$	767 \$

- (1) Le solde moyen des prêts douteux bruts pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 s'est élevé à 1 652 millions de dollars (921 millions au 31 octobre 2007).
- (2) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré collectivement.
- (3) Comprend le risque lié aux petites entreprises géré individuellement. Comprend des prêts douteux d'un montant brut de 174 millions de dollars (néant au 31 octobre 2007) et d'un montant net de 138 millions (néant au 31 octobre 2007) relativement aux prêts consentis en vertu de facilités de liquidité prélevés par des conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs.
- (4) Les chiffres correspondants que nous avons présentés précédemment tenaient compte de certains biens saisis aux États-Unis d'un montant de 22 millions de dollars qui avaient déjà été présentés à titre d'actifs acquis à l'égard des prêts douteux ci-dessous. Par conséquent, les chiffres correspondants ont été réduits de 22 millions de dollars.
- (5) Les organismes souverains désignent tous les gouvernements et organismes centraux, les banques centrales ainsi que les autres entités du secteur public et les banques multilatérales de développement admissibles.
- (6) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

La garantie principale et les autres rehaussements de crédit que nous détenons à titre de sûreté pour les prêts comprennent i) des assurances et des hypothèques sur des terrains et des immeubles résidentiels, ii) des droits de recours sur des actifs commerciaux, comme des immeubles, du matériel, des stocks et des créances, iii) des droits de recours sur des biens immobiliers commerciaux que nous finançons et iv) des droits de recours sur des liquidités, des garanties et des titres.

Au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008, les actifs acquis à l'égard des prêts douteux se sont établis à 100 millions de dollars (22 millions pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007). La réduction connexe de la provision pour pertes sur créances s'est établie à 49 millions de dollars (montant négligeable pour le trimestre terminé le 31 octobre 2007).

Note 5 : Titrisations**Activités de titrisation pour le trimestre terminé le (1)**

	31 juillet 2008 (2)		30 avril 2008 (2)		31 juillet 2007 (3)	
	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)	Prêts sur cartes de crédit (4)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (5), (6)	Prêts hypothécaires commerciaux (2)
Prêts titrisés et vendus	423 \$	2 021 \$	1 047 \$	1 800 \$	1 834 \$	650 \$
Produit net en espèces reçu	404	2 007	1 000	1 800	1 778	634
Titres adossés à des actifs acquis	19	–	46	–	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	2	37	7	70	40	–
Gain (perte) à la vente avant impôts	2	23	6	70	(16)	(16)

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (2) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts hypothécaires commerciaux au cours des trimestres terminés le 31 juillet 2008 et le 30 avril 2008. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007, le produit net en espèces reçu correspond au produit brut de 634 millions de dollars. Nous n'avons acheté aucun billet dans le cadre de nos activités de titrisation au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007.
- (3) Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2007.
- (4) Le produit net en espèces reçu à l'égard de la titrisation de prêts sur cartes de crédit correspond à un produit en espèces brut de 423 millions de dollars pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 (1 046 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008), moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 19 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 (46 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008).
- (5) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours du trimestre par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 juillet 2008 totalisaient 2 262 millions de dollars (2 514 millions au 30 avril 2008; 867 millions au 31 juillet 2007). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (6) La totalité des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés sont assurés.

Note 5 : Titrisations (suite)**Activités de titrisation pour la période de neuf mois terminée le** (1)

	31 juillet 2008			31 juillet 2007 (2)	
	Prêts sur cartes de crédit (2)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4)	Prêts hypothécaires commerciaux (5)	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens (3), (4)	Prêts hypothécaires commerciaux (5)
Prêts titrisés et vendus	1 470 \$	5 071 \$	166 \$	4 855 \$	1 572 \$
Produit net en espèces reçu	1 404	5 047	156	4 787	1 566
Titres adossés à des actifs acquis	65	–	9	–	–
Droits conservés relatifs aux intérêts futurs excédentaires	9	140	–	117	–
Gain (perte) à la vente avant impôts	8	116	(1)	49	(6)

- (1) Nous n'avons pas comptabilisé d'actif ni de passif de gestion pour nos droits de gestion relatifs aux prêts titrisés, car nous avons reçu une rémunération adéquate pour nos services.
- (2) Le produit net en espèces reçu à l'égard de la titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 correspond au produit brut en espèces de 1 469 millions de dollars moins les fonds affectés à l'achat de billets émis par la fiducie d'une valeur en capital de 65 millions. Nous n'avons effectué aucune titrisation de prêts sur cartes de crédit au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007.
- (3) Les prêts hypothécaires résidentiels canadiens assurés titrisés au cours de la période de neuf mois par la création de titres adossés à des créances hypothécaires et conservés au 31 juillet 2008 totalisaient 3 896 millions de dollars (1 877 millions au 31 juillet 2007). Ces titres sont comptabilisés à la juste valeur.
- (4) La totalité des prêts hypothécaires résidentiels canadiens titrisés sont assurés.
- (5) Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, le produit net en espèces reçu correspond au produit brut de 165 millions de dollars, moins les fonds affectés à l'achat de billets de 9 millions. La valeur en capital des billets s'est chiffrée à 10 millions de dollars. Au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007, le produit net en espèces reçu correspond au produit brut de 1 566 millions de dollars. Nous n'avons acheté aucun billet dans le cadre de nos activités de titrisation au cours de la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007.

Le tableau ci-dessous présente un sommaire des hypothèses clés utilisées pour déterminer la valeur des droits conservés à la date de titrisation des activités du trimestre terminé le 31 juillet 2008.

Hypothèses clés (1), (2)

	Prêts sur cartes de crédit	Prêts hypothécaires résidentiels canadiens	
		Taux variable	Taux fixe
Durée moyenne pondérée prévue des créances payables d'avance (en années)	0,25	2,97	2,40
Taux de remboursement	38,30 %	37,73 %	16,30 %
Marge excédentaire, déduction faite des pertes sur créances	3,83	0,86	1,35
Pertes sur créances prévues	2,49	s.o.	s.o.
Taux d'actualisation	10,00 %	3,15 % – 4,01 %	3,15 % – 4,01 %

- (1) Tous les taux sont annualisés, à l'exception des taux de remboursement à l'égard des prêts sur cartes de crédit, qui sont calculés mensuellement.
- (2) La présente analyse ne s'applique pas aux titrisations de prêts hypothécaires commerciaux, car nous n'avons conservé aucun droit lié aux marges excédentaires futures relativement à ces prêts titrisés.
- s.o. : sans objet

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 juillet 2008, outre les opérations de titrisation mentionnées précédemment, nous avons vendu à des tiers investisseurs des prêts de gros d'un montant de 26 millions de dollars US et de 41 millions de dollars US (27 millions de dollars CA et 42 millions de dollars CA), respectivement, liés à des prêts hypothécaires commerciaux à l'égard d'immeubles d'habitation collective, pour leur montant en capital. Les gains liés à ces ventes ont été négligeables. Aucune participation n'avait été vendue au cours du troisième trimestre de 2007.

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture

Le tableau suivant illustre la juste valeur des instruments financiers dérivés et non dérivés qui sont désignés comme des instruments de couverture, ainsi que des instruments financiers dérivés qui ne sont pas désignés comme des instruments de couverture.

Instruments financiers dérivés et non dérivés	Au 31 juillet 2008				Au 31 octobre 2007			
	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)	Désignés comme des instruments de couverture			Non désignés comme des instruments de couverture (1)
	Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net		Couvertures des flux de trésorerie	Couvertures de la juste valeur	Couvertures de l'investissement net	
Actifs financiers								
Instruments financiers dérivés (2)	319 \$	567 \$	15 \$	68 198 \$	390 \$	268 \$	856 \$	65 071 \$
Passifs financiers								
Instruments financiers dérivés (2)	926 \$	151 \$	280 \$	65 266 \$	206 \$	166 \$	5 \$	71 633 \$
Instruments financiers non dérivés (3)	–	410	4 973	s.o.	–	472	4 307	s.o.

- (1) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 3 millions de dollars (71 millions au 31 octobre 2007).
- (2) Tous les instruments financiers dérivés sont comptabilisés à la juste valeur.
- (3) Les instruments financiers non dérivés sont comptabilisés au coût après amortissement.
- s.o. : sans objet

Note 6 : Instruments financiers dérivés et activités de couverture (suite)**Activités de couverture**

	Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008			Pour le trimestre terminé le 30 avril 2008			Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur									
Tranche inefficace	(6)\$	s.o. \$	s.o. \$	10 \$	s.o. \$	s.o. \$	(10)\$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie									
Tranche inefficace	–	s.o.	s.o.	–	s.o.	s.o.	(6)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(11)	s.o.	s.o.	(144)	s.o.	s.o.	144
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(40)	s.o.	s.o.	25	s.o.	s.o.	(10)	s.o.
Couvertures de l'investissement net									
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	434	s.o.	s.o.	55	s.o.	s.o.	(701)
(Pertès) gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(252)	s.o.	s.o.	(46)	s.o.	s.o.	405
	(6)\$	(40)\$	171 \$	10 \$	25 \$	(135)\$	(16)\$	(10)\$	(152)\$

(1) Des pertes après impôts de 27 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 (gains de 16 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008; pertes de 7 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007).

s.o. : sans objet

	Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008			Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007		
	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu	Gains nets (pertes nettes) compris dans les Revenus autres que d'intérêt	Gains nets (pertes nettes) compris dans le Revenu net d'intérêt	Gains (pertes) non réalisés après impôts compris dans les autres éléments du résultat étendu
Couvertures de la juste valeur						
Tranche inefficace	3 \$	s.o. \$	s.o. \$	(11)\$	s.o. \$	s.o. \$
Couvertures des flux de trésorerie						
Tranche inefficace	(7)	s.o.	s.o.	(7)	s.o.	s.o.
Tranche efficace	s.o.	s.o.	(478)	s.o.	s.o.	190
Reclassées dans les résultats au cours de la période (1)	s.o.	(18)	s.o.	s.o.	(43)	s.o.
Couvertures de l'investissement net						
Gains (pertes) de change	s.o.	s.o.	1 499	s.o.	s.o.	(858)
(Pertès) gains liés aux couvertures	s.o.	s.o.	(994)	s.o.	s.o.	434
	(4)\$	(18)\$	27 \$	(18)\$	(43)\$	(234)\$

(1) Des pertes après impôts de 13 millions de dollars ont été reclassées du cumul des autres éléments du résultat étendu pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008 (pertes de 28 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007).

s.o. : sans objet

Juste valeur des instruments financiers selon la date d'échéance

	Au				
	31 juillet 2008				31 octobre 2007
	Moins de 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Total	Total
Actifs dérivés (1), (2)	17 644 \$	26 790 \$	23 891 \$	68 325 \$	65 568 \$
Passifs dérivés (3)	17 087	25 881	22 924	65 892	71 422

(1) Comprend des polices d'assurance vie détenues par des banques de 3 millions de dollars (71 millions au 31 octobre 2007).

(2) Excluant les dépôts de garantie obligatoires de 774 millions de dollars (1 017 millions au 31 octobre 2007).

(3) Excluant les ajustements de l'évaluation à l'égard des risques de marché et de crédit de 731 millions de dollars (588 millions au 31 octobre 2007).

Note 7 : Acquisitions importantes**Services bancaires internationaux**

Le 16 juin 2008, nous avons conclu l'acquisition de RBTT Financial Group (RBTT) au coût d'acquisition total de 13,7 milliards de dollars de Trinité-et-Tobago (2,2 milliards de dollars CA). RBTT est un groupe de services bancaires de détail et financiers des Antilles qui offre une gamme complète de services d'intermédiation bancaires et financiers pour les clients de Trinité-et-Tobago et des Antilles. La répartition du prix d'acquisition présentée ci-après est provisoire et pourrait être révisée lorsque les estimations, les hypothèses et l'évaluation de l'actif et du passif seront achevées. Nous ne prévoyons pas que ces révisions auront une incidence importante sur les états financiers.

Nous n'avons pas comptabilisé les produits et les charges pour le mois de juillet 2008 étant donné que nous présentons les résultats de RBTT avec un décalage de un mois.

Le 22 février 2008, RBC BanCorporation (USA), auparavant RBC Centura Banks, Inc., a finalisé l'acquisition d'Alabama National BanCorporation (ANB), société mère de dix banques filiales et d'autres entreprises affiliées d'Alabama, de Floride et de Géorgie, dont le siège est situé à Birmingham. La répartition du coût d'acquisition est provisoire et n'a pas été achevée parce que l'évaluation de certains actifs et de certains passifs n'est pas terminée. Le tableau suivant présente le détail de la répartition du coût d'acquisition et de la répartition provisoire, qui ont été mises à jour au cours du trimestre :

	ANB	RBTT
Date d'acquisition	Le 22 février 2008	Le 16 juin 2008
Secteur d'exploitation	Services bancaires internationaux	Services bancaires internationaux
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération	Paiement en espèces total de 933 millions de dollars US et 16,4 millions d'actions de RBC évaluées à 49,9067 \$ US chacune	Paiement en espèces total de 8,3 milliards de dollars de Trinité-et-Tobago et 18,2 millions d'actions de RBC évaluées à 48,2540 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 781 \$ CA	2 278 \$ CA
Juste valeur des immobilisations corporelles acquises (1)	7 458 \$	8 776 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(7 081)	(8 155)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	377	621
Actifs incorporels liés à des dépôts de base (2)	91	121
Écart d'acquisition	1 313	1 536
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 781 \$	2 278 \$

(1) La juste valeur des immobilisations corporelles acquises d'ANB tient compte de prêts d'environ 140 millions de dollars (139 millions de dollars US) qui ont été classés comme destinés à la vente.

(2) Les actifs incorporels liés à des dépôts de base sont amortis selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de sept ans.

En décembre 2007, nous avons conclu l'acquisition d'une participation de 50 % dans Fidelity Merchant Bank & Trust Limited, la filiale en propriété exclusive de Fidelity Bank & Trust International Limited située aux Bahamas, pour former une coentreprise désignée sous la dénomination sociale de Royal Fidelity Merchant Bank & Trust Limited. Cette acquisition n'est relativement pas importante pour le secteur Services bancaires internationaux.

(FBW), une maison de courtage de plein exercice dont le siège social est situé à Washington, D.C. et qui compte 42 succursales réparties dans huit États ainsi que dans le district de Columbia.

Le 1^{er} mai 2008, nous avons conclu l'acquisition de Phillips, Hager & North Investment Management Ltd. (PH&N), une société de gestion de placement dont le siège social est situé à Vancouver et qui dispose d'un actif sous gestion d'environ 68 milliards de dollars.

La répartition du coût de ces acquisitions est provisoire et n'a pas été achevée parce que l'évaluation de certains actifs et de certains passifs n'est pas terminée. Le tableau suivant présente le détail des répartitions provisoires du coût d'acquisition :

Gestion de patrimoine

Le 20 juin 2008, RBC Capital Markets Corporation, auparavant RBC Dain Rauscher Inc., a conclu l'acquisition de Ferris, Baker Watts, Incorporated

	PH&N	FBW
Date d'acquisition	Le 1 ^{er} mai 2008	Le 20 juin 2008
Secteur d'exploitation	Gestion de patrimoine	Gestion de patrimoine
Pourcentage des actions acquises	100 %	100 %
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en monnaie de l'opération (1)	20,2 millions d'actions de RBC et 6,75 millions d'actions échangeables d'une filiale en propriété exclusive de RBC évaluées à 48,0025 \$ chacune	Paiement en espèces total de 26 millions de dollars US et 4,8 millions d'actions de RBC évaluées à 48,2485 \$ US chacune
Contrepartie aux fins de l'acquisition exprimée en dollars canadiens	1 297 \$ CA	264 \$ CA
Juste valeur des immobilisations corporelles acquises	67 \$	430 \$
Juste valeur du passif pris en charge	(57)	(308)
Juste valeur de l'actif net identifiable acquis	10	122
Liste de clients (2)	-	7
Relations-clients (3)	417	-
Écart d'acquisition	870	135
Total de la contrepartie aux fins de l'acquisition	1 297 \$	264 \$

(1) Les actions échangeables émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N seront échangées à raison de une pour une contre des actions ordinaires de RBC trois ans après la clôture conformément à la convention d'acquisition.

(2) La liste de clients est amortie selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de sept ans.

(3) Les relations clients sont amorties selon la méthode linéaire sur une durée de vie utile estimative moyenne de 11 ans.

Note 8 : Prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi

Nous offrons divers régimes d'avantages sociaux, en vertu desquels les employés admissibles ont droit à des prestations de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi. Les charges au titre de ces régimes sont présentées dans le tableau suivant :

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Charge au titre des prestations constituées	82 \$	83 \$	94 \$	251 \$	278 \$
Charge au titre des autres avantages postérieurs à l'emploi	28	28	28	84	83

Note 9 : Entités à détenteurs de droits variables**Titres à enchères**

Au cours du premier trimestre de 2008, nous avons acheté des titres à enchères américains émis par des entités qui financent leurs placements à long terme dans des prêts aux étudiants au moyen de l'émission de billets de premier rang et de billets secondaires à court terme. Le capital des prêts aux étudiants et les intérêts courus s'y rapportant sont en grande partie garantis par des organismes gouvernementaux des États-Unis. À titre d'agent de revente aux enchères pour ces entités, nous n'avons aucune obligation juridique d'acheter les billets émis par ces entités dans le cadre du processus d'enchère.

Certaines entités de titres à enchères desquelles nous avons acheté des titres à enchères sont des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 15 de l'ICCA, intitulée *Consolidation des entités à détenteurs de droits variables* (NOC-15), pour lesquelles nous sommes considérés comme le principal bénéficiaire. Le total des actifs dans ces entités au 31 juillet 2008 s'établissait à 1,4 milliard de dollars. Les actifs qui soutiennent les obligations des EDDV consolidées sont présentés dans nos bilans consolidés, principalement de la façon suivante : un montant de 67 millions de dollars au titre de l'encaisse et des montants à recevoir de banques, un montant de 1,3 milliard au titre des prêts de détail, qui consistent essentiellement en des prêts aux étudiants, et un montant de 48,2 millions au titre des autres actifs.

En ce qui concerne les EDDV non consolidées de titres à enchères dans lesquelles nous détenons des droits variables significatifs (exclusion faite de nos droits variables significatifs dans les programmes d'obligations encaissables par anticipation et dans l'EDDV non affiliée, tels qu'ils sont décrits ci-après), le total des actifs des EDDV au 31 juillet 2008 s'établissait à 7,7 milliards de dollars. Notre risque maximal de perte, qui comprend la juste valeur des titres à enchère connexes, se chiffrait à 2,5 milliards de dollars au 31 juillet 2008. Ce montant est comptabilisé dans les titres du compte de négociation.

Au deuxième et au troisième trimestres de 2008, nous avons vendu des titres à enchères d'environ 1,1 milliard de dollars à des programmes d'obligations encaissables par anticipation. Chaque programme d'obliga-

tions encaissables par anticipation est constitué d'une fiducie de rehaussement de crédit et d'une fiducie d'obligations encaissables par anticipation. Tous les titres à enchère vendus au programme d'obligations encaissables par anticipation sont soutenus par des lettres de crédit que nous avons émises et sont financés par l'émission de certificats à taux variable à l'intention d'investisseurs à court terme et d'un certificat résiduel à l'intention d'un unique tiers investisseur. Nous sommes l'agent de revente des certificats à taux variable et nous procurons des facilités de liquidité à chaque programme d'obligations encaissables par anticipation aux fins d'achat des certificats à taux variables qui ont été encaissés mais non revendus.

Tant les fiducies de rehaussement de crédit que celles d'obligations encaissables par anticipation sont des EDDV. Nous détenons des droits variables significatifs dans ces fiducies par l'intermédiaire de nos facilités de liquidité et de rehaussement de crédit. Cependant, nous ne sommes pas exposés à la majeure partie de la variabilité à laquelle elles sont assujetties; par conséquent, nous ne consolidons pas ces fiducies en vertu de la NOC-15. Au 31 juillet 2008, le total des actifs de ces EDDV et notre risque maximal de perte découlant de notre participation dans ces EDDV s'établissaient à 1,1 milliard de dollars et à 1,2 milliard, respectivement. Les facilités de liquidité et de rehaussement de crédit sont visées par les informations sur les garanties, à la note 14.

Au cours du troisième trimestre de 2008, nous avons vendu 465 millions de dollars de titres à enchères à la juste valeur de marché à l'intention d'une EDDV non affiliée et non consolidée, qui comprennent une tranche de 279 millions que nous nous étions engagés à vendre au 30 avril 2008. L'achat des titres à enchères par cette EDDV a été financé par un prêt que nous avons consenti, et le prêt est garanti par les divers actifs de l'EDDV. Nous sommes l'agent revendeur des titres à enchères. Nous détenons des droits variables significatifs dans cette EDDV puisque nous avons accordé des prêts et des garanties à l'égard des titres à enchères à l'intention d'autres établissements de l'EDDV. Cependant, nous ne sommes pas exposés à la majeure partie de la variabilité de l'EDDV; par conséquent, nous ne consolidons pas ses résultats. Au 31 juillet 2008, l'actif total de cette EDDV et notre risque maximal de perte s'établissaient à 3,9 milliards de dollars et à 425 millions, respectivement.

Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement**Titres de fiducie de capital**

Le 28 avril 2008, nous avons émis un montant de 500 millions de dollars de titres de fiducie de capital RBC de série 2008-1 (les titres RBC TruCS de série 2008-1) par l'intermédiaire de notre filiale consolidée Fiducie de capital RBC (Fiducie), une fiducie à capital fixe créée sous le régime des lois de la province d'Ontario.

Le prix de l'émission a été établi à 1 000 \$ par titre RBC TruCS de série 2008-1. L'émission procurera un rendement indiqué de 6,821 %, payable semestriellement au moyen d'un paiement de 34,105 \$ le dernier jour des mois de juin et de décembre de chaque année jusqu'au 30 juin 2018, et, par la suite, de distributions variables au taux des acceptations bancaires de six mois plus 350 points de base. Le produit a été affecté au financement de l'acquisition d'actifs de fiducie par la Fiducie.

Les détenteurs de titres RBC TruCS de série 2008-1 ne disposent pas de droit de conversion ni d'aucun autre droit de rachat. Par conséquent, à la consolidation de la Fiducie, les titres RBC TruCS de série 2008-1 sont classés à titre de part des actionnaires sans contrôle dans les filiales.

Les titres RBC TruCS de série 2008-1 peuvent être rachetés à compter du 30 juin 2013, inclusivement, en totalité (mais non en partie) sans le consentement des détenteurs, sous réserve de l'approbation du BSIF, pour une contrepartie en espèces correspondant i) au prix de rachat anticipé si le rachat se produit avant le 30 juin 2018 ou ii) au prix de rachat si le rachat se

produit le ou après le 30 juin 2018. Le prix de rachat correspond à 1 000 \$ plus la partie impayée de la distribution indiquée sur les titres, le cas échéant. Le prix de rachat anticipé correspond au plus élevé des deux montants suivants : i) le prix de rachat ou ii) le rendement des titres RBC TruCS de série 2008-1 selon le prix des obligations du Canada.

La totalité des titres RBC TruCS de série 2008-1 seront échangés automatiquement, sans le consentement des détenteurs, contre 40 de nos actions privilégiées rachetables à dividende non cumulatif de série AI si l'un des événements suivants se produit : i) un processus visant la liquidation de la Banque Royale est amorcé; ii) le BSIF prend le contrôle de la Banque Royale; iii) le ratio de capital de première catégorie de la Banque Royale est inférieur à 5 % ou le ratio de capital total est inférieur à 8 %; iv) le BSIF nous a demandé d'augmenter nos capitaux propres ou de fournir des liquidités supplémentaires et nous optons pour un tel échange automatique ou nous ne parvenons pas à satisfaire à la demande du BSIF.

Les titres RBC TruCS de série 2008-1 ne constituent pas des obligations de la Banque Royale, de la Fiducie, ni d'un de leurs agents ou affiliés respectifs, ni des participations dans ceux-ci, et ils ne sont ni garantis ni assurés par ceux-ci. Les titres RBC TruCS de série 2008-1 ne sont ni assurés ni garantis par la société d'assurance-dépôts du Canada ni par quelque autre organisme gouvernemental ou intermédiaire du gouvernement.

Note 10 : Opérations importantes portant sur les capitaux propres et le financement (suite)**Déventures subordonnées**

Le 6 juin 2008, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de déventures subordonnées (les billets) en vertu de notre programme canadien de billets à moyen terme. Les billets portent intérêt au taux fixe de 5 % par année, payable semestriellement jusqu'au 6 juin 2013 et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de trois mois plus 2,15 %, payable trimestriellement, et ce, jusqu'à l'échéance le 6 juin 2018.

Les billets peuvent être rachetés en totalité en tout temps, et en partie à l'occasion, sous réserve de l'approbation du BSIF, avec un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours à l'intention des détenteurs inscrits. Si les billets sont rachetés avant le 6 juin 2013, le prix de rachat correspondra au plus élevé du prix des obligations du Canada et de la valeur nominale. Le prix des obligations du Canada correspond au prix que procurerait un rendement de la date de rachat au 6 juin 2013 équivalant à 0,44 % plus le rendement qu'une obligation du gouvernement du Canada non remboursable offrirait de la date de rachat au 6 juin 2013. Si les billets sont rachetés le ou après le 6 juin 2013, ils seront rachetés à la valeur nominale.

Le 11 mars 2008, nous avons émis un montant de 1 milliard de dollars de déventures subordonnées (les billets) en vertu de notre programme canadien de billets à moyen terme. Les billets portent intérêt au taux fixe de 4,84 % par année, payable semestriellement jusqu'au 11 mars 2013 et, par la suite, au taux des acceptations bancaires de trois mois plus 2,00 %, payable trimestriellement, et ce, jusqu'à l'échéance le 11 mars 2018. Le produit a été utilisé à des fins bancaires générales.

Les billets peuvent être rachetés en totalité en tout temps, et en partie à l'occasion, sous réserve de l'approbation du BSIF, avec un préavis d'au moins 30 jours et d'au plus 60 jours à l'intention des détenteurs inscrits. Si les billets sont rachetés avant le 11 mars 2013, le prix de rachat correspondra au plus élevé du prix des obligations du Canada et de la valeur nominale. Le prix des obligations du Canada correspond au prix que procurerait un rendement de la date de rachat au 11 mars 2013 équivalant à 0,425 % plus le rendement qu'une obligation du gouvernement du Canada non remboursable offrirait de la date de rachat au 11 mars 2013. Si les billets sont rachetés le ou après le 11 mars 2013, ils seront rachetés à la valeur nominale.

Autres opérations importantes portant sur les capitaux propres

Le 27 juin 2008, nous avons émis 4,7 millions d'actions ordinaires d'un montant de 232 millions de dollars au titre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition de FBW. Se reporter à la note 7.

Le 16 juin 2008, nous avons émis 18,2 millions d'actions ordinaires d'un montant de 899 millions de dollars au titre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition de RBTT. Se reporter à la note 7.

Le 1^{er} mai 2008, nous avons émis 20,2 millions d'actions ordinaires d'un montant de 972 millions de dollars et 6,75 millions d'actions de RBC PH&N Holdings Inc. d'un montant de 324 millions de dollars, qui, après trois ans, seront échangeables contre des actions ordinaires de RBC, au titre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition de PH&N. Se reporter à la note 7.

Le 29 avril 2008, nous avons émis un montant de 212,5 millions de dollars d'actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de série AH à 25 \$ l'action. Les détenteurs ont le droit de recevoir des dividendes préférentiels non cumulatifs trimestriels d'un montant de 0,353125 \$ par action pour un rendement de 5,65 % annuellement. Sous réserve de l'approbation des organismes de réglementation, nous pouvons racheter ces actions en totalité ou en partie, selon une prime décroissante, le ou après le 24 mai 2013.

Le 22 février 2008, nous avons émis 16,4 millions d'actions ordinaires d'un montant de 830 millions de dollars au titre de la contrepartie payée aux fins de l'acquisition d'ANB. Se reporter à la note 7.

Le 22 janvier 2008, nous avons racheté la totalité des déventures subordonnées à 6,10 % échéant le 22 janvier 2013 en circulation, pour le montant total du capital plus les intérêts courus à la date du rachat.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, nous avons renouvelé notre offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un an en vue de racheter, aux fins d'annulation, jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Au cours du trimestre, nous n'avons pas racheté d'actions ordinaires aux fins d'annulation. Depuis la date de renouvellement, nous avons racheté 1,1 million d'actions ordinaires à un coût moyen de 49,50 \$ l'action.

Note 11 : Revenus liés aux activités de négociation et certains instruments financiers autres que détenus à des fins de transaction**Instruments financiers détenus à des fins de transaction**

Le total des revenus liés aux activités de négociation comprend le revenu net d'intérêt lié aux activités de négociation et les revenus liés aux activités de négociation qui sont comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt. Le revenu net d'intérêt est tiré des intérêts et des dividendes liés à l'actif et au passif des activités de négociation, ainsi que de l'amortissement des primes et des escomptes découlant des titres acquis ou émis.

Les revenus autres que d'intérêt comprennent un montant de 69 millions de dollars reflétant l'augmentation de la juste valeur de nos actifs financiers nets classés comme détenus à des fins de transaction pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008 (une diminution de 319 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008; une augmentation de 649 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007).

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Revenu net d'intérêt (charge) ⁽¹⁾	226 \$	242 \$	(31)\$	530 \$	(213)\$
Revenus autres que d'intérêt (charges)	148	(273)	546	241	1 924
Total	374 \$	(31)\$	515 \$	771 \$	1 711 \$

(1) Le revenu net d'intérêt pour le trimestre terminé le 30 avril 2008 a été révisé pour tenir compte du reclassement de certains revenus de négociation, auparavant inscrits dans le revenu net d'intérêt, dans les revenus autres que d'intérêt – autres.

Instruments désignés comme détenus à des fins de transaction

Au cours du trimestre, les gains nets ou les pertes nettes représentant la variation nette de la juste valeur d'actifs financiers et de passifs financiers désignés comme détenus à des fins de transaction ont augmenté de 145 millions de dollars (augmentation de 37 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008; diminution de 296 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007).

Instruments financiers évalués au coût après amortissement

Les éléments suivants ont été comptabilisés dans les revenus autres que d'intérêt au cours du trimestre terminé le 31 juillet 2008 :

- des honoraires nets de 811 millions de dollars, qui ne font pas partie intégrante du taux d'intérêt effectif au titre d'actifs et de passifs financiers autres que détenus à des fins de transaction (744 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008);
- des honoraires nets de 1 436 millions de dollars provenant des activités de fiducie (1 247 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008);
- des gains nets et des pertes nettes négligeables découlant d'instruments financiers évalués au coût après amortissement (des gains et des pertes négligeables pour le trimestre terminé le 30 avril 2008).

Note 12 : Impôts sur les bénéfices – autres éléments du résultat étendu

La charge ou l'économie d'impôts relative à chaque composante des autres éléments du résultat étendu est présentée dans le tableau suivant.

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
(Pertes nettes) gains nets non réalisés sur les titres disponibles à la vente	(132)\$	(130)\$	(83)\$	(253)\$	(62)\$
Reclassement aux résultats des pertes (gains) sur les titres disponibles à la vente	49	16	5	71	10
(Pertes nettes) gains nets de change liés aux activités de couverture	(117)	(51)	225	(503)	210
(Pertes nettes) gains nets sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	(6)	(69)	77	(231)	101
Reclassement aux résultats des pertes (gains) sur les dérivés désignés comme des couvertures de flux de trésorerie	13	(9)	4	5	15
Total de la charge (l'économie) d'impôts	(193)\$	(243)\$	228 \$	(911)\$	274 \$

Note 13 : Bénéfice par action

	Pour le trimestre terminé le			Pour la période de neuf mois terminée le	
	31 juillet 2008	30 avril 2008	31 juillet 2007	31 juillet 2008	31 juillet 2007
Bénéfice de base par action					
Bénéfice net	1 262 \$	928 \$	1 395 \$	3 435 \$	4 168 \$
Dividendes sur actions privilégiées	(27)	(23)	(26)	(74)	(64)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 235 \$	905 \$	1 369 \$	3 361 \$	4 104 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 323 293	1 287 245	1 272 913	1 294 946	1 273 246
Bénéfice de base par action	0,93 \$	0,70 \$	1,07 \$	2,60 \$	3,22 \$
Bénéfice dilué par action					
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	1 235 \$	905 \$	1 369 \$	3 361 \$	4 104 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires (en milliers)	1 323 293	1 287 245	1 272 913	1 294 946	1 273 246
Options sur actions (1)	8 076	8 744	12 808	8 995	13 693
Actions pouvant être émises en vertu d'autres régimes de rémunération à base d'actions	2 120	2 080	2 506	2 180	3 008
Actions échangeables (2)	6 750	–	–	2 266	–
Nombre moyen d'actions ordinaires dilué (en milliers)	1 340 239	1 298 069	1 288 227	1 308 387	1 289 947
Bénéfice dilué par action	0,92 \$	0,70 \$	1,06 \$	2,57 \$	3,18 \$

- (1) L'incidence de la dilution liée aux options sur actions a été établie au moyen de la méthode du rachat d'actions. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 3 750 120 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,91 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 3 796 476 options en cours ayant un prix de levée moyen de 53,96 \$ pour le trimestre terminé le 30 avril 2008; un nombre moyen de 41 124 options en cours ayant un prix de levée moyen de 57,90 \$ pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007). Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, le calcul du bénéfice dilué par action excluait un nombre moyen de 3 501 713 options en cours ayant un prix de levée moyen de 54,03 \$, car le prix de levée de ces options excédait le cours moyen du marché de nos actions ordinaires (un nombre moyen de 21 089 options en cours ayant un prix de levée de 57,90 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007).

- (2) Les actions échangeables ont été émises dans le cadre de l'acquisition de PH&N. Se reporter à la note 7.

Note 14 : Garanties et éventualités**Garanties**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons de nombreuses ententes qui peuvent comporter des éléments répondant à la définition de « garantie » aux termes de la note d'orientation concernant la comptabilité n° 14 de l'ICCA, intitulée *Informations à fournir sur les garanties*. Le montant maximal potentiel des paiements futurs représente le risque maximal de perte en cas de défaut complet des parties aux garanties, compte non tenu

des recouvrements possibles qui pourraient être effectués en vertu de dispositions de recours ou de polices d'assurance, ou en raison de biens détenus ou affectés en garantie.

Le tableau qui suit résume les garanties importantes que nous avons accordées à des tiers.

	Au			
	31 juillet 2008		31 octobre 2007	
	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable	Montant maximal potentiel des paiements futurs	Valeur comptable
Dérivés de crédit et options vendues (1), (2)	62 629 \$	3 805 \$	70 242 \$	2 657 \$
Facilités de garantie de liquidités (3)	38 091	44	43 066	41
Produits à valeur stable (2), (4)	20 930	–	17 369	–
Lettres de crédit de soutien financier et garanties de bonne fin (5)	19 973	72	16 661	57
Rehaussements de crédit	4 810	22	4 814	30
Prêts hypothécaires vendus avec garantie	238	–	230	–

- (1) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Dérivés de nos bilans consolidés.

- (2) Le montant théorique d'un contrat correspond approximativement au montant maximal potentiel des paiements futurs. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 8,1 milliards de dollars (7,0 milliards au 31 octobre 2007) au titre des polices d'assurance vie détenues par des banques et un montant de 12,9 milliards (10,4 milliards au 31 octobre 2007) au titre de régimes de retraite aux termes de l'*Employee Retirement Income Security Act of 1974 (ERISA)* des États-Unis, tels que les régimes 401(k).

- (3) Certains conduits multicédants administrés par RBC qui offrent des programmes de papier commercial adossé à des actifs ont prélevé des montants en vertu de certaines de nos facilités de garantie de liquidités. Au 31 juillet 2008, ces prêts totalisaient 1 616 millions de dollars US (1 655 millions de dollars CA) avant la provision pour pertes sur prêts de 35 millions de dollars US (36 millions de dollars CA) et étaient inclus dans le poste Prêts de gros – Prêts aux entreprises de nos bilans consolidés.

- (4) Au cours du trimestre, nous avons comptabilisé une provision d'environ 8 millions de dollars au titre des contrats à valeur stable visant des polices d'assurance vie détenues par une banque. La provision reflète la valeur des actifs dans les portefeuilles de placements sous-jacents liés aux polices ainsi que notre estimation de la probabilité que les titulaires de polices résilient leurs polices.

- (5) La valeur comptable est comprise dans le poste Autres – Autres passifs de nos bilans consolidés. Le montant maximal potentiel des paiements futurs comprend un montant de 1,2 milliard de dollars liés aux programmes d'obligations encaissables par anticipation, qui correspond au montant théorique le plus élevé au titre des lettres de crédit et des facilités de liquidités.

Note 14 : Garanties et éventualités (suite)

Outre les garanties ci-dessus, la presque totalité de nos activités de prêt de titres pour lesquelles nous agissons à titre d'agent pour les porteurs de titres sont exercées par l'intermédiaire de notre coentreprise, RBC Dexia Investor Services (RBC Dexia IS). Au 31 juillet 2008, les engagements d'indemnisation liés aux prêts de titres de RBC Dexia IS totalisaient 57 230 millions de dollars (63 462 millions au 31 octobre 2007). De ce montant, une tranche de 50 % représente notre risque de perte.

Veillez vous reporter à la note 27 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007 pour de plus amples renseignements relatifs aux garanties susmentionnées et pour une description de nos obligations relatives à certaines ententes d'indemnisation.

Restructuration de certains conduits de papier commercial adossé à des actifs (PCAA) non commandité par des banques

Au mois d'août 2007, certains conduits de PCAA non commandité par des banques au Canada se sont heurtés à divers problèmes de liquidités. En raison de ces problèmes, les conduits ont finalement consenti à un moratoire et entamé des discussions en vue de trouver une solution à plus long terme. À la suite de négociations entre diverses parties, un plan de restructuration des conduits de PCAA a été déposé en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* et a été examiné par la Cour supérieure de l'Ontario (Cour supérieure). Ce plan de restructuration prévoit notamment une facilité de financement sur marge offerte par un groupe de contreparties de dérivés, de banques et autres. RBC a participé activement aux discussions qui ont mené au plan de restructuration et a annoncé son appui à la facilité de financement sur marge, sous réserve de l'approbation du plan de restructuration par la Cour supérieure et du respect

de certaines autres conditions. Lorsque le plan de restructuration sera approuvé et que les conditions auront été remplies, nous prévoyons comptabiliser la facilité de financement sur marge à titre d'engagement de prêt.

Le 5 juin 2008, la Cour supérieure a approuvé le plan de restructuration des conduits de PCAA, mais la décision a été portée en appel devant la Cour d'appel de l'Ontario. Le 18 août 2008, la Cour d'appel de l'Ontario a maintenu à l'unanimité la décision de la Cour supérieure. Sous réserve du règlement de tout autre appel éventuel, cette opération devrait se conclure d'ici la fin de septembre 2008.

Actifs donnés en garantie

Dans le cours normal de nos activités, nous donnons des actifs en garantie conformément à des modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt, d'emprunt et de négociation comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples des modalités générales liées aux actifs donnés en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle l'actif est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Les valeurs comptables des actifs donnés en garantie de passifs sont présentées dans les tableaux ci-dessous :

	Au	
	31 juillet 2008	31 octobre 2007
Encaisse et montants à recevoir de banques	1 128 \$	305 \$
Dépôts productifs d'intérêts à des banques	3 419	3 443
Prêts	7 200	1 733
Valeurs mobilières	43 138	51 695
Biens achetés en vertu de conventions de revente	31 689	39 670
Autres actifs	224	1 052
	86 798 \$	97 898 \$

	Au	
	31 juillet 2008	31 octobre 2007
Actifs donnés en garantie aux contreparties suivantes :		
Gouvernements étrangers et banques centrales	1 887 \$	1 981 \$
Systèmes de compensation, systèmes de paiement et dépositaires	1 576	1 772
Actifs donnés en garantie pour les opérations suivantes :		
Emprunts et prêts de titres	21 700	34 801
Engagements afférents à des titres vendus en vertu de conventions de rachat	44 955	48 479
Opérations sur produits dérivés	7 589	7 474
Obligations couvertes	5 153	—
Autres	3 938	3 391
	86 798 \$	97 898 \$

Note 14 : Garanties et éventualités (suite)**Biens affectés en garantie**

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des conventions accessoires assorties de modalités qui sont habituelles pour nos activités régulières de prêt et d'emprunt comptabilisées dans nos bilans consolidés. Voici des exemples de modalités générales liées aux biens affectés en garantie que nous pouvons vendre, donner en garantie ou affecter de nouveau en garantie :

- Les risques et les avantages liés aux actifs donnés en garantie reviennent à l'emprunteur.
- Les actifs donnés en garantie sont réattribués à l'emprunteur lorsque les modalités obligatoires ont été respectées.
- Le droit du créancier de revendre les actifs ou de les affecter de nouveau en garantie dépend de l'entente particulière en vertu de laquelle le bien est donné en garantie.
- S'il n'y a eu aucun manquement, le créancier doit redonner un actif comparable à l'emprunteur lorsque les obligations ont été respectées.

Au 31 juillet 2008, la valeur de marché approximative des biens en garantie que nous pouvons vendre ou affecter de nouveau en garantie se chiffrait à 111,4 milliards de dollars (122,4 milliards au 31 octobre 2007). Ces biens affectés en garantie ont été obtenus en vertu de conventions de revente, d'emprunts de titres et d'opérations sur produits dérivés. De ce montant, une tranche de 50,5 milliards de dollars a été vendue ou affectée de nouveau en garantie, généralement à titre de bien affecté en garantie relatif aux conventions de rachat ou pour couvrir des ventes à découvert (56,5 milliards au 31 octobre 2007).

Litiges*Litige lié à Enron Corp. (Enron)*

Une catégorie d'acquéreurs présumés de titres de participation et d'emprunt d'Enron émis dans le public entre le 9 janvier 1999 et le 27 novembre 2001 ont nommé la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées à titre de défenderesses dans le cadre d'une poursuite intitulée *Regents of the University of California v. Royal Bank of Canada* devant le tribunal de district des États-Unis, district sud du Texas (division de Houston). L'affaire *Regents* a fait l'objet d'un regroupement avec la poursuite principale intitulée *Newby v. Enron Corp.*, qui constitue le principal recours collectif d'actionnaires présumés d'Enron englobant des poursuites semblables intentées contre bon nombre d'autres institutions financières, de cabinets d'avocats, de cabinets d'experts-comptables et de certains anciens dirigeants et administrateurs d'Enron.

Au cours du quatrième trimestre de 2005, RBC a constitué une provision au titre du litige de 591 millions de dollars (500 millions de dollars US) ou 326 millions après impôts (276 millions de dollars US) en ce qui a trait au risque lié au litige relatif à Enron auquel elle est exposée. Nous

surveillons le déroulement de toutes les poursuites en cours sur une base continue. Des faits nouveaux, notamment des décisions de la Cour suprême des États-Unis, la nouvelle demande présentée par les demandeurs de la poursuite *Newby* sur le fondement de leur poursuite et la réplique présentée par les défendeurs à la suite de cette nouvelle demande, nous ont amenés à réévaluer la fourchette probable des pertes éventuelles. RBC est d'avis que ces faits nouveaux raffermissent de façon importante notre position de défendeur à l'égard du litige relatif à Enron en cours, et bien qu'il reste un large éventail d'issues possibles, nous croyons que la tranche supérieure de la fourchette de pertes éventuelles a diminué considérablement. La direction continue d'évaluer l'incidence de ces faits nouveaux de façon à ajuster son évaluation de la perte potentielle liée à l'affaire *Regents* et, le cas échéant, de la provision connexe.

En outre, la Banque Royale du Canada et certaines entités apparentées ont été nommées à titre de défenderesses dans le cadre de plusieurs autres poursuites liées à Enron qui ont été intentées devant divers tribunaux des États-Unis et dans le cadre desquelles des réclamations similaires ont été faites par des acquéreurs de titres d'Enron. La Banque Royale du Canada est aussi défenderesse mise en cause dans le cadre d'une poursuite intentée par le cabinet d'experts-comptables d'Enron, *Arthur Andersen LLP*, qui a fait des réclamations à de nombreuses tierces parties mises en cause afin d'obtenir un recours contre elles dans le cas où la responsabilité d'*Arthur Andersen LLP* à l'égard des demanderesse serait établie dans le cadre de cette poursuite. À la suite de deux règlements récents, plusieurs de ces réclamations liées à Enron, y compris celles où RBC était la défenderesse mise en cause potentielle, se sont conclues par le paiement d'un montant minimal par RBC.

Nous continuerons de nous défendre vigoureusement dans le cadre de toute poursuite liée à Enron qui n'est pas encore réglée et nous exercerons notre meilleur jugement afin de les régler.

Autres

Nous sommes actuellement en pourparlers avec les autorités de réglementation aux États-Unis afin d'essayer de parer au manque de liquidité lié aux titres à enchères détenus par certains de nos clients des services de détail, et d'élaborer et de mettre en œuvre un programme visant à assurer ou à améliorer la liquidité de ces titres. Étant donné que les pourparlers en sont à l'étape préliminaire, nous ne sommes pas encore en mesure d'estimer l'incidence de toute perte éventuelle qui pourrait découler d'un tel programme.

Nous faisons l'objet de diverses autres poursuites judiciaires qui contestent le bien-fondé de certaines de nos pratiques ou mesures. Nous jugeons que le montant global du passif éventuel lié à ces autres poursuites ne sera pas important eu égard à notre situation financière et à nos résultats d'exploitation.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation**Bénéfice trimestriel**

	Services bancaires canadiens			Gestion de patrimoine			Assurances		
	T3/08	T2/08	T3/07	T3/08	T2/08	T3/07	T3/08	T2/08	T3/07
Revenu net d'intérêt	1 694 \$	1 636 \$	1 605 \$	110 \$	113 \$	106 \$	– \$	– \$	– \$
Revenus autres que d'intérêt	749	650	712	909	877	900	858	801	590
Total des revenus	2 443	2 286	2 317	1 019	990	1 006	858	801	590
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	204	224	190	1	–	–	–	–	–
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	–	–	553	548	343
Frais autres que d'intérêt	1 186	1 156	1 219	758	732	747	145	142	137
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 053	906	908	260	258	259	160	111	110
Charge (économie) d'impôts	344	302	312	74	76	82	23	7	7
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	–	–	–
Bénéfice net (perte nette)	709 \$	604 \$	596 \$	186 \$	182 \$	177 \$	137 \$	104 \$	103 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	7	7	8	4	2	3	1	1	2
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	702 \$	597 \$	588 \$	182 \$	180 \$	174 \$	136 \$	103 \$	101 \$
Total de l'actif moyen (1)	234 700 \$	228 300 \$	209 300 \$	17 200 \$	18 200 \$	15 700 \$	12 600 \$	12 700 \$	12 400 \$

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Bénéfice trimestriel**

	Services bancaires internationaux			Marchés des Capitaux (2)			Services de soutien généraux		
	T3/08	T2/08	T3/07	T3/08	T2/08	T3/07	T3/08	T2/08	T3/07
Revenu net d'intérêt	347 \$	298 \$	263 \$	452 \$	421 \$	175 \$	(302)\$	(259)\$	(184)\$
Revenus autres que d'intérêt	233	266	259	681	59	983	181	92	71
Total des revenus	580	564	522	1 133	480	1 158	(121)	(167)	(113)
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	137	91	17	20	58	(7)	(28)	(24)	(22)
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Frais autres que d'intérêt	485	428	389	717	546	693	(19)	(34)	(20)
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	(42)	45	116	396	(124)	472	(74)	(109)	(71)
Charge (économie) d'impôts	(29)	5	27	103	(123)	79	(73)	(111)	(158)
Part des actionnaires sans contrôle	3	2	2	24	(14)	33	22	15	15
Bénéfice net (perte nette)	(16)\$	38 \$	87 \$	269 \$	13 \$	360 \$	(23)\$	(13)\$	72 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	6	5	4	6	5	6	3	3	3
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	(22)\$	33 \$	83 \$	263 \$	8 \$	354 \$	(26)\$	(16)\$	69 \$
Total de l'actif moyen (1)	52 600 \$	47 200 \$	41 100 \$	327 900 \$	351 400 \$	317 300 \$	(2 100)\$	(3 000)\$	(7 000)\$

Bénéfice trimestriel

	Total		
	T3/08	T2/08	T3/07
Revenu net d'intérêt	2 301 \$	2 209 \$	1 965 \$
Revenus autres que d'intérêt	3 611	2 745	3 515
Total des revenus	5 912	4 954	5 480
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	334	349	178
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	553	548	343
Frais autres que d'intérêt	3 272	2 970	3 165
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	1 753	1 087	1 794
Charge (économie) d'impôts	442	156	349
Part des actionnaires sans contrôle	49	3	50
Bénéfice net (perte nette)	1 262 \$	928 \$	1 395 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	27	23	26
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 235 \$	905 \$	1 369 \$
Total de l'actif moyen (1)	642 900 \$	654 800 \$	588 800 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et le montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. L'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est chiffré à 86 millions de dollars (90 millions pour le trimestre terminé le 30 avril 2008; 79 millions pour le trimestre terminé le 31 juillet 2007).

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Bénéfice pour la période de neuf mois**

	Services bancaires canadiens		Gestion de patrimoine		Assurances		Services bancaires internationaux	
	T3/08	T3/07	T3/08	T3/07	T3/08	T3/07	T3/08	T3/07
Revenu net d'intérêt	5 017 \$	4 711 \$	335 \$	318 \$	– \$	– \$	893 \$	792 \$
Revenus autres que d'intérêt	2 120	2 052	2 627	2 688	2 499	2 305	736	668
Total des revenus	7 137	6 763	2 962	3 006	2 499	2 305	1 629	1 460
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	642	576	1	–	–	–	299	37
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 717	1 536	–	–
Frais autres que d'intérêt	3 538	3 526	2 178	2 171	422	400	1 291	1 118
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	2 957	2 661	783	835	360	369	39	305
Charge (économie) d'impôts	971	913	234	253	30	29	(21)	77
Part des actionnaires sans contrôle	–	–	–	–	–	–	7	7
Bénéfice net (perte nette)	1 986 \$	1 748 \$	549 \$	582 \$	330 \$	340 \$	53 \$	221 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	21	21	8	7	3	4	14	10
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	1 965 \$	1 727 \$	541 \$	575 \$	327 \$	336 \$	39 \$	211 \$
Total de l'actif moyen (1)	229 300 \$	204 300 \$	17 100 \$	16 300 \$	12 600 \$	12 700 \$	46 700 \$	39 900 \$

Bénéfice pour la période de neuf mois

	Marchés des Capitaux (2)		Services de soutien généraux		Total	
	T3/08	T3/07	T3/08	T3/07	T3/08	T3/07
Revenu net d'intérêt	1 191 \$	400 \$	(785)\$	(517)\$	6 651 \$	5 704 \$
Revenus autres que d'intérêt	1 554	3 170	326	260	9 862	11 143
Total des revenus	2 745	3 570	(459)	(257)	16 513	16 847
Dotation à la (reprise sur) provision pour pertes sur créances	106	(20)	(72)	(65)	976	528
Indemnités, sinistres et coûts d'acquisition liés aux polices d'assurance	–	–	–	–	1 717	1 536
Frais autres que d'intérêt	1 997	2 185	(64)	(20)	9 362	9 380
Bénéfice net (perte nette) avant charge d'impôts	642	1 405	(323)	(172)	4 458	5 403
Charge (économie) d'impôts	33	252	(306)	(387)	941	1 137
Part des actionnaires sans contrôle	23	47	52	44	82	98
Bénéfice net (perte nette)	586 \$	1 106 \$	(69)\$	171 \$	3 435 \$	4 168 \$
Moins : dividendes sur actions privilégiées	16	15	12	7	74	64
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires ordinaires	570 \$	1 091 \$	(81)\$	164 \$	3 361 \$	4 104 \$
Total de l'actif moyen (1)	339 400 \$	308 400 \$	(3 900)\$	(6 200)\$	641 200 \$	575 400 \$

(1) Calculé à l'aide de méthodes visant à estimer les soldes quotidiens moyens pour la période.

(2) Les résultats du secteur Marchés des Capitaux sont majorés au montant imposable équivalent. Les ajustements au montant imposable équivalent majorent le revenu net d'intérêt provenant de certaines sources présentant des avantages fiscaux (dividendes imposables de sociétés canadiennes) au montant imposable équivalent, et le montant compensatoire correspondant est constaté dans la charge d'impôts. L'élimination des montants majorés au montant imposable équivalent est présentée dans le secteur Services de soutien généraux. Pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2008, l'ajustement au montant imposable équivalent s'est chiffré à 308 millions de dollars (215 millions pour la période de neuf mois terminée le 31 juillet 2007).

Nouveaux secteurs d'exploitation à compter du troisième trimestre de 2008

Comme il a été annoncé le 11 avril 2008 et avec prise d'effet le 1^{er} mai 2008, nous avons créé le secteur Assurances, dont les activités étaient auparavant comprises dans le secteur des Services bancaires canadiens. Ce nouveau secteur fournit une gamme étendue de produits et services d'assurance crédit, d'assurance vie, d'assurance maladie, d'assurance voyage, d'assurance habitation et d'assurance automobile

aux particuliers et aux entreprises au Canada et aux États-Unis, ainsi que des produits et services de réassurance aux clients partout dans le monde. Dans le cadre de ce réalignement, nous avons également changé le nom du secteur Services bancaires américains et internationaux pour celui de Services bancaires internationaux. Les résultats correspondants des périodes précédentes ont été retraités afin qu'ils soient conformes à notre nouveau mode de présentation des secteurs.

Note 15 : Résultats par secteur d'exploitation (suite)**Cadre d'information de gestion**

Notre cadre d'information de gestion est conçu de façon à nous permettre de mesurer le rendement de chaque secteur d'exploitation comme si ce dernier constituait une entité autonome et de refléter la manière dont nos secteurs d'exploitation sont gérés. Cette approche vise à garantir que les résultats de nos secteurs d'exploitation reflètent toutes les données pertinentes quant aux revenus et aux charges liés à la conduite des affaires de ces secteurs et elle reflète la perception qu'a la direction de ces résultats. Ces éléments n'ont aucune incidence sur nos résultats consolidés. Veuillez vous reporter à la note 30 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007 pour obtenir de plus amples renseignements sur la répartition des charges entre les secteurs d'exploitation.

La direction revoit périodiquement les hypothèses et méthodes que nous utilisons dans le cadre d'information de gestion afin d'assurer leur validité. Les méthodes d'attribution du capital comportent la formulation d'un certain nombre d'hypothèses et d'estimations qui sont révisées périodiquement.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers

En raison des instruments financiers que nous détenons, nous sommes exposés au risque de crédit, au risque de marché et au risque d'illiquidité et de financement. L'analyse qui suit donne une description de ces risques et explique comment nous gérons notre exposition à ceux-ci.

Risque de crédit

Le risque de crédit correspond au risque de perte causée par l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Il peut découler directement de réclamations contre un débiteur ou obligé, un émetteur de valeurs mobilières ou un détenteur de police en raison de primes non réglées, ou il peut découler indirectement de réclamations contre le garant d'une obligation de crédit ou contre un réassureur dans le cas du risque lié à une assurance cédée.

Mesure du risque

Les risques de crédit auxquels nous sommes exposés touchent nos portefeuilles de prêts de gros et de prêts de détail, et nous avons recours à divers processus d'évaluation des risques pour chaque portefeuille. Les systèmes d'établissement de cotes de crédit ont été élaborés afin d'évaluer et de quantifier les risques liés aux activités de prêt d'une manière précise et uniforme. Nous utilisons un système bidimensionnel en ce qui concerne les risques liés aux prêts de gros et de détail.

En ce qui concerne les prêts de gros, le système d'établissement de cotes de crédit sert à évaluer et à cerner les risques liés à nos activités de prêt d'une manière précise et uniforme, selon deux dimensions : la cote d'évaluation du risque lié à l'emprunteur (CERE), qui reflète notre évaluation de la qualité du crédit du débiteur, et la perte en cas de défaillance, qui représente la portion du risque de perte auquel nous sommes exposés en cas de défaillance par un débiteur.

L'évaluation du crédit par cote constitue le principal système d'établissement de notation utilisé pour évaluer les risques liés au débiteur et à la transaction dans le cas des prêts de détail. Nous gérons les risques liés aux portefeuilles de prêts de détail collectivement, et chaque bloc regroupe

Au cours du troisième trimestre de 2008, certains montants au titre des revenus tirés des activités de négociation du secteur Marchés des Capitaux qui avaient été comptabilisés sous le poste Revenu net d'intérêt – Intérêts créditeurs au quatrième trimestre de 2007 et aux premier et deuxième trimestres de 2008 ont été reclassés au poste Revenus autres que d'intérêt – Autres; les résultats du troisième trimestre de 2007 n'ont pas été touchés. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le total des revenus.

Au cours du deuxième trimestre de 2008, nous avons transféré aux Services de soutien généraux la supervision des activités de gestion du portefeuille américain de prêts à risque et de titres garantis par des créances disponibles à la vente du secteur Gestion de patrimoine, car les Services de soutien généraux possèdent une plus grande expertise en matière de gestion de ces types de placements. Les résultats correspondants des périodes précédentes n'ont pas été révisés pour refléter ce changement de gestion, en raison de son incidence négligeable sur les périodes correspondantes.

les risques possédant des caractéristiques homogènes. L'exposition au risque de crédit de chaque bloc est évaluée selon deux dimensions : la probabilité de défaillance, qui constitue une estimation de la probabilité qu'un cas de défaillance par un débiteur auquel une CERE a été attribuée se produise sur un horizon de un an, et la perte en cas de défaillance.

Le risque de crédit brut auquel nous sommes exposés est classé dans les risques liés aux prêts et autres risques ainsi que dans les risques liés aux activités de négociation. Les risques liés aux prêts et autres risques de crédit auxquels nous sommes exposés sont liés aux prêts en cours et aux acceptations, aux engagements inutilisés ainsi qu'aux autres risques auxquels nous sommes exposés, y compris ceux liés aux passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, et les titres de créance disponibles à la vente. En ce qui concerne les engagements inutilisés et les passifs éventuels, le risque brut auquel nous sommes exposés représente une tranche estimative du montant contractuel susceptible d'être utilisé advenant un cas de défaillance par un débiteur.

Les risques de crédit liés aux activités de négociation ont trait aux opérations de mise en pension de titres, lesquelles incluent des conventions de rachat et des conventions de revente, ainsi qu'à des emprunts et prêts de titres, et à des dérivés hors cote. En ce qui concerne les conventions de rachat et les conventions de revente, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été vendus ou acquis initialement. En ce qui concerne les emprunts et prêts de titres, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant pour lequel les titres ont été empruntés ou prêtés initialement. Dans le cas des dérivés, le risque brut auquel nous sommes exposés représente le montant de l'équivalent-crédit, lequel correspond à la somme du coût de remplacement et d'une majoration au titre du risque de crédit éventuel, selon la définition qu'en fait le BSIF.

Rendement au chapitre de la qualité du crédit
Veuillez vous reporter à la note 4 pour obtenir de l'information supplémentaire sur le rendement au chapitre de la qualité de nos prêts.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)**Risque de crédit par portefeuille et par secteur**

	Au					
	31 juillet 2008					
	Risques liés aux prêts et autres risques			Risques liés aux activités de négociation		
	Prêts et acceptations			Mise en pension de titres (2)	Dérivés hors cote (3)	Risque total (4)
En cours	Engagements inutilisés	Autres (1)				
Prêts hypothécaires résidentiels (5)	122 197 \$	2 \$	– \$	– \$	– \$	122 199 \$
Prêts aux particuliers	57 419	42 693	73	–	–	100 185
Prêts sur cartes de crédit	8 367	18 602	–	–	–	26 969
Prêts aux petites entreprises (6)	2 686	2 852	48	–	–	5 586
Prêts de détail	190 669 \$	64 149 \$	121 \$	– \$	– \$	254 939 \$
Prêts aux entreprises (7)						
Exploitations agricoles	5 321 \$	400 \$	20 \$	– \$	14 \$	5 755 \$
Industrie automobile	3 877	1 765	123	–	236	6 001
Biens de consommation	6 362	2 038	401	–	331	9 132
Énergie	7 146	8 796	2 496	1	2 072	20 511
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	4 775	4 885	4 208	67 763	8 789	90 420
Industrie forestière	1 188	490	113	8	28	1 827
Produits industriels	4 685	2 197	331	–	150	7 363
Mines et métaux	2 475	940	561	65	561	4 602
Secteur immobilier et secteurs connexes	21 581	3 464	1 312	202	258	26 817
Technologie et médias	2 602	2 834	583	–	625	6 644
Transport et environnement	3 363	1 671	553	–	212	5 799
Autres	23 196	6 288	9 369	2 895	9 440	51 188
États souverains (8)	2 393	2 274	9 133	1 861	14 761	30 422
Banques (9)	3 156	4 710	42 643	77 937	25 176	153 622
Prêts de gros	92 120 \$	42 752 \$	71 846 \$	150 732 \$	62 653 \$	420 103 \$
Risque total	282 789 \$	106 901 \$	71 967 \$	150 732 \$	62 653 \$	675 042 \$

(1) Comprend les passifs éventuels tels que les lettres de crédit et les garanties, ainsi que les titres de créance disponibles à la vente.

(2) Comprend les conventions de rachat et de vente ainsi que les emprunts et prêts de titres.

(3) Compte tenu des accords généraux de compensation.

(4) Le risque total représente le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance, soit le risque brut prévu advenant un cas de défaillance par un débiteur. Ce montant est présenté compte non tenu de toute provision spécifique et il ne reflète pas l'incidence des mesures d'atténuation du risque de crédit. Les risques liés aux catégories d'actifs « Expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles » et « Autres expositions sur la clientèle de détail » prévues par l'accord de Bâle II sont en grande partie inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers et aux prêts sur cartes de crédit, tandis que les risques liés aux marges de crédit aux fins d'accès à la propriété sont inclus dans les risques liés aux prêts aux particuliers.

(5) Comprend certaines opérations de titrisation synthétique de prêts hypothécaires.

(6) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés collectivement.

(7) Comprend les prêts aux petites entreprises gérés individuellement.

(8) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(9) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

Dérivés de crédit

Les dérivés de crédit sont des contrats hors cote qui transfèrent le risque de crédit lié à un instrument financier sous-jacent d'une contrepartie à une autre. Nous sommes exposés au risque de crédit de contrepartie lorsque nous achetons une protection de crédit ou que la juste valeur d'un produit dérivé est positive. Les dérivés de crédit et les risques de crédit connexes sont assujettis aux mêmes normes d'approbation de crédit, de limites et de surveillance que celles que nous appliquons aux autres opérations qui

entraînent un risque de crédit. Comme pour d'autres types de dérivés, nous avons recours à des garanties et à des accords généraux de compensation afin de gérer le risque de crédit de contrepartie.

Nous achetons et vendons des protections de crédit à des fins de négociation et à des fins autres que de négociation. Nos activités de négociation comprennent la tenue de marché, le positionnement et la gestion du risque de crédit lié à certaines activités de négociation.

Dérivés de crédit émis aux fins de négociation

	Au
	31 juillet 2008
Capital nominal	297 105 \$
Juste valeur (1)	
Positive	9 863
Négative	9 253
Coût de remplacement (2)	3 639

(1) Juste valeur brute avant la compensation.

(2) Coût de remplacement après la compensation mais compte non tenu des garanties.

Nous achetons et vendons également des dérivés de crédit à des fins autres que de négociation pour gérer notre portefeuille de crédit dans son ensemble. Afin d'atténuer la concentration des risques liés à un secteur de l'industrie et les risques liés à une seule entreprise de notre portefeuille de crédit, nous achetons des dérivés de crédit afin de transférer le risque de crédit à des tiers. Nous vendons aussi des dérivés de crédit afin de diversifier notre portefeuille. Le capital nominal des dérivés de crédit utilisés

à des fins autres que de négociation est le montant de référence en fonction duquel les paiements effectués sont calculés. Le capital nominal lui-même ne fait habituellement pas l'objet d'un échange par les contreparties, et il ne reflète pas le risque auquel nous sommes exposés en cas de défaillance. Aucun de ces contrats n'a été conclu avec des assureurs spécialisés ni ne se rapporte à des actifs liés aux marchés américains des prêts à risque.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)**Position sur dérivés de crédit émis à des fins autres que de négociation (capital nominal et juste valeur) (1)**

	Au 31 juillet 2008
Capital nominal	
Prêts aux entreprises	
Industrie automobile	415 \$
Énergie	308
Services financiers autres que ceux fournis par des banques	384
Mines et métaux	527
Secteur immobilier et secteurs connexes	153
Technologie et médias	18
Transport et environnement	238
Autres	471
États souverains (2)	250
Banques (3)	266
Protection achetée, montant net	3 030 \$
Protection à effet de compensation vendue liée à la même entité de référence	20
Protection achetée, montant brut	3 050 \$
Protection vendue, montant net (4)	132 \$
Protection à effet de compensation achetée liée à la même entité de référence	20
Protection vendue, montant brut	152 \$
Protection achetée et vendue, montant brut (capital nominal)	3 202 \$
Juste valeur (5)	
Positive	159 \$
Négative	27

(1) Comprend des swaps sur défaillance.

(2) Par États souverains, on entend toutes les administrations et agences centrales, les banques centrales, ainsi que les autres entités du secteur public admissibles et les banques multilatérales de développement.

(3) S'entend principalement des institutions de dépôt réglementées et des maisons de courtage.

(4) La protection vendue au 31 juillet 2008 a trait à la rubrique Autres du poste Prêts aux entreprises.

(5) Juste valeur brute avant la compensation.

Objectifs, politiques et processus

Nos principes de gestion du risque de crédit se fondent sur nos principes généraux de gestion des risques. Les comités suivants participent au processus de gestion des risques de crédit : le Conseil d'administration, le Comité des politiques en matière de risque et de révision, le Comité de la politique de prêt, le Comité d'examen de la politique et le Comité de surveillance des montages financiers. Ensemble, ces comités approuvent les plafonds de risque de crédit, s'assurent que la direction a mis en œuvre les cadres, les politiques, les processus et les procédures nécessaires à la gestion du risque de crédit et que les politiques générales de gestion du risque de crédit sont observées en ce qui a trait aux secteurs d'exploitation et aux politiques de transactions.

Nos politiques de gestion du risque à l'échelle de l'entreprise établissent les exigences minimales aux fins de la gestion du risque de crédit, compte tenu de divers contextes de gestion des transactions et des portefeuilles. Ces politiques se divisent en six catégories :

- L'évaluation du risque de crédit englobe les politiques liées à l'analyse du risque de crédit, la notation des risques, l'évaluation du crédit par cote et les risques de crédit commercial.
- L'atténuation du risque de crédit touche notamment les montages financiers, les biens donnés en garantie et les cautionnements.
- L'approbation du risque de crédit vise notamment les plafonds de risque de crédit et les dérogations à ces plafonds.
- La documentation du risque de crédit touche le processus de documentation et d'administration.
- L'examen du risque de crédit et la détérioration de ce risque visent notamment le processus de suivi et d'examen.
- La gestion des portefeuilles de crédit englobe la gestion des portefeuilles et la quantification des risques.

Nos politiques, processus et méthodes en matière de gestion du risque de crédit n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2007.

Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations des facteurs de marché tels que les taux d'intérêt et de change, le cours des actions et des

marchandises ou les écarts de taux entraînent des pertes. Nos activités de négociation et nos activités de gestion de l'actif et du passif nous exposent à un risque de marché. Le niveau du risque de marché auquel nous sommes exposés varie selon la conjoncture du marché, les mouvements futurs prévus des cours et des rendements et la composition de notre portefeuille de négociation.

Risque de marché lié aux activités de négociation

Nous exerçons des activités de négociation sur le marché hors cote et sur les marchés boursiers en ce qui a trait aux opérations au comptant, aux contrats à terme de gré à gré, aux contrats à terme standardisés et aux options. Nous procédons également à des opérations concernant des produits dérivés structurés. Les risques de marché associés aux activités de négociation découlent des activités de tenue de marché, de positionnement et de vente et d'arbitrage sur les marchés des taux d'intérêt, des devises, des actions, des marchandises et du crédit. Notre groupe des opérations sur titres joue principalement un rôle dans la tenue de marché, l'exécution d'opérations qui répondent aux besoins financiers de nos clients et le transfert des risques de marché à l'ensemble du marché des capitaux. Nous agissons également à titre de contrepartiste et adoptons des positions de risque de marché pour notre propre compte en respectant les limites autorisées établies par le Conseil d'administration. Le portefeuille de négociation, selon la définition du BSIF, se compose de positions de trésorerie et de positions sur dérivés détenues à des fins de revente à court terme, qui visent à profiter à court terme des écarts réels ou prévus entre les cours acheteur et vendeur ou à fixer les profits tirés des activités d'arbitrage.

Le risque de marché lié aux activités de négociation se compose de divers risques associés aux montants en espèces et aux produits dérivés connexes négociés sur les marchés des taux d'intérêt, les marchés du change, les marchés boursiers, les marchés du crédit et les marchés des marchandises. Le risque de marché lié aux activités de négociation comprend :

- Le risque de taux d'intérêt, qui correspond à l'incidence défavorable possible des fluctuations des taux d'intérêt sur nos résultats et sur notre valeur économique.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)

- Le risque de change, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des cours du change et des métaux précieux sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque sur actions, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations du cours de certaines actions ou de l'évolution générale de la valeur du marché boursier sur nos résultats.
- Le risque lié aux cours des marchandises, qui correspond à l'incidence défavorable possible des variations et de la volatilité des marchandises sur nos résultats et sur notre valeur économique.
- Le risque d'écart de taux, qui représente l'incidence défavorable générale que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans les écarts de taux liés aux instruments assujettis au risque de crédit que nous détenons.
- Le risque spécifique de crédit, qui représente l'incidence défavorable possible que pourraient avoir, sur nos résultats et sur notre valeur économique, des changements dans le degré de solvabilité et les défaillances des émetteurs des obligations ou des instruments du marché monétaire que nous détenons, ou des dérivés de crédit sous-jacents.

Mesure du risque

Nous utilisons des outils de mesure tels que la valeur à risque (VAR), l'analyse de sensibilité et l'évaluation des facteurs de stress pour évaluer les tendances globales du risque par rapport au rendement. La VAR est une technique statistique qui sert à évaluer la pire perte prévue au cours de la période, en fonction d'un intervalle de confiance de 99 %. L'étendue de nos activités de négociation vise à diversifier le risque de marché en fonction de toute stratégie donnée et à réduire la volatilité des revenus tirés des

activités de négociation. Nous évaluons la VAR pour chaque catégorie de risque important sur une base distincte. Par ailleurs, nous évaluons et surveillons l'incidence des corrélations entre les fluctuations des taux d'intérêt, des écarts de taux, des taux de change, des cours des actions et des marchandises, et nous mettons en évidence l'avantage tiré de la diversification de notre portefeuille de négociation.

Comme c'est le cas pour toute mesure du risque modélisée, certaines limitations découlent des hypothèses liées à la VAR. La VAR historique se fonde sur l'hypothèse que l'avenir sera semblable au passé. Par conséquent, les scénarios historiques pourraient ne pas refléter le prochain cycle du marché. Qui plus est, le recours à une VAR sur un horizon de 10 jours aux fins de l'évaluation des risques suppose que des positions pourraient être vendues ou couvertes dans les 10 prochains jours, mais cette hypothèse pourrait se révéler peu réaliste si une illiquidité partielle ou complète était observée sur le marché.

En ce qui concerne la plupart de nos positions liées aux activités de négociation sur les marchés des devises, des taux d'intérêt, des actions, des marchandises et du crédit, nous calculons les capitaux au moyen de modèles internes, et les dérivés de crédit structurés, selon l'approche standardisée préconisée par le BSIF. Nous utilisons également cette dernière pour déterminer le risque (spécifique) découlant de changements dans le degré de solvabilité et le risque de défaillance liés à un nombre limité de produits de taux d'intérêt. Notre VAR globale ne tient pas compte de ces produits ni de ces risques.

Le tableau ci-après illustre notre VAR globale par catégorie de risque important liée au total de nos activités de négociation, ainsi que l'effet de diversification, lequel représente l'écart entre la VAR globale et la somme des VAR individuelles par facteur de risque.

VAR globale

	31 juillet 2008				30 avril 2008		31 octobre 2007		31 juillet 2007	
	Pour le trimestre				Pour le trimestre		Pour le trimestre		Pour le trimestre	
	Au 31 juillet	Haut	Moyenne	Bas	Au 30 avril	Moyenne	Au 31 octobre	Moyenne	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	10 \$	18 \$	11 \$	6 \$	18 \$	14 \$	8 \$	10 \$	7 \$	10 \$
Change	1	8	3	1	3	2	4	3	3	2
Marchandises	2	6	3	1	4	3	2	1	1	1
Taux d'intérêt	23	31	26	22	24	26	20	19	19	19
Risque spécifique lié au crédit	7	8	7	5	6	7	3	4	4	3
Effet de diversification	(19)	n.s.	(23)	n.s.	(26)	(23)	(19)	(16)	(15)	(14)
VAR globale	24 \$	33 \$	27 \$	22 \$	29 \$	29 \$	18 \$	21 \$	19 \$	21 \$

	31 juillet 2008				31 juillet 2007	
	Pour la période de neuf mois				Pour la période de neuf mois	
	Au 31 juillet	Haut	Moyenne	Bas	Au 31 juillet	Moyenne
Actions	10 \$	28 \$	13 \$	6 \$	7 \$	9 \$
Change	1	8	3	1	3	2
Marchandises	2	6	2	1	1	1
Taux d'intérêt	23	32	24	17	19	18
Risque spécifique lié au crédit	7	9	6	4	4	3
Effet de diversification	(19)	n.s.	(21)	n.s.	(15)	(13)
VAR globale	24 \$	40 \$	27 \$	18 \$	19 \$	20 \$

n.s. : non significatif. Les VAR supérieures et inférieures liées aux facteurs de risque ainsi que la VAR globale se rapportent généralement à diverses dates au cours de la période. L'avantage lié à la diversification, défini comme la somme des VAR liées aux facteurs de risque moins la VAR globale, n'est pas significatif.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)*Objectifs, politiques et processus*

Notre cadre de référence pour la gestion du risque de marché est conçu de manière à assurer une diversification globale appropriée de nos risques. La surveillance du risque de marché incombe au Comité des politiques en matière de risque et de révision du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration approuve les pouvoirs d'approbation des plafonds liés au risque de marché en fonction des recommandations du Comité des politiques en matière de risque et de révision, et ces pouvoirs sont délégués aux cadres dirigeants.

La surveillance indépendante des activités de gestion du risque de marché lié aux activités de négociation incombe à la division Gestion des risques de marché et de crédit commercial, Gestion des risques du Groupe. La Gestion des risques du Groupe établit les plafonds et les politiques liés au risque de marché, élabore les techniques quantitatives et les outils analytiques, étudie en détail les modèles et systèmes de négociation, maintient les systèmes de VAR et d'évaluation des risques entraînant un stress et prépare des rapports sur les activités de négociation à l'échelle de l'entreprise. Elle est également responsable de la surveillance indépendante des activités de négociation et s'occupe notamment de l'établissement et de l'administration des plafonds opérationnels liés aux activités de négociation, de la conformité aux plafonds du risque de marché et du risque de crédit de contrepartie, de l'analyse des risques ainsi que de l'examen et de la surveillance des opérations non traditionnelles ou complexes.

Risque de marché lié aux activités autres que de négociation*(Gestion de l'actif et du passif)*

Les activités bancaires traditionnelles autres que de négociation, telles que l'acceptation de dépôts et les prêts, nous exposent au risque de marché, dont le risque de taux d'intérêt qui en est la principale composante. Notre objectif consiste à gérer le risque de taux d'intérêt lié aux activités autres

que de négociation figurant au bilan de manière à le maintenir à un niveau ciblé. Nous modifions le profil de risque du bilan au moyen d'opérations de couverture pour atteindre le niveau ciblé. Nous surveillons constamment l'efficacité de nos activités d'atténuation du risque de taux d'intérêt au sein de la Trésorerie générale, en fonction de la valeur et du bénéfice. Pour des renseignements supplémentaires sur l'utilisation de dérivés aux fins de la gestion de l'actif et du passif, se reporter à la note 7 de nos états financiers consolidés vérifiés de 2007.

Mesure du risque

Nous mesurons notre risque sur une base quotidienne, hebdomadaire ou mensuelle, en adoptant la fréquence appropriée selon la taille et la complexité du portefeuille. La mesure du risque est fonction des taux facturés aux clients ainsi que des taux sur lesquels se fonde l'établissement des prix de cession interne des fonds. Nous utilisons l'analyse du taux de référence à titre de principale mesure aux fins de la gestion des risques. Cette analyse nous fournit une évaluation de la sensibilité de notre valeur économique aux fluctuations instantanées de points individuels sur la courbe de rendement.

Le tableau qui suit présente l'incidence potentielle avant impôts d'une augmentation ou d'une diminution immédiate et soutenue de 100 points de base des taux d'intérêt sur le revenu net d'intérêt et sur la valeur économique des capitaux propres de notre portefeuille autre que de négociation, en présumant qu'aucune opération de couverture supplémentaire n'est effectuée. Ces mesures sont fondées sur des hypothèses formulées par la haute direction et elles sont validées par des recherches empiriques. Toutes les mesures du risque de taux d'intérêt sont fondées sur nos positions de taux d'intérêt à un moment donné et elles changent continuellement en raison de nos activités commerciales et de nos activités de gestion des risques.

Évaluation des risques de marché – activités bancaires autres que de négociation

	31 juillet 2008						30 avril 2008		31 octobre 2007		31 juillet 2007	
	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres			Risque lié au revenu net d'intérêt			Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt	Risque lié à la valeur économique des capitaux propres	Risque lié au revenu net d'intérêt
	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises	Incidence – dollar canadien	Incidence – dollar américain (1)	Toutes les devises						
Incidence avant impôts d'une :												
augmentation des taux de 100 p.b.	(442)\$	(38)\$	(480)\$	10 \$	25 \$	35 \$	(575)\$	9 \$	(440)\$	54 \$	(307)\$	82 \$
diminution des taux de 100 p.b.	371	26	397	(37)	(20)	(57)	489	(25)	309	(111)	201	(140)

(1) Représente l'incidence sur les portefeuilles autres que de négociation détenus par nos Services bancaires aux États-Unis.

Objectifs, politiques et processus

La Trésorerie générale est responsable de la gestion du risque de taux d'intérêt à l'échelle de l'entreprise, de la surveillance des plafonds approuvés et de la conformité aux politiques ainsi qu'aux normes en matière d'exploitation. Notre Comité actif-passif fournit des services de supervision à la Trésorerie générale; il examine la politique élaborée par la Trésorerie générale et présente ses recommandations au Comité des politiques en matière de risque et de révision, aux fins d'approbation. Un rapport d'entreprise sur le risque de taux d'intérêt est examiné chaque mois par le Comité actif-passif et chaque trimestre par le Comité de la politique de prêt et par le Conseil d'administration.

Les politiques qui régissent la gestion du risque de taux d'intérêt établissent les normes de gestion et les plafonds acceptables en deçà desquels le risque lié au revenu net d'intérêt sur un horizon de 12 mois et le risque lié à la valeur économique des capitaux propres doivent être maintenus. Ces plafonds sont fondés sur une augmentation ou une diminution parallèle immédiate et soutenue de 100 p.b. sur la courbe de rendement. Le plafond relatif au risque lié au revenu net d'intérêt est égal à 3 % du revenu net d'intérêt prévu et, en ce qui concerne le risque lié à la valeur économique des capitaux propres, il correspond à 5 % des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires prévus. Les politiques et les plafonds ayant trait au risque de taux d'intérêt sont revus et approuvés annuellement par le Conseil d'administration.

Nos politiques et processus en matière de gestion du risque de marché n'ont pas subi de modifications importantes par rapport à 2007.

Risque d'illiquidité et de financement

Le risque d'illiquidité et de financement est le risque que nous ne soyons pas en mesure de générer ni d'obtenir, en temps opportun et de façon rentable, la trésorerie et les équivalents de trésorerie nécessaires pour satisfaire à nos engagements.

Mesure du risque

L'évaluation de notre position de liquidité reflète les estimations, hypothèses et jugements de la direction quant aux conditions propres à l'entreprise et aux conditions du marché actuelles et éventuelles ainsi qu'au comportement de nos clients et de nos contreparties. Nous mesurons et surveillons notre position de liquidité en fonction des trois risques suivants :

- Le risque d'illiquidité structural, qui porte sur le risque découlant des décalages entre les échéances réelles des actifs et des passifs, et plus précisément sur le risque lié à une trop grande confiance accordée aux passifs à court terme pour financer des actifs non liquides à plus long terme.

Note 16 : Nature et ampleur des risques découlant des instruments financiers (suite)

- Le risque d'illiquidité stratégique, qui se rapporte à nos besoins de financement quotidiens habituels, que nous gérons par l'établissement de limites précisant le niveau maximal de sorties nettes de liquidités en dollars canadiens et en devises pour certaines périodes à court terme importantes, ainsi qu'à nos activités de mise en gage, qui sont assujetties à un cadre de gestion à l'échelle de l'entreprise en fonction duquel des plafonds ajustés en fonction des risques sont attribués à l'ensemble des risques liés à nos activités de mise en gage, et des plafonds individuels sont attribués à chaque type d'activité de mise en gage.
- Le risque d'illiquidité éventuel, qui permet d'évaluer l'incidence d'événements soudains entraînant un stress ainsi que notre réaction connexe.

Objectifs, politiques et processus

Notre cadre de gestion des liquidités et du financement vise à assurer que nous disposons continuellement de sources fiables et rentables de trésorerie et d'équivalents de trésorerie pour satisfaire à nos engagements financiers actuels et éventuels, dans des conditions normales et dans des conditions entraînant un stress. Afin d'atteindre cet objectif, nous nous engageons à maintenir les stratégies clés suivantes en matière d'atténuation du risque d'illiquidité et de financement :

- le maintien d'un nombre important de dépôts de base provenant des clients;
- l'accès continu à des sources diversifiées de financement de gros, y compris notre aptitude manifeste à procéder à la monétisation de catégories d'actifs donnés;
- le maintien d'un plan d'urgence exhaustif relatif aux liquidités à l'échelle de l'entreprise, étayé par un portefeuille de titres négociables non grevés (appelés les « actifs liquides en cas d'urgence ») qui nous donne un accès immédiat à des liquidités en cas de crise.

Nos pratiques et processus aux fins de la gestion des liquidités et du financement renforcent ces stratégies d'atténuation du risque, car elles nous permettent d'attribuer des plafonds prudents aux paramètres liés à ces activités ou d'établir des objectifs prudents à leur égard et d'évaluer et de surveiller régulièrement les diverses sources de risque d'illiquidité, tant en fonction de conditions du marché normales que de conditions du marché entraînant un stress. Nous surveillons et gérons notre position de liquidité sur une base consolidée et nous tenons compte des restrictions d'ordre juridique, réglementaire, fiscal et opérationnel ainsi que de toute autre restriction applicable lorsque nous analysons notre capacité à prêter ou à emprunter des fonds au sein des succursales et des filiales.

Le Conseil d'administration est responsable de la supervision de notre cadre de gestion des liquidités et du financement, lequel est établi et mis en œuvre par la haute direction.

- Le Comité de vérification approuve notre cadre de gestion des liquidités et du financement, notre cadre de mise en gage et le plan d'urgence relatif aux liquidités et il établit des niveaux généraux de tolérance relativement au risque d'illiquidité. Le Conseil d'administration est périodiquement avisé de notre position de liquidité actuelle et prospective.
- Le Comité de la politique de prêt et le Comité actif-passif supervisent la gestion des liquidités et les politiques y ayant trait et reçoivent

Obligations contractuelles

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des contrats qui entraînent des engagements à l'égard des paiements minimaux futurs ayant une incidence sur nos liquidités à court et à long terme. Selon la nature de

régulièrement des rapports sur la conformité aux principaux plafonds et aux principales lignes de conduite établis.

- La Trésorerie générale est responsable de l'élaboration de politiques, de stratégies et de plans d'urgence en matière de gestion des liquidités et du financement, ainsi que de la recommandation et de la surveillance de plafonds s'inscrivant dans ce cadre.
- Les services de trésorerie des secteurs d'exploitation et des principales filiales effectuent les transactions conformément aux politiques et stratégies établies aux fins de la gestion des liquidités.
- Les filiales sont responsables de la gestion de leurs propres liquidités conformément aux politiques et pratiques établies en fonction de l'avis et des conseils de la Trésorerie générale, ainsi que des exigences réglementaires en vigueur.

Nos principales politiques en matière de liquidités et de financement sont revues et approuvées annuellement par les comités de la haute direction et par le Conseil d'administration. Ces politiques ayant un vaste champ d'application servent à déterminer les paramètres de tolérance aux risques, et elles habilitent les comités de la haute direction ou la Trésorerie générale à approuver des politiques plus détaillées et des plafonds concernant des mesures, des activités et des produits donnés. Ces politiques et ces procédures régissent les activités de gestion et d'évaluation et les obligations d'information et elles précisent les plafonds de liquidité et de financement approuvés.

Les objectifs relatifs à notre position de liquidité structurale sont approuvés au moins une fois par année et font l'objet de contrôles réguliers. En ce qui concerne les besoins de financement net à court terme, tous les plafonds font l'objet d'un contrôle régulier afin d'assurer la conformité aux objectifs. Le traitement prescrit des flux de trésorerie dans des conditions diverses fait l'objet d'un examen périodique afin de confirmer sa pertinence ou de déterminer s'il y a lieu de modifier les hypothèses et les plafonds à la lumière des faits internes ou externes survenus.

Aucun changement important n'a été apporté à notre cadre de gestion des liquidités et du financement ni aux niveaux de risque d'illiquidité et de financement depuis 2007.

Cotes de crédit

Le tableau ci-dessous présente nos principales cotes de crédit au 27 août 2008, lesquelles n'ont pas changé depuis le 28 mai 2008.

	Au 27 août 2008 (1)		
	Dettes à court terme	Dettes à long terme de premier rang	Perspective
Moody's Investors Service	P-1	Aaa	stable
Standard & Poor's	A-1+	AA-	stable
Fitch Ratings	F1+	AA	stable
DBRS	R-1 (élevé)	AA	stable

- (1) Les cotes de crédit ne constituent pas des recommandations visant l'achat, la vente ou la détention de nos titres, car elles ne fournissent pas de commentaires sur le cours du marché ni sur la pertinence pour un investisseur en particulier. Les cotes de crédit peuvent faire l'objet d'une révision ou d'un retrait par une agence de cotation en tout temps.

ces engagements, l'obligation peut être constatée au bilan ou hors bilan. Le tableau ci-dessous présente un sommaire de nos principaux engagements de financement contractuels futurs.

	31 juillet 2008 (1)				Total	31 octobre 2007 (1)
	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 3 ans à 5 ans	Plus de 5 ans		
Financement à long terme non garanti	17 382 \$	25 963 \$	16 340 \$	3 820 \$	63 505 \$	51 540 \$
Obligations couvertes	–	–	3 195	1 997	5 192	–
Débiteures subordonnées	128	–	–	7 797	7 925	6 235
	17 510 \$	25 963 \$	19 535 \$	13 614 \$	76 622 \$	57 775 \$

- (1) Le montant ne représente que le capital et exclut les intérêts courus.

Note 17 : Gestion du capital

Nous gérons et surveillons notre capital sous différents angles, notamment du point de vue du capital réglementaire, du capital économique et du capital affecté aux filiales.

Capital réglementaire et ratios de capital

La suffisance du capital des banques canadiennes est réglementée suivant les lignes directrices établies par le BSIF, fondées sur les normes de la Banque des règlements internationaux. Le capital réglementaire comporte deux catégories : le capital de première catégorie et le capital de deuxième catégorie. Le capital de première catégorie comprend les éléments de capital plus permanents et se compose principalement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, des actions privilégiées à dividende non cumulatif, dont la plupart ne peuvent pas être converties en actions ordinaires, ainsi que du montant admissible des instruments de capital innovateurs. De plus, l'écart d'acquisition et d'autres éléments prescrits par le BSIF sont portés en déduction du capital de première catégorie. Le capital de deuxième catégorie se compose essentiellement de débentures subordonnées, de billets secondaires de fiducie, du montant admissible des instruments de capital innovateurs qui ne peut pas être inclus dans le capital de première catégorie et d'une tranche admissible du total de la provision générale pour pertes sur créances, moins les déductions prescrites par le BSIF. Le capital total représente la somme du capital de première catégorie et du capital de deuxième catégorie.

Les ratios de capital réglementaire sont calculés au moyen de la division du capital de première catégorie et du capital total par l'actif ajusté

en fonction des risques. L'actif ajusté en fonction des risques est déterminé au moyen de l'application des règles prescrites par le BSIF concernant les risques figurant au bilan et hors bilan et il comprend un montant au titre du risque de marché lié à nos portefeuilles de négociation, ainsi qu'un montant au titre du risque opérationnel.

Par ailleurs, le BSIF établit des objectifs officiels pour le capital à risque visant les institutions de dépôt. À l'heure actuelle, cet objectif est de 7 % pour le ratio du capital de première catégorie et de 10 % pour le ratio du capital total. Outre les ratios du capital de première catégorie et du capital total, les banques canadiennes doivent s'assurer que leur coefficient actif/capital, qui est calculé au moyen de la division du montant brut de l'actif ajusté par le capital total, n'excède pas le montant maximal prescrit par le BSIF. Au 31 juillet 2008, notre coefficient actif/capital n'excédait pas le montant maximal permis.

Avec prise d'effet le 1^{er} novembre 2007, le BSIF a adopté de nouvelles lignes directrices basées sur l'accord de Bâle II datant de juin 2006, intitulé Convergence internationale de la mesure et de normes de fonds propres – Dispositif révisé, qui apporte quelques modifications au dispositif précédent, couramment appelé accord de Bâle I. Pour le trimestre terminé le 31 juillet 2008, le capital de première catégorie, le capital total et les ratios de capital ont été calculés conformément à l'accord de Bâle II, qui exige une application prospective. Étant donné les différences entre l'accord de Bâle I et l'accord de Bâle II, il est difficile d'effectuer une comparaison valable du capital et des ratios de la période considérée avec ceux obtenus au 31 octobre 2007; par conséquent, nous ne présentons pas de données correspondantes.

Capital réglementaire et ratios de capital

	Accord de Bâle II	
	Au	
	31 juillet 2008	30 avril 2008
Capital		
Capital de première catégorie	24 150 \$	23 708 \$
Capital total	29 728	28 597
Actif ajusté en fonction des risques		
Risque de crédit	205 888	199 523
Risque de marché	17 594	19 669
Risque opérationnel	30 707	30 050
Total de l'actif ajusté en fonction des risques	254 189 \$	249 242 \$
Ratios de capital		
Capital de première catégorie	9,5 %	9,5 %
Capital total	11,7 %	11,5 %
Coefficient actif/capital	19,4 X	20,1 X

Note 18 : Événements postérieurs à la date du bilan**Acquisition notable**

Le 4 août 2008, RBC Capital Markets Corporation a conclu l'acquisition de Richardson Barr & Co., une société de conseils en matière d'énergie établie à Houston et spécialisée dans les acquisitions et les désinvestissements dans le secteur de l'exploration et de la production. L'acquisition est relativement peu importante compte tenu de la taille des activités du secteur Marchés des Capitaux.

Opération importante portant sur les capitaux propres

Le 22 août 2008, nous avons racheté la totalité des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif, à 4,70 %, de série N d'un montant de 300 millions de dollars au prix de 25 \$ l'action. Ce rachat a été financé à même les fonds généraux.

Renseignements aux actionnaires

Bureau central

Adresse :
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-974-5151
Télécopieur : 416-955-7800

Pour toute correspondance :
P.O. Box 1
Royal Bank Plaza
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Site Web : rbc.com

Agent des transferts et agent comptable des registres

Agent principal
Société de fiducie
Computershare du Canada

1500, rue University
Bureau 700
Montréal (Québec)
Canada H3A 3S8
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis) ou
514-982-7555 (international)
Télécopieur : 514-982-7580
Site Web :
computershare.com

Coagent des transferts
(États-Unis)
Computershare Trust Company, N.A.
350 Indiana Street, Suite 800
Golden, Colorado
États-Unis 80401
Téléphone : 1-800-962-4284

Coagent des transferts
(Royaume-Uni)
Computershare Investor
Services PLC
Securities Services – Registrars
P.O. Box No. 82, The Pavilions,
Bridgwater Road,
Bristol BS99 7NH
Angleterre

Inscriptions en Bourse (Symbole de l'action : RY)

Bourses où sont inscrites les actions ordinaires :
Canada – Bourse de Toronto (TSX)
États-Unis – Bourse de New York (NYSE)
Suisse – Bourse suisse (SWX)

Toutes les actions privilégiées sont inscrites à la Bourse de Toronto.

Prix du jour d'évaluation

Aux fins du calcul des gains en capital, le prix de base par action ordinaire au jour d'évaluation (22 décembre 1971) s'établit à 7,38 \$ l'action. Ce prix a été ajusté pour refléter la division d'actions à raison de deux actions pour une de mars 1981 et celle de février 1990. Les dividendes en actions de une action pour une, versés en octobre 2000 et en avril 2006, n'ont eu aucune incidence sur le prix du jour d'évaluation de nos actions ordinaires.

Communications avec les actionnaires

Pour des renseignements relatifs aux dividendes, aux changements d'inscription d'actions ou changements d'adresse, à la perte de certificats d'actions, aux formulaires d'impôts, aux transferts de succession ou au réinvestissement de dividendes, les actionnaires sont priés de communiquer avec :
Société de fiducie Computershare du Canada
100 University Ave., 9th Floor
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1-866-586-7635
(Canada et États-Unis) ou
514-982-7555 (international)
Télécopieur : 1-888-453-0330
(Canada et États-Unis) ou
416-263-9394 (international)
Courriel:
service@computershare.com

Toute autre demande peut être adressée à :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
9th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7806
Télécopieur : 416-974-3535

Pour obtenir des renseignements financiers, veuillez communiquer avec :
Relations avec les investisseurs
Banque Royale du Canada
200 Bay Street
14th Floor, South Tower
Toronto (Ontario)
Canada M5J 2J5
Téléphone : 416-955-7802
Télécopieur : 416-955-7800
Il est aussi possible de consulter le site Web suivant :
rbc.com/investisseurs

Service de dépôt direct

Au moyen d'un transfert électronique de fonds, les actionnaires du Canada et des États-Unis peuvent faire déposer directement dans leur compte bancaire leurs dividendes liés aux actions ordinaires de RBC; il leur suffit d'en faire la demande à notre agent des transferts et agent comptable des registres, la Société de fiducie Computershare du Canada.

Désignation à titre de dividendes admissibles

Aux fins des nouvelles dispositions en matière de crédit d'impôt pour dividendes contenues dans la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) et dans toute législation fiscale provinciale ou territoriale applicable, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) que nous versons à des résidents du Canada sur nos actions ordinaires et privilégiées après le 31 décembre 2005 sont désignés comme des « dividendes admissibles ». À moins d'avis contraire, tous les dividendes (ainsi que tous les dividendes réputés) versés après cette date sont désignés comme des « dividendes admissibles » aux fins de la législation susmentionnée.

Dates de paiement des dividendes pour 2008

Sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration.

	Dates de clôture des registres	Dates de paiement
Actions ordinaires et actions privilégiées de séries W, AA, AB, AC, AD, AE, AF et AG	24 janvier 24 avril 24 juillet 27 octobre	22 février 23 mai 22 août 24 novembre
Actions privilégiées de série AH	24 juillet 27 octobre	22 août 24 novembre

Rachats d'actions ordinaires

Nous avons lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités, par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Durant la période de un an commençant le 1^{er} novembre 2007, nous pourrions racheter jusqu'à 20 millions de nos actions ordinaires sur le marché libre, aux cours du marché. Nous déterminerons le montant de ces achats et le moment où ils auront lieu.

Un exemplaire de notre avis d'intention de déposer une offre publique de rachat dans le cours normal des activités peut être obtenu sans frais en communiquant avec notre secrétaire, à notre adresse postale torontoise.

Dates de publication des rapports trimestriels pour 2008

Premier trimestre	29 février
Deuxième trimestre	29 mai
Troisième trimestre	28 août
Quatrième trimestre	5 décembre

Assemblée annuelle de 2009

L'assemblée annuelle des actionnaires se tiendra le jeudi 26 février 2009 au Parkview Terrace du Centre des congrès et des expositions de Vancouver, au 999 Canada Place, Vancouver (Colombie-Britannique), Canada.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport aux actionnaires ou pouvant être obtenue par l'intermédiaire de ces sites ne fait pas partie dudit rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport aux actionnaires sont inactifs et ne sont indiqués qu'à titre informatif.

Les marques de commerce utilisées dans ce rapport comprennent l'emblème du LION et du GLOBE TERRESTRE, BANQUE ROYALE DU CANADA, RBC et RBC TruCS, qui sont des marques de commerce de la Banque Royale du Canada utilisées par la Banque Royale du Canada et/ou ses filiales sous licence. Toute autre marque de commerce mentionnée dans ce rapport, qui n'est pas la propriété de la Banque Royale du Canada, est la propriété de son détenteur respectif. RBC Dexia IS et les sociétés affiliées à RBC Dexia IS sont titulaires de licences d'utilisation de la marque de commerce RBC.



Le présent rapport a été imprimé sur du papier édition Domtar Opaque Plainfield, certifié Forest Stewardship Council (FSC). La fibre certifiée FSC utilisée lors de la fabrication du papier Domtar Opaque Plainfield provient de forêts bien gérées, certifiées de façon indépendante par SmartWood et conformément aux règles du Forest Stewardship Council.